lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE PARAIT LE MARDI N° 137 — SEMAINE DU 13 AU 19 AVRIL 1971 PRIX : 2 F

GUERRE CIVILE AU PAKISTAN

MITRAILLE CONTRE DROIT DES PEUPLES

courrier des lecteurs

Sans « Bourse » délier ?

Lecteur occasionnel de L.O., j'apprécie pas mal de vos articles. Bien sûr, votre revue n'est pas parfaite, vous le savez sans doute, et c'est heureux, car si vous aviez découvert la perfection, il ne resterait plus rien à faire, ce serait triste... Néanmoins, je souhaiterais que vous preniez connaissance du petit tableau chiffré ci-dessous que votre article « grève des employés de Bourse » (L.O. numéro 131 du 2 au 8 mars 71, page 19 en bas et à droite) m'a inspiré.

A mon humble avis, on s'arrête trop vite à une histoire de 1 % par ci ou par là, sans regarder avec précision ce que cela rapporte d'espèces « sonnantes et trébuchantes » dans la poche du travailleur. Mon calcul vous semblera peut-être fastidieux, pour moi il est limpide et explique facilement la position de la CFDT le vendredi soir. Bien sûr, en juillet il faudra remettre ça, mais cela ne fait qu'abonder dans le sens de mon argumentation qui ne tient compte jusqu'à fin octobre que de ce qui est déjà accordé ou de ce qui était prévu.

J'espère que vous communiquerez au moins au correspondant L.O. et par la même occasion aux intéressés mes calculs (s'ils ne les ont déjà faits...) à défaut d'en parler dans votre journal qui a d'autres chats à fouetter sans doute.

Salutations syndicalistes.

R.P., 31-Tarbes

P.S. — Il est dommage que les pourcentages soient hiérarchisés... ! Toujours les plus gros les plus favorisés...

Les calculs ci-dessous sont effectués pour un salaire de base de 1.000 F (100.000 AF) au départ, afin de simplifier les calculs. Il est possible ainsi pour chaque salaire et par une simple règle de trois de trouver directement la répercussion (arrondie au centime supérieur).

(Voir tableau en bas de page.)

Bien sûr, en octobre le salaire de base est le même à quelques francs près, quel que soit le système, mais si l'on regarde l'argent touché par les travailleurs, il est évident que le système accepté par la CFDT est nettement plus avantageux... !

Nous tombons d'accord avec toi sur le fait que si la tristesse est liée à la perfection Lutte Ouvrière *a certainement beaucoup de joie devant elle.*

Ton tableau est effectivement significatif. Certes, au bout de l'année, l'accord final conclu par la C.F.D.T. dans le cas qui nous occupe aura rapporté près de 250 F de plus que celui conclu précédemment par les autres syndicats.

Ce n'est pas absolument rien et certainement toujours bon à prendre. C'est pourtant bien loin de ce que la C.F.D.T. réclamait elle-même le matin même de l'accord qu'elle a signé, soit plus de 14 % d'augmentation immédiate.

Notre correspondant se contentait d'ailleurs de faire observer la chose... et de conclure que la revendication de la C.F.D.T. correspondant certainement au minimum des besoins des travailleurs, rien n'était réglé. Ce que tes chiffres ne démentent pas. Tu en seras certainement d'accord avec nous.

	Propos. patr. av. le 17 févr.		Accord CGT-CGC-FO du jeudi 18 avec Direction			Accord CFDT-Direction du vendredi 19 au soir			
	%	Salaires	%	Salaires	Différence av. pro. patronales avant le 17	%	Salaires	Différence av. pro. patronales avant le 17	Différence av. acc. C.G.T.-C.G.C. F.O. du 18
Janv.	+ 1	1.010,00	1,3	1.013,00	+ 3,00	3,3	1.033,00	+ 23,00	+ 20,00
Fév.		1.010,00		1.013,00	3,00		1.033,00	23,00	20,00
Mars		1.010,00		1.013,00	3,00	3	1.063,99	53,99	50,99
Avril	+ 4	1.050,40	4	1.053,52	3,12		1.063,99	13,99	10,47
Mai		1.050,40		1.053,52	3,12		1.063,99	13,99	10,47
Juin		1.050,40		1.053,52	3,12		1.063,99	13,99	10,47
Juillet		1.050,40		1.053,52	3,12	3	1.095,91	45,51	42,39
Août		1.050,40		1.053,52	3,12		1.095,91	45,51	42,39
Sept.		1.050,40		1.053,52	3,12		1.095,91	45,51	42,39
Oct.	+ 4	1.092,42	4	1.095,66	3,24		1.095,91	3,49	0,25
Total à percevoir		10.424,82		10.455,78	+ 30,96		10.705,60	+ 280,78	+ 249,82
Moyenne mensuelle		1.042,48		1.045,57	+ 3,00		1.070,56	+ 28,07	+ 24,98

Les « extrêmes » ne se rejoignent pas !

Cher monsieur,

A titre tout à fait personnel, je serai partisan d'une initiative originale qui consisterait d'essayer de faire lutter ENSEMBLE pour des buts communs à définir, les éléments opposés mais sincères des tendances genre Ordre Nouveau et Lutte Ouvrière.

Car moi qui ai eu l'occasion de lire aussi bien Minute **que** Lutte Ouvrière, **je me rends compte qu'il existe des points de convergence et qu'il est dommage que des jeunes catalogués d'extrême-droite ou d'extrême-gauche s'affrontent alors que tous sont contre l'UDR et l'Etat soviétique et pour une vie meilleure. Est-ce que je me trompe et qu'en pensez-vous ?**

N..., Paris

Entre l'extrême-gauche et l'extrême-droite il n'y a aucune possibilité d'une quelconque collaboration quelle qu'elle soit. Entre Minute *et* Lutte Ouvrière *il n'y a aucune convergence.*

Bien sûr, nous sommes contre l'U.D.R., mais parce qu'il s'agit d'un parti représentant les capitalistes et les privilégiés de toutes sortes, donc les ennemis des travailleurs. Si Minute *attaque les gaullistes c'est parce que ses rédacteurs rêvent d'un régime à la grecque ou à l'espagnole, dont le premier souci serait justement de mettre les travailleurs au pas... ou en prison.* Minute *distille semaine après semaine le poison du racisme et de la xénophobie que nous combattons de toutes nos forces.*

Quant à l'Etat soviétique nous le combattons parce que la bureaucratie qui le dirige a tourné depuis longtemps le dos au socialisme. L'extrême-droite le fait parce qu'il est tout de même, malgré toutes ses tares, un certain produit de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière.

Non, vraiment, il n'y a rien de commun entre nous.

Les préjugés raciaux ne servent que les patrons !

Camarades,

Vous avez publié dans le numéro 123 de Lutte Ouvrière **du 5 janvier dernier, un article de Michelle Verdier sur « Le Talisman » de M. Marcel Dassault. Rien n'a été dit sur le réel de cette affaire afin d'éclairer les travailleurs, d'abord si mes renseignements sont justes, avant d'être membre de l'U.D.R. et député de ce parti, Dassault était membre et député du Parti Socialiste, qu'il était élu de la Somme et maire d'une ville de ce département ; qu'il était déjà constructeur d'avions surnommés je crois à l'époque d'avant-guerre « Les cercueils volants » et qu'enfin il était, et l'est toujours, israélite se nommant Bloch. Pourquoi dès lors avez-vous caché ces choses aux travailleurs ? Pouquoi avoir troqué le nom de Bloch pour celui de Dassault ? Et enfin avoir informé les travailleurs sur la fortune rapide, inouïe d'un tel patron, insignifiant avant la guerre. Je regrette que vous ayez éludé des choses aussi importantes dans cet article ! Avec mes regrets, veuillez agréer mes sentiments fraternels.**

M. D. Toulouse

C'est un étrange reproche qui nous est adressé là. Nous n'avons rien caché aux travailleurs pour la bonne raison que les précisions que tu nous apportes là soit nous étaient inconnues (et pour certaines d'entre elles nous n'avons pas encore pu les vérifier donc nous t'en laissons l'entière responsabilité) soit n'avaient aucun intérêt pour le sujet qui nous occupait dans cet article.

Car quelle importance qu'il se nomme Bloch ou Dassault, qu'il soit israélite, chrétien ou musulman ? M. Dassault mérite nos flèches en tant que représentant typique de la classe capitaliste. Et son livre est un tissu d'âneries parce qu'il est ce représentant typique. Pas pour autre chose et certainement pas parce qu'il est Juif.

Nous ne comprenons donc pas ton insistance là-dessus. En tous cas de notre part il ne convenait pas plus de s'y attarder que sur tel ou tel aspect de son individu ou de son personnage qui ne regarde que lui-même. Car nous laissons à l'extrême-droite le soin de faire le rapprochement, même simplement allusif, entre le capitalisme et les Juifs. Nous savons qu'il est absurde, qu'il n'a jamais servi qu'à obscurcir la conscience des travailleurs et que la position sociale n'a rien à voir avec l'origine raciale.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél : FLA. 37-07

Composition :
4, rue du Bouloi

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
75 - Paris-6e

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires : 6 mois : **30 F** — 1 an : **50 F**
sous pli fermé : 6 mois : **70 F** — 1 an : **130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS 6851-10

Éditorial

GUERRE CIVILE AU PAKISTAN

MITRAILLE CONTRE DROIT DES PEUPLES

MALGRE l'extrême brutalité de son intervention, l'armée du Pakistan Occidental n'est pas venue à bout de la révolte bengali. Elle contrôle — ou du moins, elle occupe militairement — Dacca et les villes les plus importantes, mais apparamment, de nombreuses localités et peut-être des régions entières échappent totalement à son autorité.

Les troupes de Yahya Khan semblent s'installer dans une guerre longue qui ressemble de plus en plus à une guerre coloniale, menée à partir d'un territoire éloigné de 2.000 kilomètres, au milieu d'une population hostile et étrangère par la langue comme par les traditions, en utilisant des méthodes de répression abjectes et tout cela pour maintenir les privilèges économiques et l'hégémonie politique d'une minorité de privilégiés du Pakistan Occidental.

Mais cette guerre oppose en même temps les deux parties d'un même pays : sous-développés, pauvres, à la population affamée et opprimée de part et d'autre. Quelle que soit l'issue de la guerre civile, les deux Pakistan en sortiront encore plus meurtris, encore plus misérables.

Dans cette guerre-là, il y aura peut-être des vainqueurs, mais telle qu'elle est engagée et sur le terrain où elle se place, ce ne seront pas les masses populaires. Ce n'est certainement pas une fragmentation plus grande du sous-continent indien — aggravant encore la situation créée par la monstrueuse séparation du Pakistan de l'Inde perpétrée par et dans l'intérêt de l'impérialisme — qui permettra de surmonter le sous-développement. Ce n'est pas l'arrivée au pouvoir d'un Bengali indépendant des homologues locaux des Yahya Khan qui allègera le fardeau de l'oppression pour les masses populaires.

Le parti Awami et ceux qui ont la direction du mouvement séparatiste du Pakistan Oriental exploitent le désir de la population bengali à mettre fin à l'humiliation nationale, détournent à leurs propres fins l'aspiration confuse des masses populaires à un changement de leur sort. Ces gens-là ne veulent et ne peuvent donner aux classes pauvres bengalis rien d'autre qu'un nouveau drapeau pour couvrir la même misère et de nouveaux uniformes pour exercer une oppression similaire.

Et, cependant, le peuple bengali se bat avec acharnement ; et, cependant, son combat est légitime. Comme est légitime le droit de tout peuple à disposer de lui-même et à se donner des dirigeants de son choix. Comme est légitime le droit d'un peuple opprimé à résister à l'oppression.

Avec le prolongement de la guerre civile se renforce le concert international des gouvernants qui prodiguent leurs conseils ou lancent leurs avertissements suivant le camp qu'ils avaient choisi, à moins qu'ils se contentent d'hypocrites lamentations « au-dessus de la mêlée ». Ne parlons plus des puissances impérialistes dont la « compassion » est d'autant plus odieuse qu'elles sont les principales responsables, sinon de la crise actuelle, du moins de la situation qui y a conduit. Mais les intentions des voisins du Bengale en révolte ne sont certainement pas plus pures.

L'Inde s'est découvert une passion pour le moins intéressée pour le combat du peuple bengali. Mais de quel droit le gouvernement de Mme Gandhi peut-il feindre de s'élever contre la misère et l'oppression au Pakistan Oriental, alors qu'il n'assure ni plus de bien-être, ni plus de liberté à son propre peuple, à commencer par cette partie du peuple bengali qui vit en territoire indien ?

Quant à la Chine, après plusieurs jours de silence prudent, elle a protesté... contre une manifestation pro-bengali qui s'est déroulée devant son ambassade en Inde. Il se trouve que le dictateur Yahya Khan est en excellents termes avec Pékin et le régime de Mao ne songe apparemment pas à compromettre ses intérêts diplomatiques pour une « broutille » comme le massacre de plusieurs centaines de milliers de Bengalis.

Non, les masses pauvres du Pakistan Oriental ne peuvent pas plus compter sur les Etats qui prétendent les aider ou parler au nom du « socialisme », qu'elles ne peuvent compter sur leurs propres dirigeants actuels. Les seuls signes d'espoir sont donnés sans doute par ce courant populaire de solidarité qui semble vouloir ignorer la frontière qui sépare l'Inde du Pakistan, comme la frontière de l'opposition religieuse.

sommaire

EN FRANCE

● **Leur nouvelle société**

Page 5
— Les viticulteurs en colère.
— Avortement : le droit de disposer de soi-même.
Pages 12 et 13
— La révolte des paysans en colère.
Page 15
— Les vieux logements.
Page 16
— Nouvelles de l'Enseignement Technique.
Page 17
— Comment on soigne dans les hôpitaux parisiens.

● **Dans les entreprises**

Page 4
— La journée d'action dans les entreprises.
Page 5
— 2.500 ouvriers en grève à Leroy-Somer.
Page 14
— Echos des entreprises.
Page 16
— Les statuts de la fonction publique.
Page 17
— Belfort : les esclavagistes modernes.
Page 18
— Nouveaux débrayages à La Bourgogne-Electronique.
— UNELEC-Vierzon : fin de grève.

● **Mouvement révolutionnaire**

Page 8
— La Commune au jour le jour.
Page 9
— Lettre de Grèce.
Page 10
— Revue de la presse d'Extrême-Gauche.

DANS LE MONDE

Page 7
U.S.A.
— Après le discours de Nixon, la parole reste au peuple américain.
ITALIE
— Les travailleurs protestent.
CHILI
— Les positions du gouvernement Allende se renforcent.
Page 11
GRANDE-BRETAGNE
— Les travailleurs et le gouvernement face à face.
Page 24
MOYEN-ORIENT
— Hussein et la résistance palestinienne.
U.R.S.S.
— Le 24e Congrès du P.C.U.S.

DIVERS

Page 6
— En bref.
Pages 19 et 20
— Feuilleton.
Page 21
— Le doigt sur la gazette.
Page 22
— Les livres.
Page 23
— Films.

LA JOURNÉE D'ACTION DU 6 AVRIL DANS LES ENTREPRISES !

LA Journée nationale d'action dans la Métallurgie, lancée par la C.G.T. et la C.F.D.T., pour le retour progressif aux quarante heures et la retraite à 60 ans, a été relativement bien suivie.

Même dans la région parisienne, où les séries annuelles d'actions de ce genre des années avant 1968, avec le traditionnel défilé Bastille-République, avaient quelque peu déçu les travailleurs, on peut dire que là où les organisations syndicales ont pris l'initiative d'appeler à débrayer, elles ont été bien suivies.

Cela, parce qu'il y a un réel mécontentement dans la classe ouvrière ; même en n'étant pas très convaincus de l'efficacité de ce genre de mouvement, beaucoup de travailleurs se disent : « il faut bien faire quelque chose ».

Evidemment, le thermomètre de la combativité ouvrière serait beaucoup moins faussé si les organisations syndicales étaient un peu plus dignes et responsables. Si on disait aux travailleurs : « Tel jour, toutes les usines débrayent 24 heures, à titre d'avertissement, et si dans les 15 jours il n'y a pas de résultat positif sérieux, nous appellerons toutes les usines à se mettre en grève », on pourrait avoir une idée plus précise et bien plus réelle de la volonté de lutte des travailleurs.

Mais ce genre d'engagement, les syndicats n'en veulent pas ; même s'ils affirment que le 6 avril n'est qu'un début, on peut être certain que ce n'est que le hors-d'œuvre d'un repas qu'on nous promet mais dont on ne verra pas le plat de résistance.

Pour eux, et ils le disent, il n'est pas question d'autre chose que d'obtenir un accord négocié pour ramener aux 40 heures en trois ans et la retraite à 60 ans. Pour cela, pas besoin de lutte ; pas besoin d'envisager la grève, seulement des pressions sur le patronat pour lui faire comprendre qu'il a intérêt à négocier un accord avec les syndicats autour du tapis vert plutôt que de se trouver devant la grève des travailleurs à l'usine.

La journée du 6 avril, pour les organisations syndicales, entrait dans ce cadre. Quant aux représentants de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, en repoussant à plus tard la réunion prévue le 7 avril, ils ont tenu à montrer qu'ils avaient parfaitement compris le processus et qu'ils n'en étaient nullement impressionnés.

Mais, justement, la participation relativement importante des travailleurs (relativement aux autres « journées » semblables) de la Métallurgie aux grèves du 6 avril, peut bien présager quelques surprises à tous ces beaux Messieurs.

Une délégation à l'U.I.M.M. (Ph. L.O.)

A la S.K.F. (Ivry)

A la SKF, un débrayage de deux heures fut organisé par la CGT. Ce débrayage a été suivi par les deux-tiers environ des ouvriers. A 8 h 30, ce sont 600 ouvriers de l'équipe du matin et de la Normale qui ont débrayé et se sont retrouvés à la cantine pour entendre les délégués CGT. L'équipe du soir, elle, a débrayé à 15 heures, 200 ouvriers se réunissant à la cantine. A la fin de l'intervention du représentant de la CGT celui-ci demanda qui avait des questions à poser. Un ouvrier demanda alors pourquoi on ne réclamait pas les 40 heures tout de suite. Il se vit répondre : « Ta gueule, tu es un provocateur ». **Un autre membre du PCF s'exclama :** « Ça ne fait pas deux mois qu'il est là, il ne connaît même pas les problèmes de l'usine ». **La discussion fut ainsi close rapidement et tout le monde se dispersa dans les cafés des environs en attendant 17 heures pour reprendre le travail.**

Correspondant L.O.

Aux Compteurs de Montrouge

LA journée s'est traduite par un débrayage d'une heure auquel ont participé six à sept cents personnes sur les 5.000 environ qu'emploie la Compagnie. C'est après plusieurs réunions intersyndicales que la CGT, la CFDT et FO sont arrivés à se mettre d'accord sur ce rassemblement. Le seul point de divergence pratique était de savoir si le personnel serait rassemblé à la cantine ou sur la pelouse devant les fenêtres de la Direction, car la CFDT désirait que le personnel discute des actions à entreprendre pour le retour aux 40 heures et l'avancement de l'âge de la retraite, et proposait une assemblée dans la cantine. Seule la CGT s'opposait à cette discussion avec les travailleurs car ce « serait la pagaille » **et elle avait même décidé, si la CFDT et FO maintenaient leur position, de faire uniquement des assemblées dans les secteurs sans rassemblement général.**

La réunion eut donc lieu sur la pelouse, devant les fenêtres de la Direction. Chaque organisation syndicale a pris la parole, la CFDT et FO insistant sur les limites d'une telle journée d'action et la nécessité de luttes plus sérieuses que des grèves « presse-bouton ». Puis la parole fut donnée aux travailleurs après le vote d'une motion. Cinq à six d'entre eux sont intervenus sur divers points, ce qui mit un peu d'ambiance dans l'assemblée.

L'heure de grève se termina sans que pour autant l'ensemble des participants pense qu'elle avait fait avancer d'un pouce la lutte pour les 40 heures et la retraite à 60 ans. Mais l'intervention de quelques travailleurs avait changé du « ronron » habituel des syndicats, ce qui n'a pas déplu aux travailleurs.

Correspondant L.O.

Chez Luchaire (Saint-Ouen)

UN tract central C.G.T.-C.F.D.T. fut distribué. Comme ce tract appelait simplement à « l'action », sans rien préciser, on pouvait se demander en quoi consisterait cette action. Finalement, les délégués passèrent dans les ateliers pour appeler à un débrayage d'une heure, et à une assemblée du personnel.

A deux heures, 70 % environ des travailleurs se retrouvèrent chez Manox (un secteur de l'usine), là où se tenait l'assemblée.

Ce chiffre est important, surtout si l'on considère que les travailleurs des bureaux étaient venus en petit nombre.

Le délégué syndical C.G.T. intervint pour présenter les revendications, mais n'avança aucune proposition d'action. Puis il fit un compte rendu de la réunion des délégués du personnel qui s'était tenue la veille.

Après l'assemblée, les ouvriers discutèrent par petits groupes. Et beaucoup pensaient que, pour obtenir les 40 heures, il faudrait beaucoup plus qu'un simple débrayage.

Correspondant L.O.

A Idéal-Standard (Aulnay-sous-Bois)

A 10 heures, une centaine d'ouvriers se rassemblèrent à l'appel de la C.F.D.T., à 10 h 30, un nombre à peu près égal les rejoignait à l'appel de la C.G.T. La grande masse des ouvriers de Fonderie et d'Usinage, qui sont les plus prompts à faire grève d'ordinaire, était restée au travail, ne comprenant pas en quoi ces deux heures de débrayage pourraient changer quoi que ce soit.

Le débrayage fut marqué par une polémique qui opposa d'un côté le représentant de la C.F.D.T. (militant « Lutte Ouvrière ») *et le représentant de la C.G.T. sur le problème des augmentations uniformes ou en pourcentage.*

A la fin de son allocution, le représentant C.G.T. lut une motion à adresser à la Direction générale demandant une augmentation des salaires de 15 % (plus 5 % pour pour les salaires en-dessous de 6 F et 2 % pour les salaires en-dessus de 7 F). A ce moment, le représentant C.F.D.T. prit la parole et se déclara prêt à se rallier à la motion C.G.T., à une seule condition, c'est que la revendication de 15 % soit remplacée par 200 F par mois d'augmentation uniforme pour tous. Et il proposa à la C.G.T. de s'en remettre à la décision du personnel.

Le représentant C.G.T. un peu gêné finit par accepter la consultation, et défendit son point de vue : il ne faut pas prendre aux cadres pour donner aux ouvriers, il faut une hiérarchie, etc...

Le représentant C.F.D.T. défendit à son tour, lui, l'augmentation uniforme, en faisant remarquer qu'il n'existait pas de carte de réduction pour les ouvriers quand ils allaient chez le boucher, et en demandant qui se battait de l'ouvrier ou du cadre.

Puis on procéda au vote à main levée. La quasi-unanimité des présents vota pour l'augmentation uniforme de 200 F par mois, seule une dizaine se prononça pour l'augmentation en pourcentage.

Mais il fallut encore la pression des travailleurs pour obliger la C.G.T. à se plier à la décision du vote et modifier le texte de leur motion.

Son oui fut salué par des applaudissements fournis.

Finalement, les ouvriers qui ont participé à ce petit débrayage étaient regonflés. Contents d'avoir imposé leur point de vue sur l'augmentation uniforme.

Correspondant L.O.

A Babcock-Atlantique (La Courneuve)

LA C.G.T. (majoritaire dans l'usine) et la C.F.D.T. (qui la suit comme son ombre) avaient décidé d'appeler à un débrayage d'une heure et demie en fin de matinée.

Pour sa part, la section F.O. (animée par des militants « *Lutte Ouvrière* » dans cette usine) avait décidé de s'associer au mouvement, non sans préciser que si un tel débrayage offrait la possibilité aux travailleurs d'exprimer leur mécontentement, il ne fallait se faire aucune illusion quant à son efficacité pour faire céder l'U.I.M.M. patronale.

Le jour dit, mardi, la participation des travailleurs au débrayage fut massive (environ 80 %) tant chez les horaires que chez les mensuels, et, bien que beaucoup aient profité du mouvement pour rentrer plus tôt chez eux déjeuner, il y eut quand même près de 600 camarades au rassemblement prévu (il y a 1.450 ouvriers à B.A.).

Là, après l'exposé du représentant de la C.F.D.T., le secrétaire C.G.T. du C.E. prit la parole pour expliquer longuement les raisons du débrayage, « l'enjeu de la bataille », etc...

Puis le représentant F.O. prit la parole, marquant son désaccord sur la formule du retour *progressif* aux 40 heures. 35 ans après 1936, c'était bien un minimum que de revendiquer les 40 heures immédiates, et non pour la Saint Glin-Glin.

A 12 h 30, le meeting prenait fin, tout le monde se dirigea vers la cantine. La conclusion, c'est cette réflexion d'un travailleur, résumant l'opinion générale : « *Mai 68 n'a pas permis de solutionner les problèmes de la retraite et des 40 heures, alors ce n'est pas un mouvement aussi limité qui fera céder le patron.* » Malgré tout, le sentiment dominant était la satisfaction. Dans l'ensemble, tous les ateliers avaient débrayé massivement.

Correspondant L.O.

Chez Hispano-Snecma

A l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., un millier de personnes environ, travailleurs de la S.N.E.C.M.A. - HISPANO, débrayaient de 15 à 16 heures. Sept cents ouvriers manifestaient à l'Embranchement de la Garenne-Colombes, Courbevoie et Colombes.

Des slogans et des banderoles réclamaient les 40 heures et la retraite à 60 ans. Tout au long de son déroulement, le beau temps aidant, la manifestation aura une allure bon enfant. Un tract était distribué à la population pour expliquer les raisons de la manifestation.

La circulation fut bloquée pendant à peu près 20 minutes, le temps pour les deux syndicats de prendre la parole. Quelques accrochages eurent lieu avec des automobilistes impatients mais finalement chacun retourna à son travail sans grande perspective peut-être mais pas découragé du tout.

La participation des travailleurs d'atelier, par contre, a été assez forte et montre que les revendications mises en avant correspondent bien à leur état d'esprit, et à leur désir de lutter pour les obtenir.

Correspondant L.O.

Dans une petite entreprise de Boulogne-Billancourt : chez Saumel

COMMENT s'est déroulée cette semaine d'action chez Saumel, petite usine de fabrication de moteurs électriques, comprenant un peu plus de 150 personnes, bureaux compris ?

Il y a bien longtemps que chez Saumel, la CGT, seul syndicat dans l'usine, n'avait parlé de la retraite. Le 15 avril, la section syndicale appelait à une réunion ou plutôt deux (une à chaque service) pendant un quart d'heure pris sur le temps du repas.

A ces deux réunions, environ la moitié du personnel vint. Là, un délégué nous informa de la journée d'action et nous expliqua que la retraite touchait les vieux bien sûr, mais aussi les jeunes dont beaucoup se trouvaient au chômage.

Il nous expliqua la contradiction qu'il y avait du fait que nous faisions plus de 40 heures et que l'âge de la retraite était à 65 ans alors que le chômage augmentait. Il nous expliqua que le capital favorisait cette contradiction pour le bienfait de ses profits.

Sur ce, il nous invita à débrayer le lendemain pendant une demi-heure, de 16 heures à 16 h 30.

Le 6 avril, le matin débuta par le passage d'une pétition qui serait remise le lendemain au patronat lors des discussions. Plus des trois-quarts du personnel la signa. Puis ce fut tout jusqu'à 16 heures.

A 16 heures, nous nous retrouvâmes à environ 75 % du personnel ouvrier plus quelques gars des bureaux.

Tous les présents au débrayage étaient contents de se retrouver devant l'entrée de l'usine, d'autant plus qu'il faisait beau. Une fois rassemblés, le délégué reprit ses explications sur les 40 heures, la retraite et le chômage, en donnant quelques chiffres. Nous l'écoutâmes tous avec attention.

Il termina son exposé cinq minutes avant la reprise. Cinq minutes où nous pûmes discuter de la retraite, des salaires et principalement du travail au boni, bête noire des ouvriers de chez Saumel.

Et puis ce fut l'heure de reprendre. Sentiment du personnel : un bon bol d'air d'une demi-heure, sans trop se faire d'illusions sur les discussions sur la retraite.

Correspondant L.O.

Le droit de disposer de soi-même

Un droit élémentaire

TROIS cent quarante-trois femmes ont signé un appel dans lequel elles reconnaissent avoir eu recours à l'avortement. Elles vont ainsi à l'encontre d'une société dont les habitudes hypocrites imposent le silence sur les pratiques abortives, un silence chargé de culpabilité juridique et morale.

Par ce geste public elles mettent ainsi le gouvernement et sa justice face à leurs responsabilités. Il devient difficile de continuer à considérer l'avortement comme un crime lorsqu'une quantité de femmes, et parmi elles de très connues, revendiquent ouvertement, sans se sentir le moins du monde coupables, un acte que la loi réprime.

Quant à tous ceux qui jusqu'à présent ont fermé les yeux hypocritement pour ne pas voir la situation dramatique des millions de femmes qui se font avorter dans les pires conditions physiques et morales, et qui maintenant s'élèvent en censeurs à tous ceux là un peu de pudeur s'imposerait.

Car, si certains peuvent émettre un avis sur l'avortement, ce n'est certainement pas à eux que ce droit revient. Eux qui laissent mourir des enfants par manque de soins et d'attentions parce qu'ils préfèrent bombes et profits aux crèches et hôpitaux, eux qui organisent systématiquement la chasse aux jeunes au lieu de leur construire un monde humain.

Nous pourrions à la rigueur considérer les brusques crises d'indignation de tous ces « braves et honnêtes » bourgeois comme la conséquence d'un véritable sentiment humanitaire s'ils nous avaient donné, dans le passé, un peu plus l'habitude de prises de positions courageuses contre toutes sortes d'atteintes à la vie humaine.

Que n'ont-ils protesté véhémentement contre la guerre du Vietnam qui voit pourtant chaque jour des enfants, vivants eux, mourir dans les pires souffrances ! Pourquoi ne les a-t-on pas vu en tête de nombreuses campagnes contre toutes les agressions, contre toutes les exploitations pourtant responsables de famines ?

Si, pour notre part, nous ne pensons pas que l'avortement soit une solution humaine aux problèmes du couple, il est bien évident qu'il ne saurait y avoir de liberté, sans la liberté pour les femmes de décider si elles garderont ou pas un enfant.

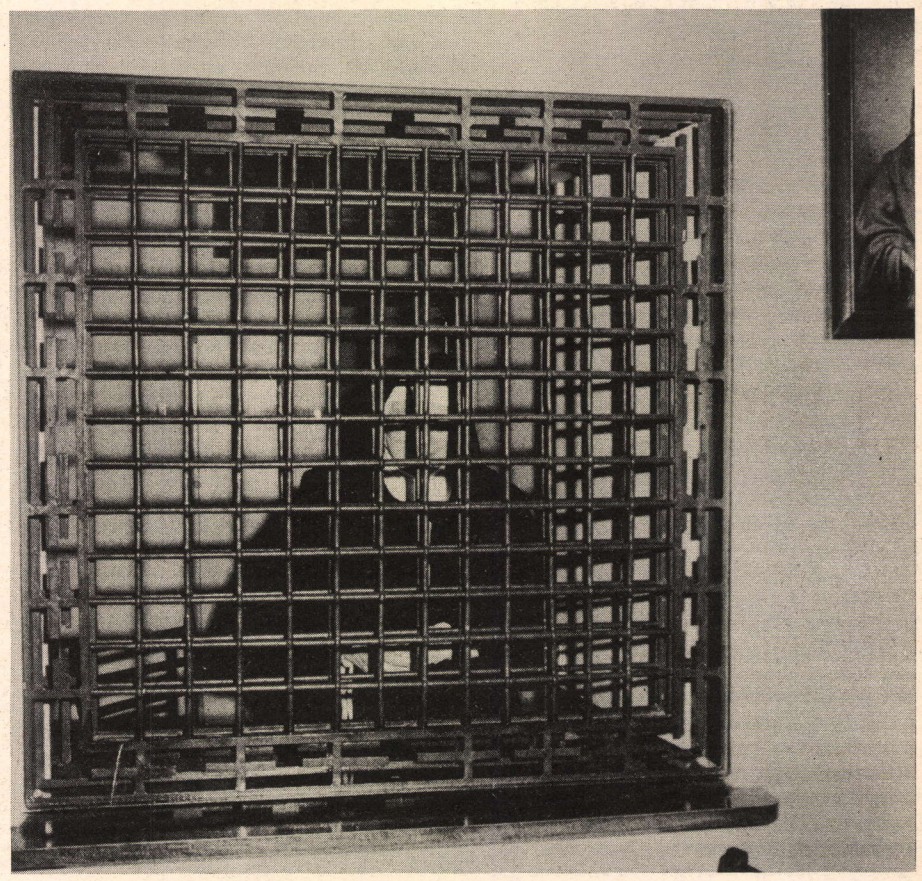
Nous savons que la plupart des avortements ont pour origine une impossibilité matérielle ou morale d'accepter l'enfant dans cette société. Sans ces raisons sociales bien des femmes n'auraient nul besoin d'avoir recours à l'avortement. C'est pourquoi, nous autres socialistes sommes pour construire une société dans laquelle toutes ces causes seront éliminées. Une société aussi où la recherche médicale et la culture sociale permettraient de contrôler complètement la conception. Mais il n'empêche que dès à présent chaque femme doit être libre de disposer de son propre corps. Il s'agit là d'un droit que nul n'a le droit de contester.

Et surtout pas tous ces tartuffes qui feraient bien de regarder un peu derrière leur porte, dans leur propre famille, où il est très courant que leurs femmes et filles, d'une façon discrète il est vrai, quelque part au creux d'une vallée suisse, dans une confortable clinique, moyennant de non moins confortables espèces sonnantes, se soient faites avorter, ne serait-ce que pour maintenir une apparence sociale « honorable ».

Seules les femmes de travailleurs, celles qui n'ont ni les moyens financiers, ni les relations nécessaires, sont non seulement obligées d'avoir recours à des faiseuses d'anges et autres méthodes personnelles toutes aussi dangereuses les unes et les autres, mais de plus elles sont les seules à être condamnées, et même lourdement.

C'est pourquoi il faut absolument que l'avortement soit admis pour toutes les femmes qui le souhaitent. C'est pour elles un premier pas vers leur liberté... En attendant une société où mettre un enfant au monde sera un acte libre et conscient, sans la moindre contrainte, économique, sociale... ou religieuse !

Alain MARQUET.



Bonne sœur en pénitence. Voilà un contraceptif bien archaïque. (Ph. U.P.I.)

LEROY-SOMER (Angoulême) :

2 500 ouvriers en grève

DEPUIS mardi 6 avril, les 2.500 ouvriers des trois usines Leroy-Somer d'Angoulême sont en grève. Déjà la semaine précédente un certain mécontentement régnait dans les ateliers au sujet des augmentations. Lors d'une réunion du personnel, le jeudi 1er avril, à l'usine de Rabion, la majorité des 80 travailleurs présents réclamaient des augmentations uniformes. Le patron accorda 5 %.

La majorité du personnel n'étant pas satisfaite de ce résultat, une pétition circula à Rabion pour réclamer des augmentations uniformes. Devant le refus de la Direction, les syndicats lançaient un débrayage d'avertissement mardi 6 avril à 15 heures, pour obtenir 40 centimes pour tous. A la grande surprise de la Direction, qui n'avait jamais connu de grève à l'usine, tous les ateliers se vidèrent à 95 %. Mercredi, devant le nouveau refus de la Direction, le débrayage se transforma en grève. Un comité de grève fut formé, composé de syndiqués et non syndiqués volontaires.

Depuis ce jour, les ouvriers tiennent un meeting permanent à Sillac. Jeudi, des équipes d'ouvriers diffusaient des tracts sur la grève dans de nombreuses entreprises d'Angoulême et de la région. Aux dernières nouvelles, vendredi, la Direction refusait les revendications des grévistes, auxquelles s'est ajouté le paiement des heures de grève. A la quasi unanimité, les ouvriers ont décidé de poursuivre la grève mardi prochain.

La bataille sera dure ; le patronat charentais craint le réveil des ouvriers de Leroy-Somer, la plus grosse entreprise privée de la région, et essaie par tous les moyens de briser la grève.

(Correspondant L.O.)

LES VITICULTEURS EN COLÈRE

SAMEDI dernier, malgré les interdictions préfectorales, un certain nombre d'organisations de viticulteurs du Midi ont maintenu leurs consignes de manifestations aux frontières de l'Espagne et de l'Italie. Il n'apparaît pas que le nombre des manifestants paysans, venus en cars sur les lieux, ait dépassé quelques milliers et que la gêne de passage qui en a résulté ait été bien grande. Un dirigeant des viticulteurs déclarait à ce propos que si les paysans n'avaient pas réussi à bloquer le col du Perthus, à cause des importantes forces de police, c'étaient les C.R.S. eux-mêmes qui avaient par leur présence massive perturbé la circulation, et que cela revenait au même.

Quoi qu'il en soit des intentions des viticulteurs qui, dans certains cas, souhaitaient bloquer le passage aux frontières, et dans d'autres cas se contentaient de manifestations symboliques, il est évident que cette forme de lutte pouvait mécontenter certaines catégories de la population.

Il est vrai que la lutte des paysans est souvent malaisée à mener. Alors que l'ouvrier, dans la plupart des cas, au moyen de la grève dispose d'une arme qui gêne son exploiteur direct, le petit paysan ne peut faire grève sans se nuire d'abord à lui-même, et dispose de peu de moyens efficaces pour lutter contre l'Etat et le grand capital qui l'oppriment et l'exploitent. C'est pourquoi par des manifestations diverses et le plus souvent spectaculaires, les exploitants agricoles cherchent à attirer l'attention de l'opinion publique sur leur sort et à faire pression sur l'Etat.

Même si nous n'approuvons pas toutes les formes des luttes paysannes, en particulier lorsqu'elles sont entachées de xénophobie, il n'en reste pas moins vrai que les viticulteurs sont des travailleurs et que nous sommes à leurs côtés, face à l'Etat et aux puissances d'argent.

Dans notre société capitaliste, non seulement le prolétariat est exploité, mais les petits travailleurs « indépendants » sont eux aussi les premières victimes de l'anarchie capitaliste. En cas de fluctuations de la production et des cours, et l'on sait que c'est chose fréquente dans l'agriculture, tous les risques sont pour le petit exploitant et tous les bénéfices pour l'intermédiaire capitaliste.

C'est au fond contre cet état de chose inique que luttent les viticulteurs aujourd'hui et d'autres couches de la paysannerie ont lutté hier et lutteront demain. Ils ont cent fois raison, et la classe ouvrière doit être solidaire d'eux et à leurs côtés.

André VICTOR.

en bref... en bref... en bref...

L'affaire Calley ranime l'opposition à la poursuite de la guerre au Vietnam

Au procès de Nuremberg, à la fin de la deuxième guerre mondiale, les principaux chefs nazis furent condamnés à mort ou à la détention à vie pour crimes de guerre, c'est-à-dire « pour des atrocités commises sur des civils, non nécessaires aux opérations militaires » (sic) ; quoique l'on puisse penser de cette définition, elle fut employée par les responsables de l'Impérialisme américain, qui étaient les principaux juges du procès. Les Alle- principaux juges du procès : les Alle- là leur plus grand tort. Car si on leur a reproché Oradour et les camps de concentration, aujourd'hui, c'est par

centaines que les Américains en créent ; et en ce qui concerne les massacres de civils, l'émission de télévision de vendredi dernier devait nous apprendre que 53 Song My étaient officiellement dénombrés. Et pourtant, c'est un pauvre type, ignoble sans doute, mais lampiste quand même, que l'on juge, et pas les principaux chefs, à commencer par le chef suprême.

En tout cas, c'est ce raisonnement que tient une partie de l'opinion américaine qui proteste contre la condamnation du lieutenant Calley. Mais si ce sont les généraux et le président Nixon qui sont tenus pour responsables de ces massacres par l'opposition libérale, l'opposition de droite, elle aussi proteste en démontrant que le lieutenant Calley n'est qu'un exécutant, un bon soldat qui obéit, bête et discipliné.

Et en tout état de cause, ce jugement est en train de mettre en lumière que l'opinion publique américaine, après quelques mois de silence, semble décidée à proclamer vigoureusement son profond désir de voir cesser cette guerre.

Pas même Khe Sanh !

Le 6 avril dernier, les troupes américaines ont évacué la base de Khé Sanh à quelques dizaines de kilomètres de la frontière laotienne. Des équipes spécialisées ont fait exploser les casemates et ont répandu des cristaux de gaz « CS » qui doivent interdire toute utilisation des vestiges de fortifications pendant dix-huit mois.

Ce n'est certes pas la première fois que les troupes US évacuent Khé Sanh qu'elles avaient réoccupé en février dernier, lors de l'offensive des troupes sud-vietnamiennes au Laos. La récente évacuation de Khé Sanh marque la fin de cette offensive. Elle signifie en fait que l'offensive au Laos n'a même pas permis aux troupes sud-vietnamiennes et à l'état-major américain de réutiliser de façon définitive le moindre pouce de terrain et qu'ils ont au contraire été contraints de se replier complètement sur leurs positions de départ. Et ceci malgré les rodomontades de Thieu et les déclarations optimistes de l'Etat-major US et de Nixon soi-même qui la qualifie de succès. L'offensive au Laos n'aura été qu'une incursion de quelques semaines en territoire laotien, incursion au cours de laquelle les troupes d'élite sud-vietnamiennes — les meilleures que puissent aligner les généraux corrompus de Saigon — ont montré les limites de leurs possibilités.

Madagascar, trop loin pour l'information... car trop près des intérêts français

Au début d'avril, de violents troubles ont éclaté dans le sud de Madagascar. Les chiffres officiels indiquent trente morts et des centaines d'arrestations. D'après le gouvernement de Tananarive, le MONIMA, parti d'opposition dont on connaît peu la couleur politique, serait à l'origine des troubles.

La conscience universelle ou plutôt la grande presse française s'émeut à juste titre de ce qui se passe au Pakistan ou du sort réservé aux juifs en URSS ! Mais pour Madagascar, les nouvelles ont été brèves.

Aucun journaliste n'ayant pu, ou voulu, circuler dans la région de Tuléar, nous n'avons eu droit qu'aux communiqués officiels de Tananarive.

Nous avons pu apprendre ainsi par la bouche du président Tsiranana combien « l'ignominie des dirigeants de MONIMA soulevait une vive indignation... que la police et la gendarmerie avaient la situation en main », etc.

Lundi 3 mai 1971

MEETING de LUTTE OUVRIERE

la Commune de Paris
amorce d'une société
sans classe,
sans exploitation
et sans gendarme

GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE A PARIS

Participation aux frais : 2 F

Voilà qui suffira sans doute à la presse et à l'ORTF. Point n'est besoin de bousculer même moralement un pion de l'impérialisme français. Mieux vaut choisir des sujets d'émoi un peu plus lointains.

Attention, mine : Danger !

Une mine au sud du Pays de Galles était la plus moderne d'Europe. Et pourtant, à la suite d'une explosion de grisou, six mineurs sont morts asphyxiés et vingt-cinq autres blessés. Encore un de ces accidents tragiques dont on rendra responsable la fatalité !

Mais la fatalité a bon dos ; sans doute cette mine avait-elle le matériel et les installations modernes pour extraire le charbon plus rationnellement et plus avantageusement, mais non pour garantir la sécurité des mineurs.

Depuis le temps que les mines tuent, que le capital charbonnier — privé ou étatique — se nourrit de la mort, lente ou accidentelle des mineurs, la technique la plus moderne n'a pas encore permis, faute d'argent, de remédier à cet état de choses.

Aujourd'hui, les hommes vont sur la lune et si, pour les voyages dans le cosmos tous les risques n'ont pas disparu, au moins toutes les précautions sont-elles prises. Le danger consciemment affronté par les pionniers de l'espace est limité au minimum. Mais ici, il n'est pas question de profit, mais de prestige et de recherches militaires.

Par contre, pour le travail de taupe qui est demandé aux mineurs et pour le travail de forçats qui est demandé d'une manière générale à tous les travailleurs, qu'importent les conditions de sécurité !

tions, les députés UDR ne peuvent le concevoir.

Combien de temps allaient-ils supporter que les lycées soient agités par des troubles que leurs « bambins » subissent ou contribuent à créer, ce qui pour eux est plus grave encore !

Aussi les « godillots » ont-ils décidé d'agir et leur mauvaise humeur a forcé les portes de l'Elysée. Jeudi dernier, M. Pompidou a dû recevoir le Bureau de l'Assemblée nationale au complet et écouter ses doléances concernant le maintien de l'ordre dans les lycées. Mais au fait, ces représentants de la Nation ont-ils rendu visite au chef de l'Etat en tant que députés soucieux de l'ordre dans le pays ou en tant que pères de famille en mal d'autorité ?

Pompidou, lui, ne s'y est pas trompé. Sa réponse le prouve : « l'autorité ne consiste pas uniquement à sévir mais à comprendre la jeunesse... en sachant que des mutations sont nécessaires aussi bien chez les élèves... que chez les parents. »

Autrement dit pourquoi reprocher au gouvernement de ne pas réussir là où on a soi-même échoué.

Vignettes vendues 4 F le carnet de 5 F. Envoi par poste. Verser au C.C.P. Rodinson 6.851-10 Paris, en mentionnant « Fête L.O. ». Envoi sans frais pour 4 carnets.

Les pairs de France mécontents

Les députés UDR grognent : le Gouvernement ne serait pas assez sévère avec tous ceux qui s'agitent et qui semblent avoir oublié que la France est le pays du tact et des bonnes manières.

Voyez-vous cela, sitôt mécontents, sitôt dans la rue.

Ces messieurs de la majorité semblent reprocher à ces messieurs du Gouvernement un peu trop d'indulgence vis-à-vis de ceux qui sèment troubles et confusion dans les lycées, c'est-à-dire les lycéens eux-mêmes.

Depuis l'« affaire Guiot », l'agitation n'a pas cessé dans les lycées et les grandes écoles. Dans les salles de cours, durant des rassemblements dans la rue, les lycéens expliquent leurs raisons d'être mécontents. Ils en ont assez de la « pédagogie de papa », et de l'Administration pointilleuse.

Mais que l'on puisse avoir 17 ou 18 ans et des idées... et des revendica-

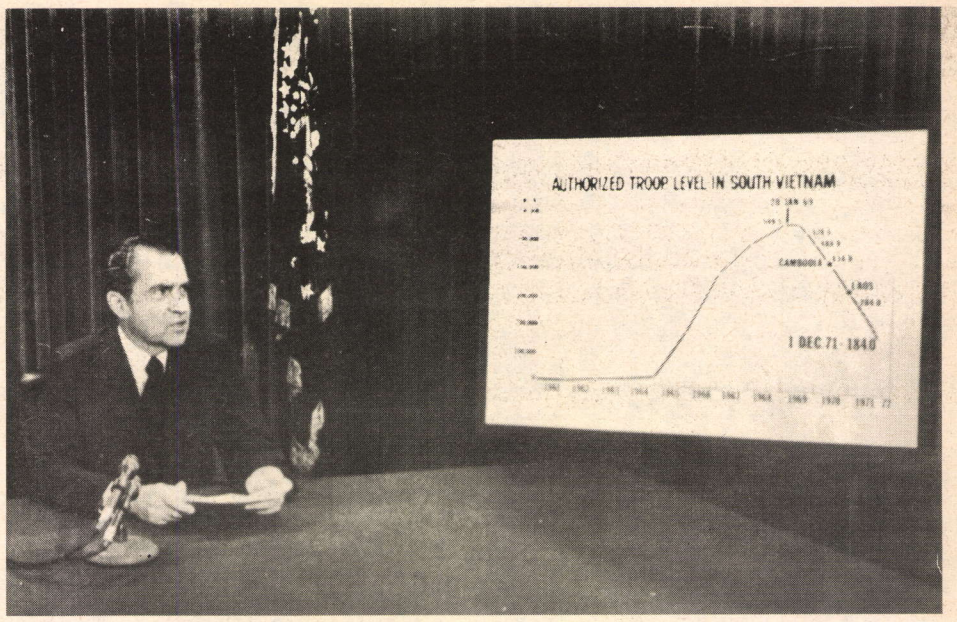
Rouen : le militant trotskyste Charles Marie est décédé

Charles Marie, militant révolutionnaire, luttant pour la défense du programme trotskyste depuis des dizaines d'années, est mort à Rouen, à l'âge de 55 ans.

Membre de la Quatrième Internationale, il a été de ceux qui furent à l'initiative de la création de la Ligue Communiste.

C'est une foule nombreuse d'amis, de sympathisants et de militants révolutionnaires qui ont assisté à son enterrement qui s'est déroulé vendredi 2 avril. Pierre Frank et un camarade rouennais de la Ligue Communiste ont salué celui qui a consacré sa vie à lutter pour l'émancipation de la classe ouvrière et la victoire du socialisme. Les camarades de Lutte Ouvrière se sont associés à cet hommage.

Après le discours de Nixon, la parole est à la population américaine



Nixon devrait étudier d'un peu plus près la carte du mécontentement du peuple américain. (Ph. U.P.I.)

LE procès Calley l'a montré, les Américains supportent de plus en plus mal la guerre du Vietnam.

Ce n'est pas une lame de fond, mais un mécontentement suffisant pour que le discours de Nixon du jeudi 3 avril s'en soit fortement ressenti.

Nixon s'est senti obligé de s'expliquer encore une fois devant ses électeurs sur l'incursion au Laos. « Depuis la fin de cette opération, on a beaucoup spéculé sur ses résultats — ce qui est compréhensible (...). En conséquence je peux, ce soir, vous faire savoir que la vietnamisation a été menée à bonne fin. »

Toujours la bonne vieille méthode Coué !

Cette opération « Lam Son 719 » **n'a certainement pas redoré le blason de Nixon et, à en juger ce point du discours, la population américaine ne semble guère convaincue de la réalité de cette vietnamisation.**

Quoi qu'il en soit de celle-ci Nixon assure continuer le retrait des troupes US du Vietnam : sept cent mille hommes vont être rapatriés du 1er mai au 1er décembre.

Mais aucune date n'a été fixée pour la fin de l'engagement américain au Vietnam.

Ce qui n'a pas empêché Nixon de réaffirmer que tel était son but. « Mais peut-on y croire ? Je comprends que des doutes subsistent dans l'esprit de nombreux concitoyens honnêtes et sincères. » **Hé oui, beaucoup de promesses ont déjà été faites et le temps est passé où une telle affirmation eut suffi à calmer les esprits !**

« Certains, je le sais — **dit encore Nixon en faisant allusion aux pacifistes** — estiment en toute sincérité que je devrais m'occuper de mettre fin à cette guerre sans me soucier de ce qui se passera au Vietnam du Sud. Cela reviendrait à abandonner nos amis. Mais, et c'est plus important encore, cela reviendrait à nous abandonner nous-mêmes (...). Nous perdrions tout respect pour notre nation, tout respect mutuel, tout respect de nous-mêmes. »

Curieuse époque où les assassins, pour défendre leur politique criminelle, invoquent la dignité humaine !

Le 24 avril et le 1er mai prochain, des manifestations pacifistes doivent se dérouler dans tous les Etats-Unis.

Leurs participants montreront que le respect de soi-même et de la nation américaine ne passent pas par les massacres de Song-My et d'ailleurs, les tortures et le napalm, le génocide de tout un peuple Mais bien au contraire par le retrait de toutes les troupes US du Vietnam. Un retrait immédiat que seule la population américaine pourrait imposer.

Jacques LAFFONT

Le gouvernement Allende renforce ses positions

Allende met son bulletin dans l'urne.
Ce n'est pas de cette boîte à malice que sortira le socialisme. (Ph. U.P.I.)

LES élections municipales qui viennent d'avoir lieu au Chili ont montré que le gouvernement d'unité populaire d'Allende a le soutien de la population.

En effet, la coalition gouvernementale, socialistes, communistes, radicaux, obtient environ 50 % des suffrages exprimés.

C'est le parti socialiste d'Allende qui est le principal gagnant de ces élections car il augmente son gain de voix de 10 % par rapport à 1967.

Indiscutablement, Allende a le soutien des masses populaires, car ce sont elles qui ont voté en grande majorité pour lui.

Le problème est de savoir jusqu'à quand Allende pourra gouverner sans décevoir les masses.

Allende fait augmenter les salaires, il a aussi nationalisé certaines entreprises, ce qui est plus pour défendre les intérêts de la bourgeoisie que pour satisfaire les besoins des masses. Mais le plus gros problème, qui est la réforme agraire, est loin d'être résolu.

Allende trouve même que les paysans veulent aller trop vite, et il n'a pas hésité à faire réprimer violemment des mouvements d'occupation de terres.

Allende explique que, pour lui, toute « lutte » doit être pacifique, lorsqu'il nationalise, il dédommage les propriétaires, et qu'il veut vivre en bon partenaire avec tous les pays.

De toute façon, les pays sous-développés comme le Chili sont dans l'impasse, car pour que Allende puisse satisfaire toutes les couches de la population et augmenter le niveau de vie, il faudrait que le Chili bénéficie d'un essor économique favorable. Mais cela, c'est une autre histoire, et l'issue la plus probable est que, malheureusement, Allende va lanterner les masses populaires jusqu'à la prochaine dictature.

Pierre PLUMIER.

Les travailleurs italiens protestent

LE mercredi 7 avril, à l'appel des trois grandes centrales syndicales italiennes, les travailleurs italiens faisaient grève dans tout le pays. Cette grève s'est accompagnée de manifestations à Rome et dans les grandes villes industrialisées du Nord du pays. Elle fut diversement suivie d'une région à l'autre, d'une corporation à l'autre, mais fut cependant marquée par des barrages routiers, des défilés, deux heures de grève dans les chemins de fer, davantage dans les grands centres métallurgiques et en particulier dans les usines automobiles de Turin. Même le personnel domestique des grands hôtels, ayant lui aussi décidé d'arrêter le travail, les richissimes touristes ont dû border leur lit eux-mêmes !

Par cette grève, les syndicats entendaient protester à nouveau contre la politique des pouvoirs publics en matière de logement, ou plutôt contre l'absence de toute politique. L'Italie connaît comme bien d'autres pays une grave crise immobilière. Autrefois, et jusqu'à une date assez récente, les Italiens sans travail, sans avenir dans un pays à peine industrialisé s'expatriaient en grand nombre. Depuis quelques années, le problème se pose en des termes différents. Attirés par les salaires réguliers et relativement élevés des régions bénéficiant d'un grand essor industriel de l'Italie du Nord, nombre de travailleurs agricoles sous-payés des latifundia du Sud, tous ceux que la terre ne nourrit plus, qui n'arrivent pas à survivre dans le « Mezzogiorno » pauvre qui n'offre aucun emploi à une population très nombreuse, se ruent vers les grands centres de Turin, Gênes ou Milan. Mais là, cette main-d'œuvre, si elle est la bienvenue pour un patronat avide de profits et de bénéfices, ne trouve aucune structure d'accueil, aucun logement décent, rien qui puisse la recevoir dans des conditions normales. Les bidonvilles prolifèrent, des taudis surpeuplés, sans hygiène, sans eau courante, sont le lot de ces travailleurs.

Ce même problème se pose à Paris, ce n'est pas M. Chaban-Delmas qui prétendra le contraire, pour les travailleurs immigrés, venus d'Afrique du Nord, d'Espagne ou du Portugal et à qui sont réservés les baraquements misérables, les entrepôts désaffectés baptisés foyers, ou les bidonvilles.

Pendant ce temps, ici comme là-bas, le gouvernement continue de favoriser et de protéger les intérêts des spéculateurs et autres promoteurs, avides avant tout de faire « main basse sur la ville » pour construire des logements riches pour les riches. Peu leur importent les logements sociaux qui, c'est bien connu, ne sauraient rapporter aucun bénéfice !

Le mouvement du 7 avril doit cependant être replacé dans le contexte de crise incessante dans laquelle vit l'Italie depuis quelques années. Grèves nombreuses, manifestations, montrent une classe ouvrière combative, souvent présente sur le devant de la scène politique, et dont la mobilisation doit fortement embarrasser et gêner les directions syndicales, réformistes là-bas comme ici. Et s'il est vrai que le problème du logement est certainement important, il n'en reste pas moins que ce mouvement lancé par les dirigeants syndicaux italiens apparaît bien davantage comme une tentative des directions syndicales de ne pas perdre leur crédit auprès des travailleurs mécontents, en se donnant au moins, l'air d'organiser la protestation.

Nicole BLETTRY.

LES COMMUNES DE PROVINCE

(Photo Viollet.)

LA proclamation de la Commune à Paris ne laissa pas la province indifférente. C'est par les cris de « Vive la Commune, A bas Versailles » que les travailleurs des grandes villes en territoire non occupé répondirent à l'appel de Thiers.

22-25 mars : Commune de Lyon ;
23 mars - 4 avril : Commune de Marseille ;
23-27 mars : Commune de Toulouse ;
24-31 mars : Commune de Narbonne ;
24-28 mars : Commune de St-Etienne ;
26-27 mars : Commune du Creusot.

Ce furent les Communes de province, et dans de nombreuses autres villes éclatèrent des manifestations sporadiques encore plus rapidement réprimées : batailles de rue le 4 avril à Limoges, sanglantes échauffourées le 30 avril à Thiers, bagarres de rue le 24 mai à Voiron.

Mais le mouvement, pour général qu'il fût, ne dura pas longtemps. Le 4 avril, tous ces mouvements avaient avorté. Le manque de direction réelle du prolétariat, si sensible à Paris, fut encore plus flagrant en province. La classe ouvrière, qui fut l'élément le plus dynamique de ces mouvements, n'en prit jamais la direction et ne formula pratiquement à aucun moment ses propres revendications.

Moins nombreux, moins concentrés, moins organisés qu'à Paris, les travailleurs de province restèrent à la remorque de la petite-bourgeoisie radicale, quand ce ne fut pas de la moyenne bourgeoisie libérale, qui ne se laissèrent porter à la tête du mouvement que pour le freiner et jouer la carte de la conciliation.

Les mouvements en province avant le 18 mars

De la déclaration de guerre au 18 mars, les grandes villes de province bougèrent parallèlement à Paris.

Le 4 septembre au matin, Lyon avait proclamé la République et nommé un Comité de Salut Public. Marseille et Toulouse organisèrent des commissions régionales. Dans l'Ouest et le Midi de la France, des ligues d'union furent créées pour organiser la lutte des départements contre l'ennemi. La petite-bourgeoisie prit bien soin d'écarter le prolétariat de la direction du mouvement. Le Comité de Salut Public de Lyon n'admit qu'à grand peine quelques représentants ouvriers en son sein, et bien vite, ce Comité de Salut Public fut remplacé par un Conseil municipal élu d'où les représentants des travailleurs étaient exclus. A Marseille, les commissions départementales sont aux mains des modérés et des radicaux. Les objectifs du mouvement correspondent aux intérêts de la bourgeoisie radicale : organiser une défense efficace, obtenir l'autonomie municipale.

Si comme le constate une enquête parlementaire, dès septembre « l'autorité centrale n'existait plus, même de nom », **si,** « dans la plupart des chefs-lieux et départements, les préfets étaient dominés par les municipalités », **le pouvoir réel était aux mains de la moyenne et petite bourgeoisie, consciente que la classe ouvrière était un ennemi à neutraliser ; les souvenirs des journées ouvrières des dernières années de l'Empire étaient présents dans les mémoires.**

Les désastres militaires de l'automne et de l'hiver 70, dressèrent à plusieurs reprises la population des villes contre le pouvoir central. Dans ces mouvements, les oppositions entre la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie apparurent plus clairement. Mais qu'il s'agisse du 28 septembre à Lyon ou des événements de Marseille en octobre, à aucun moment, ceux qui se réclamaient de la classe ouvrière (anarchistes, militants de la Première Internationale, Blanquistes) ne parvinrent à diriger la lutte hors du terrain choisi par les radicaux, et l'échec de ces mouvements laisse les travailleurs désarmés et découragés.

Le rôle de Paris

Ces objectifs de lutte, cette direction, cette unification nécessaire du mouvement, seul Paris, seule la Commune victorieuse de Paris, était susceptible de les offrir aux travailleurs de province. Mais il aurait fallu pour cela que les dirigeants de la Commune aient une vision claire du rôle de la province, de l'organisation de l'ensemble du pays, qu'ils ne soient pas submergés par les problèmes parisiens.

La Commission chargée des relations avec l'extérieur n'était pas à la hauteur des tâches qui lui incombaient. Elle se proposait simplement « d'entretenir avec les Communes de France des relations amicales qui doivent amener la fédération ».

Les moyens mis en œuvre furent très faibles : les dépenses ne dépassèrent pas 100.000 F. Les délégués manquaient de notoriété et de compétence, et ne purent jouer dans les mouvements provinciaux un rôle dirigeant.

Le travail de propagande fut insuffisant lui aussi. Les quelques proclamations au peuple des villes, aux paysans ne pouvaient éclairer suffisamment les provinciaux, leur faire comprendre la nature du mouvement parisien, ni même seulement contrer efficacement les calomnies déversées par Thiers qui présentait les dirigeants de la Commune comme des brigands, des bonapartistes, des criminels qui se proposaient d'asservir à Paris toute la France.

Les Communes de province

Dans ces conditions, les mouvements nés de l'enthousiasme populaire au lendemain du 18 mars, ne furent bien souvent qu'une sorte de flambée bientôt éteinte.

Les combats d'avril 1871 *à Lyon : comme dans de nombreuses autres villes de province, le manque d'une direction centralisée de la Commune assure la victoire rapide de l'Armée.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 323 — LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ — N° 323

COMMUNE DE PARIS

AUX GRANDES VILLES

Après deux mois d'une bataille de toutes les heures, Paris n'est ni las ni entamé. Paris lutte toujours, sans trêve et sans repos, infatigable, héroïque, invaincu.

Paris a fait un pacte avec la mort. Derrière ses forts il a ses murs ; derrière ses murs ses barricades ; derrière ses barricades ses maisons, qu'il faudrait lui arracher une à une, et qu'il ferait sauter, au besoin, plutôt que de se rendre à merci.

Grandes villes de France, assisterez-vous immobiles et impassibles à ce duel à mort de l'Avenir contre le Passé, de la République contre la Monarchie?

Ou verrez-vous enfin que Paris est le champion de la France et du monde, et que ne pas l'aider, c'est le trahir...

Vous voulez la République, ou vos votes n'ont aucun sens ; vous voulez la Commune, car la repousser, ce serait abdiquer votre part de souveraineté nationale ; vous voulez la liberté politique et l'égalité sociale, puisque vous l'écrivez sur vos programmes ; vous voyez clairement que l'armée de Versailles est l'armée du bonapartisme, du centralisme monarchique, du despotisme et du privilége, car vous connaissez ses chefs et vous vous rappelez leur passé.

Qu'attendez-vous donc pour vous lever! Qu'attendez-vous pour chasser de votre sein les infâmes agents de ce gouvernement de capitulation et de honte qui mendie et achète, à cette heure même, de l'armée prussienne, les moyens de bombarder Paris par tous les côtés à la fois?

Attendez-vous que les soldats du droit soient tombés jusqu'au dernier sous les balles empoisonnées de Versailles?

Attendez-vous que Paris soit transformé en cimetière et chacune de ses maisons en tombeau?

Grandes villes, vous lui avez envoyé votre adhésion fraternelle ; vous lui avez dit : « De cœur, je suis avec toi! »

Grandes villes, le temps n'est plus aux manifestes : le temps est aux actes, quand la parole est au canon.

Assez de sympathies platoniques. Vous avez des fusils et des munitions : aux armes ! Debout, les villes de France!

Paris vous regarde ; Paris attend que votre cercle se serre autour de ses lâches bombardeurs et les empêche d'échapper au châtiment qu'il leur réserve.

Paris fera son devoir et le fera jusqu'au bout.

Mais ne l'oubliez pas, Lyon, Marseille, Lille, Toulouse, Nantes, Bordeaux et les autres....

Si Paris succombait pour la liberté du monde, l'histoire vengeresse aurait le droit de dire que Paris a été égorgé parce que vous avez laissé s'accomplir l'assassinat.

Paris, le 15 mai 1871.

Le Délégué de la Commune aux Relations extérieures,
PASCAL GROUSSET

Appel de la Commune de Paris à l'agonie aux villes de province (15 *mai* 1871).

C'est à Lyon que sera proclamée la première Commune de province. Sous la pression de 800 délégués de la Garde nationale mobilisée et d'une vaste manifestation populaire, Place des Terreaux, la Commune est proclamée et le Conseil municipal dissout. Mais très vite, les radicaux, puis la Garde nationale se retirent, la Commune semble s'évanouir, personne ne prend la direction des opérations, ou plutôt, l'initiative est prise par le commandement militaire qui réoccupe sans mal le centre de la ville.

C'est un peu le même processus à St-Etienne, où les républicains radicaux freinent le mouvement populaire, le lanternent et où la confusion créée par la mort du préfet de l'Espée finit de paralyser le mouvement. Née le 24, la Commune de St-Etienne périt sans combat, ou presque, le 28 au matin.

Au Creusot, le mouvement semble frappé de la même impuissance. Le 26, la Commune est proclamée. Les troupes du colonel Gerhardt refusent de tirer sur les manifestants. Mais aucune mesure n'est prise et le lendemain les forces de l'ordre reprennent sans mal le contrôle de la ville.

C'est à Marseille que s'est développée la plus puissante et la plus longue des insurrections. Depuis le 17, les dockers sont en grève. Le 23, le préfet, pressentant des manifestations veut convoquer les Gardes nationaux pour maintenir l'ordre. Mais seuls les bataillons populaires répondent à l'appel et c'est... pour chasser le préfet. Sous la pression populaire, les radicaux et la bourgeoisie modérée qui siègent au Conseil municipal, soutiennent le mouvement. Mais là encore, la tactique est de faire durer pour mieux étouffer.

La bourgeoisie sait que, pendant ce temps, le général Espivent organise à Aubagne des troupes qui réprimeront le mouvement marseillais. Bientôt, le Conseil municipal se retire, personne n'organise la défense de la ville. Et le 4 avril, Marseille est reprise après sept heures de combat.

A Toulouse, l'élan populaire, faute de dirigeants, remit le mouvement entre les mains du Conseil municipal et de l'ancien préfet Duportal ; laissons celui-ci expliquer son rôle :

« Si la plupart des officiers de la Garde nationale n'avaient aucune consistance politique, aucune énergie, les gardes nationaux étaient vaillants et dévoués et si j'eusse voulu me mettre à leur tête, ils eussent repoussé les forces interlopes de l'Arsenal et maintenu la Commune. Mais, je le répète, je n'avais conseillé ni désiré ce mouvement. »

A Narbonne, la Commune dure aussi huit jours. La foule envahit spontanément l'Hôtel de Ville le 24. Digeon, homme plus énergique et plus décidé, organise la défense de la ville et tente de rallier à la lutte Narbonne, Béziers et Perpignan. Mais l'armée de Turcos, envoyée par Versailles, l'oblige à se replier sur la stricte défense de la ville. On dresse des barricades, on prend des otages. Après trois jours où les refus de céder répondent aux sommations des troupes, Digeon, voulant éviter un massacre, fait évacuer l'Hôtel de Ville.

Le 4 avril, la Commune de Paris est la seule à survivre.

En province, la classe ouvrière n'a, en général, pas réussi à conquérir le pouvoir, et là où elle l'a fait, elle ne l'a pas gardé longtemps.

Ce pouvoir, la bourgeoisie modérée et radicale l'a récupéré pour le remettre à Thiers. En neutralisant la classe ouvrière locale, les radicaux choisirent en fait d'isoler Paris et de laisser écraser la Commune. Mais les mouvements de province montrèrent la vitalité d'un mouvement ouvrier qui manquait d'expérience et d'une direction.

« Partout vainqueurs au premier choc, les travailleurs n'avaient su que crier « Vive Paris ! ». Mais du moins ils prouvèrent leur vie, leur vigueur, leur fierté ; quatre-vingts ans de domination bourgeoise n'avaient pu les transformer en un peuple de sportulaires. » **(Lissagaray.)**

Henriette MAUTHEY

Lettre de Grèce

Papadopoulos flanqué de ses acolytes Pattakos et Makaregos. (Ph. U.P.I.)

NOUS avons reçu de camarades grecs la lettre suivante, dénonçant comme il se doit l'attitude contre-révolutionnaire des responsables staliniens et leur collusion avec l'administration pénitentiaire contre les militants trotskystes dans les geôles des colonels.

« L'accusation et la protestation suivantes sont adressées par les communistes internationalistes grecs condamnés par les tribunaux militaires de la dictature militaro-capitaliste d'Athènes à de lourdes peines de prison (à vie ou 18 à 20 ans).

Nous nous adressons aux communistes internationalistes de tous les pays, à la presse mondiale trotskyste et à tous les hommes dont l'indignation morale et les sentiments de solidarité sont susceptibles de s'associer à l'indignation des communistes internationalistes grecs.

Nous vivons dans les prisons de Korydallos et d'Egine dans des conditions inhumaines.

Le système capitaliste dont la pourriture avancée se manifeste dans la dictature, nous fait durement payer la lutte que nous menons.

Pourriture et décadence sont aussi le lot de la bureaucratie stalinienne qui se tient à ses côtés. Elle a recours aux méthodes les plus ignobles, les plus malhonnêtes et les plus dégoûtantes contre les idées révolutionnaires et les hommes qui les propagent. Dans son ultime phase de décomposition elle croit pouvoir se sauver par ces méthodes.

Mais de plus en plus, le jour se fait dans les esprits sur le rôle décisif de la politique qu'elle joua dans la période antérieure à 1967, dans la lourde défaite du mouvement ouvrier hellène.

Mais voici les faits :

Dès les premiers jours de notre détention, nous constatons que :

— les militants de base regroupés dans les diverses fractions-résidus de l'ex-PCG, bien que dans un état de confusion extrême dû à leur immaturité politique et idéologique, repoussent les interprétations données par leurs dirigeants, comme étant très insuffisantes à leurs yeux, et essayent d'analyser les causes profondes qui ont amené la dictature.

— les dirigeants staliniens essayent désespérément d'étouffer toute velléité de critique et de recherche dans ce sens par leurs militants et, pour ce faire, ils répandent sur les militants marxistes internationalistes les pires calomnies. Défigurant les idéaux marxistes, ils ont recours à l'idéologie chrétienne-petite-bourgeoise ; ils affichent une servilité écœurante, ne manquant pas de se moquer des traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier, et restant ostensiblement à l'écart de la commémoration des fêtes ouvrières (1er Mai par exemple) ; ils remettent au goût du jour les sordides et misérables simagrées de pseudo-autocritique des « chefs » et propagent d'obscurs tabous afin d'empêcher la pénétration des idées marxistes révolutionnaires dans leurs propres rangs ; ils se livrent à la corruption de conscience et au chantage, ayant recours à des menaces dégoûtantes à l'encontre de ceux de leurs propres militants qui ont le courage de sortir de la boue et de la stagnation bureaucratique. Quant à leur ligne politique, elle balance entre un pessimisme outrancier et un optimisme de surface et les laisse, quoi qu'il arrive, dans la confusion et l'incapacité la plus totale ;

— contre nous et le danger que représentent nos idées comme facteur d'éducation politique de leurs propres militants ils utilisent de sales procédés. Le cas de notre camarade Panayotis Doumas est caractéristique :

Fin novembre 1970, on l'a transféré de la prison de Korydallos à celle d'Eptapyrgion à Salonique, réputée pour ses conditions inhumaines et insupportables.

Les staliniens orchestrent contre notre camarade une vaste campagne de calomnies : ils l'accusent d'être un mouchard de la police, laquelle lui aurait prêté une

Une photo extraite du film « Z ». L'opinion publique internationale connaît la bestialité du régime des colonels. Le voile doit aussi être levé sur les agissements criminels des chefs staliniens grecs.

scie afin qu'il s'évade, évasion qui servirait de prétexte pour faire appliquer des mesures de détention plus dures à l'encontre de tous les prisonniers, en représailles.

Le rôle des staliniens dans ce transfert n'est pas encore éclairci.

Nous signalons que notre camarade a été condamné par le tribunal militaire d'Athènes à une double peine (prison à vie plus 8 ans) ; que lorsque les gendarmes l'ont transféré, il avait le pied cassé à la suite des tortures subies dans les geôles de la «Sûreté» (police secrète) ; que la prison d'Eptapyrgion où il se trouve actuellement est la pire de tout le pays, la santé des prisonniers y est en danger, le personnel de cette prison se compose d'anciens criminels et de la lie de la société, et enfin que nous sommes dans l'ignorance totale sur le sort de notre camarade depuis le jour de son transfert.

Et maintenant nous passons au cas de notre camarade Sokrati P...

Le 10 décembre 1970, un groupe de staliniens de la fraction du P.C.G. de l'intérieur (Partsalides), a demandé à la direction de la prison l'éloignement de notre camarade et son transfert à d'autres prisons.

Nous insistons sur le fait que nous l'avons constaté nous-mêmes de façon flagrante, car à cette même date, une délégation des staliniens négociait à ce sujet avec les directeurs de la prison dans le couloir des cellules. Nous avons entendu la phrase suivante : « Son séjour dans la prison vous nuit autant qu'à nous ». C'est la clique de l'intérieur qui a accompli ce crime et sa délégation était composée de Athanasion G., Athanasion P. et G.S.

Cette activité provocatrice et criminelle des staliniens de la fraction du P.C.G. de l'intérieur prend place dans le contexte de leur « politique » de « cession réciproque » avec la dictature militaro-capitaliste.

En négociant le transfert de notre camarade avec les directeurs des prisons de Papadopoulos, les pourris staliniens ont en même temps déclenché une campagne de calomnies et de diffamations à son encontre et plus généralement contre les communistes internationalistes : ils l'ont traité de mouchard de la police.

Nous avons vigoureusement protesté et obtenu que l'on sursoie à son transfert. Mais finalement il a eu lieu : on a transféré notre camarade le 29 décembre 1970 à la très ancienne prison de Corfou, dont l'humidité est nocive à la santé des prisonniers. Il « vit » là, dans un isolement complet, dans des conditions inhumaines. On lui a interdit de communiquer, même avec ses parents ou son avocat. La moralité révolutionnaire prolétarienne a subi une attaque grave et flagrante, mais qui ne saurait durer, de la part des adeptes de la politique de « cession réciproque ».

Nous remarquons que les cadres et les membres de l'autre fraction du P.C.G. (Koliyannis) n'ont pas pris part à la campagne contre les militants trotskystes.

Nous signalons pourtant qu'ils semblent fort bien tolérer de tels faits et qu'ils évitent de prendre position et de condamner cette campagne. En cela, ils sont complices et en particulier si l'on tient compte du fait que tout ceci se déroule dans l'espace restreint des prisons de la dictature militaro-capitaliste de Papadopoulos. D'ailleurs leurs méthodes n'ont rien à envier à celles des dirigeants du P.C.G. de l'intérieur (Partsalides).

Pourtant, nous insistons sur le fait que de nombreux militants de base et même des cadres, partagés entre les deux fractions du P.C.G., manifestent directement ou indirectement leur désaveu à ceux qui utilisent ces sales méthodes contre les communistes internationalistes grecs.

A mesure que leurs propres idées font faillite, les dirigeants staliniens déversent en direction de leur propre base toute la dégradation de la personnalité humaine dont ils deviennent l'expression. Internationalisme, Trotskysme, voilà l'ennemi. On doit le battre par tous les moyens ; on doit le calomnier ; on doit organiser le complot contre lui. Voilà ce qu'impose le rejet des idées communistes.

Travailleurs de tous les pays, militants de l'avant-garde révolutionnaire, c'est à vous que nous adressons cette lettre, à votre conscience, à vos sentiments de lutte, à votre raison, car nous croyons que ce sont les seules forces humaines qui puissent s'associer à notre indignation morale et idéologique. Car nous croyons que ce sont les seules forces humaines sur lesquelles nous puissions compter pour la défense de notre intégrité idéologique et morale.

Et c'est à haute voix que nous disons cela.

Contre les lâches attaques de la bureaucratie stalinienne qui est incapable de produire autre chose que des crimes et des trahisons, notre seul soutien, ce sont nos idées révolutionnaires. »

LE GROUPE DES MILITANTS
TROTSKYSTES DES PRISONS
D'EGINE ET DE KORYDALLOS.

revue de la presse d'extrême-gauche

LES PERSPECTIVES DU MOUVEMENT GAUCHISTE

JEUNE REVOLUTIONNAIRE

ORGANE DE L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME

Jeune Révolutionnaire, **nouvelle formule, présentation très sérieusement améliorée, multiplie dans sa cinquantaine de pages les informations sur les lycées, CET, facultés. Il révèle un progrès certain de l'implantation A.J.S., mais n'incite pourtant pas son dirigeant national Berg à plus de mesure dans l'appréciation de l'importance de son organisation :**

Ce que la bourgeoisie ne peut aujourd'hui accepter, c'est que l'AJS fusionne avec les aspirations de la jeunesse. Voilà qu'on murmure dans les ministères que l'AJS est responsable de tous les mouvements qui se développent dans la jeunesse. Hélas, non ! Hélas ! Mais là encore la provocation est évidente. Le gouvernement veut nous casser avant la bataille centrale. On matraque, on arrête à Lille, à Clermont ; à Grenoble **voilà que pour la** première fois la **bourgeoisie cherche** à appliquer la loi **anti-casseurs** contre notre camarade **Revol, président de** l'AGE-UNEF (...).

C'est le printemps.

A l'appel de l'**AJS, par milliers,** jeunes travailleurs, **étudiants, lycéens,** apprentis, vont s'**organiser, se** rassembler, élire leurs **délégués.**

A l'appel de l'**AJS la jeunesse** révolutionnaire va **commémorer** la Commune par le combat, **par l'organisation.**

Les 22 et 23 **mai se tiendra** à Paris un rassemblement **de délégués de la** jeunesse manuelle **et intellectuelle** (...).

Dans les CET, **les usines, les lycées,** les facultés, les **localités, les Foyers de** jeunes travailleurs, **l'AJS, armée de son** journal, va partir **à la conquête** de la jeunesse, pour **la conduire de la** révolte à la révolution. **Ne s'opposant pas** aux combats, au **contraire, les nourrissant,** la bataille **pour le Rassemblement** va unifier **tous les secteurs de** la jeunesse pour **le gouvernement ouvrier,** pour la victoire **de la révolution** socialiste. L'objectif **que nous nous assignons** est lourd **au regard des forces** dont nous disposons. **Nous en sommes** conscients. La **bataille n'en sera que** plus exaltante. C'**est cela le printemps.**

L'heure n'est **pas, comme** certains spontanéistes ne **manqueront pas de le** faire, à se terrer **effrayés par la révé**lation subite de **la puissance de l'Etat** bourgeois.

L'heure n'est **pas non plus à ignorer** les dangers pour **aller de l'avant,** tête baissée.

Plus que jamais, **la lutte politique** doit se fonder sur **une analyse précise** du rapport des **forces.**

Il fut un temps **où les fièvres** spontanéistes isolaient **le mouvement révo**lutionnaire, donnant **prétexte à des ré**pressions limitées.

Aujourd'hui les **conséquences en se**raient plus graves.

Difficile pour la bourgeoisie internationale et nationale, la période l'est sans aucun doute aussi pour les révolutionnaires.

Mais l'organisation de combat que nous voulons forger ne se construit pas en vase clos, loin des luttes, loin des coups.

C'est à cette tâche primordiale que doivent s'attacher les militants. Renforcer, tremper aujourd'hui leur organisation pour les luttes à venir.

rouge

hebdomadaire d'action communiste

Rouge **(numéro 108, 5 avril).**

Le journal de la Ligue Communiste consacre son éditorial aux menaces de reprise en main brutale proférées par Marcellin après Chaban-Delmas et Pompidou. Il conclut :

RÉVOLUTION!

N°1 mars 1971 1fr50

Révolution **(supplément au numéro 1, mars 71).**

Le journal du groupe scissioniste de la Ligue Communiste précise partiellement les options du groupe « Révolution ». Malgré le coup de chapeau aux luttes du mouvement ouvrier, son orientation semble privilégier le milieu étudiant, lycéen et gauchiste.

NOUS POUVONS ALORS NOUS FIXER TROIS AXES.

1) FORTIFIER LE MOUVEMENT sur TOUTES ses VICTOIRES,

ce qui signifie :

— sur les lycées, CET..., sur les facs, sur les quartiers, lutter pied à pied contre la REPRISE EN MAINS PAR LA BOURGEOISIE, contre la répression qui profite de l'émiettement du mouvement pour le maintien de la liberté d'expression la plus large.

— GARDER LA RUE, ce qui ne se réduit aucunement aux manifestations, mais inclue la propagande et l'agitation auprès de la population sur les quartiers populaires, sur les marchés..., à propos des diverses initiatives et campagnes (campagne Commune...).

— STABILISER LES ORGANES DE MASSE, produits des luttes récentes (Comités de Lutte Lycéenne, Comités de base du Secours Rouge...), d'une part, par un approfondissement politique (analyse de la situation, tirer le bilan d'une période d'activité intense...), et d'autre part, par un renforcement organisationnel (Assises Régionales du Secours Rouge, renforcement des coordinations locales des comités de lutte lycéens...).

2) PRENDRE LE RELAIS par des INITIATIVES CENTRALES.

Sauf événement particulier, le mouvement pourra aujourd'hui difficilement se centraliser à partir de sa propre activité. Il faut prendre le relais par des initiatives centrales, lesquelles, même si elles ne se situent pas sur le terrain même du mouvement, permettent un DEBUT de centralisation politique, (telles, par exemple, les initiatives sur le Brésil, le développement de la campagne Commune).

Deux pièges doivent être évités :

— soit, sous prétexte de « reflux », se refuser à toute initiative qui n'entraîne pas d'emblée un mouvement de masse (ce qui revient à ne rien faire),

— soit se précipiter sur des initiatives apolitiques, émiettées, non comprises.

3) SOLIDARITE IMMEDIATE avec les LUTTES OUVRIERES.

Il s'agit de populariser les luttes ouvrières à venir, d'organiser la solidarité immédiate avec elles, D'APPUYER LE NOUVEAU MOUVEMENT OUVRIER EN RUPTURE AVEC LA TACTIQUE REFORMISTE DE LUTTE, de donner ainsi une base solide à l'ensemble de la mobilisation.

LES MANIFESTATIONS PAYSANNES DE BRUXELLES

L'HUMANITÉ rouge

L'Humanité Rouge **(numéro 99, 1er avril).**

Sous le titre « 100.000 paysans manifestent leur juste colère », l'Humanité Rouge écrit :

Un paysan a été tué par les flics le 23 mars à Bruxelles : les monopoles impérialistes ont encore ajouté à leur dette de sang !

Les pisse-copies véreux à leur solde se sont empressés de s'étonner douloureusement de tant de violence ! Salauds ! Vous en faites du bruit pour quelques tramways brûlés ; mais moins pour le paysan tué par les flics de la bourgeoisie ; et moins encore, infiniment moins sur l'élimination des petits paysans, avec tout son cortège de misère, perpétrée par vos maîtres ; 160.000 paysans chassés de la terre, chaque année en France !

La fameuse réunion des Ministres des « Six » réunis **à Bruxelles, c'était** celle du gang **appelé Marché Com**mun agricole, **conseillé par le patron** du grand trust **Unilever : Mansholt !** Ces brigands **internationaux sont tous** d'accord pour une **chose : s'aider mu**tuellement à éli**miner le plus vite pos**sible les petits **paysans pour pouvoir :**

— Augmenter **la masse des travail**leurs de la terre à **la recherche d'em**ploi et maintenir **aussi les salaires au** plus bas !

— Utiliser dans **la production agri**cole des procédés **à très haut rende**ment qui leur **permettent de maintenir** les prix agricoles **à la production rela**tivement bas, ce **qui les dispenserait** d'augmenter les **salaires des ouvriers,** tout en faisant de **substantiels surpro**fits à la campagne.

Mais il faut **bien tout de même lâ**cher un peu de **primes, d'aides, etc.,** aux petits paysans **pour que leur co**lère ne devienne **pas trop dangereu**se ! Alors là, **nos brigands se battent** comme des **chiffonniers : chacun trou**ve que l'autre **lui fait trop payer ; c'est** ça qui rend **ces négociations si lon**gues !

tribune socialiste PSU

Tribune Socialiste **(numéro 491, 1er avril).**

Sur cette même manifestation, Tribune Socialiste **a une tout autre opinion. Même si les petits paysans flamands ont été « téléguidés », le ton de l'article est extrêmement douteux.**

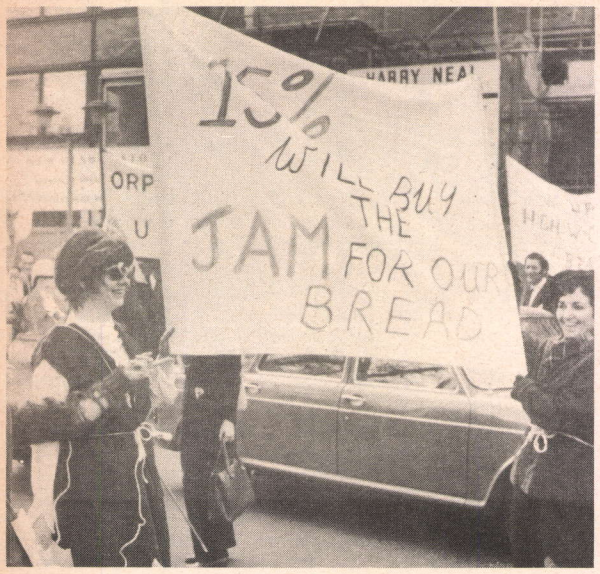
Cette manifestation était avant tout corporatiste sans aucun mot d'ordre politique. On ne scanda aucun mot d'ordre précis et le badge des agriculteurs belges ne portait que la mention : « L'Europe pour des prix rentables et actualisés». On sentait dans ce long cortège un relent de fascisme assez caractéristique.

Les agriculteurs flamands s'en prenaient aux badauds, journalistes, toutes personnes « autres » et les bombardaient de pommes de terre, d'œufs pourris et de pétards. On retrouvait aussi un petit côté kermesse flamande et folklorique : sifflets, sirènes, masques, marionnettes et chapeaux de toutes les couleurs... Donc on le voit aisément : la manifestation n'est guère pure politiquement — loin de là !

La très grande majorité des combattants était flamande et la question linguistique a joué d'une manière sous-jacente. Les invités étrangers ont été relativement surpris de la violence des affrontements auxquels ils n'ont guère participé.

Il n'est pas question de nier la colère paysanne européenne qui est justifiée sur le plan professionnel, mais la manifestation de Bruxelles semble avoir été téléguidée par les gros agrariens désireux de récolter le bénéfice de l'opération en envoyant les mécontents au casse-pipe.

LES TRAVAILLEURS ET LE GOUVERNEMENT ANGLAIS FACE A FACE



Quand les postières réclamaient de quoi mettre de la confiture sur leur pain... (Ph. U.P.I.)

... le gouvernement anglais hurlait à l'assassinat. (Ph. U.P.I.)

LA PRESENTATION DU NOUVEAU BUDGET BRITANNIQUE :

Capitalistes anglais, enrichissez-vous !

DEVANT les Communes, M. Barber, ministre des Finances du gouvernement conservateur anglais a présenté son projet de budget pour l'exercice 71-72.

A cette occasion, M. Heath, le chef du gouvernement, a tenu à faire affirmer une position politique : Premier ministre conservateur d'un pays capitaliste, il fera ouvertement une politique économique favorisant les gros capitalistes et les gros revenus du pays.

En cela, il rompt avec la phraséologie de tous les gouvernements, travaillistes ou conservateurs, qui ont alterné au pouvoir depuis 25 ans. Phraséologie qui était si constante qu'on pouvait difficilement dire si les conservateurs prônaient une politique travailliste ou si les travaillistes menaient une politique conservatrice. Les uns et les autres tentaient bien sûr au travers de leur politique économique, financière et fiscale, de gérer la société au profit des gros capitalistes et des banquiers, aux dépens de la classe ouvrière, mais en se conciliant les dirigeants syndicaux à l'aide de « mesures sociales », d'une politique fiscale à allure « égalitaire », de l'intervention étatique dans l'économie.

Il faut croire que ce n'est même plus nécessaire : le dirigeant des Trade Unions, M. Feather, en a donné la preuve en déclarant que le budget va dans la bonne direction pour relever l'économie et réduire le chômage.

M. Heath peut donc se sentir maintenant dégagé de l'obligation de montrer un visage « social ».

Les impôts sur les sociétés sont abaissés de 42,5 % à 40 %, les gros revenus individuels sont moins imposés, le crédit est libéré. Tout ceci constitue une nouvelle tentative de soutenir les industriels britanniques dont les entreprises piétinent depuis la fin de la guerre, avec leurs huit cent mille chômeurs et leurs faillites retentissantes. Tandis que les gouvernements précédents avaient apporté ce soutien à l'aide des subventions étatiques, M. Heath essaye de le faire en laissant en plus aux capitalistes plus de capitaux à réinvestir grâce aux réductions d'impôts dont il les fait bénéficier.

Pourtant, le nouveau visage de la politique économique du gouvernement anglais ne pourra pas faire plus de miracles que l'ancien. Comme les autres, le nouveau budget fera porter les frais de la relance économique sur les travailleurs, par la hausse des impôts indirects, par la réduction des charges sociales supportées par l'Etat (même si celui-ci lâche quelques augmentations de retraite pour faire passer la pilule). Et pas plus que ses prédécesseurs, M. Heath ne parviendra avec sa « nouvelle » politique à changer les structures et étendre les possibilités d'une économie capitaliste décadente, minée par une monnaie qui se dévalue constamment.

La politique capitaliste de M. Heath n'est qu'un nouveau truc remplaçant un truc qu'il juge usé. Et le plus cocasse, c'est qu'il a commencé à tricher avec sa propre règle du jeu, de façon tellement voyante que c'est presque de l'honnêteté, en nationalisant Rolls Royce.

L.B.

TRENTE-DEUX POUR CENT D'AUGMENTATION APRÈS PLUS DE DEUX MOIS DE GRÈVE :

LES TRAVAILLEURS DE FORD INFLIGENT UN CAMOUFLET AU GOUVERNEMENT CONSERVATEUR

Après 9 semaines de grève, les travailleurs de Ford (Angleterre) ont décidé à 71 % des votants de reprendre le travail sur la base d'un compromis. La parité des salaires n'est pas obtenue avec les usines les mieux payées de l'industrie automobile mais l'accord garantit 32 % d'augmentation en deux ans. La combativité des travailleurs est telle qu'à l'heure où nous écrivons il n'est pas certain que les secteurs les plus décidés acceptent de reprendre le travail bien que minoritaires. Mais, même sur la base de l'accord obtenu, les travailleurs de l'automobile ont fait reculer un des plus puissants patrons de l'industrie bien au-delà de ce que le gouvernement conservateur envisageait officiellement dans sa politique de blocage des salaires. En ce sens l'impact de l'accord dépasse grandement son importance locale. Il prend valeur d'exemple pour tous les travailleurs que l'échec des postiers avait pu décourager. Il montre que le gouvernement et la bourgeoisie sont incapables actuellement de contenir l'action revendicative que les travailleurs anglais opposent à la hausse incessante des prix. Et déjà les chemins de fer et les centrales électriques sont menacés de nouvelles grèves.

CETTE grève avait commencé sans le soutien officiel des syndicats ; c'était donc une grève « sauvage », et les ouvriers réclament des augmentations de 14 à 16 livres par semaine, c'est-à-dire de 728 à 832 F par mois.

Ce que les travailleurs réclamaient, c'est la parité avec les autres firmes de l'industrie automobile. En effet, le salaire horaire à Ford était d'environ 7,45 F alors qu'il est de 12,35 F dans les usines Chrysler de Coventry et de 13 F chez Leyland's Morris à Cowley.

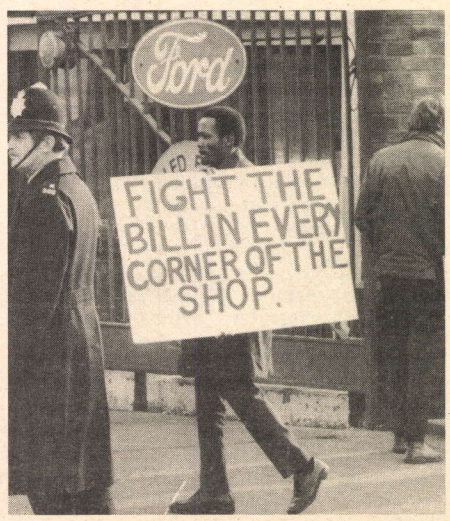
D'autre par, les ouvriers de Chrysler à Linwood ont obtenu fin janvier une augmentation de 65 F par semaine (malheureusement assortie d'une extension du travail en trois quarts et de nouvelles clauses dans le « contrat de productivité »).

La première offre de Ford : une augmentation de 26 F par semaine a été immédiatement rejetée par les ouvriers et ils ont aussi repoussé les nouvelles offres faites début mars : 41,60 F par semaine, lors des assemblées générales qui se tiennent dans les différentes usines de la firme.

Les travailleurs de Ford sont payés selon le système du « Measured Day Work », c'est-à-dire qu'ils reçoivent un salaire fixe, mais après que divers « experts », chronométreurs, etc., aient fixé un taux de productivité, imposant ainsi à tous les ouvriers les pires cadences. Ce système a remplacé le travail aux pièces, qui n'est évidemment qu'un moyen pour les patrons d'inciter les ouvriers à produire plus en liant leur salaire à la production. Mais en Grande-Bretagne, il existait toute une tradition de luttes et de négociations dans le cadre du travail aux pièces : les ouvriers revendiquaient quasiment sans arrêt pour des augmentations des taux de paiement. Il semble que les patrons se servent du nouveau système pour donner, à long terme, un coup de frein aux augmentations de salaires. En fait c'est, dans tous les cas, de la combativité des travailleurs que dépendent les salaires et les conditions de travail.

En février, la Direction de Ford mena une campagne dans la grande presse pour essayer de discréditer les grévistes et d'expliquer le refus qu'elle leur a opposé.

D'après elle, satisfaire les revendications signifierait accorder des salaires « ruineux » pour le trust. En fait, dans l'industrie automobile britannique, Ford est la firme la plus rentable : en 1969, en employant 65.000 personnes, ses profits correspondaient à plus de la moitié des profits des trois autres principaux producteurs, avec à eux trois, 256.000 employés.



La grève « sauvage » de Ford : un exemple qui sera peut-être suivi. (Ph. U.P.I.)

Toujours d'après la Direction, les salaires moyens seraient de 458,90 F par semaine et même de 520 F pour un tiers des ouvriers. En fait, pour 40 heures, le salaire moyen est de 325 F par semaine et pour en gagner 520, il faut travailler... 64 heures par semaine !

Ford menaçait aussi de réduire sa production en Grande-Bretagne au profit de ses usines dans d'autres pays, ce qui signifierait des licenciements pour les ouvriers britanniques. Mais ce furent les menaces habituelles en pareil cas et elles n'ont pas entamé la détermination des travailleurs.

D'autant plus que Ford doit aussi compter avec la solidarité internationale des ouvriers. Début février a eu lieu une réunion des délégués des usines Ford anglaises et européennes. Plusieurs décisions y furent prises : refus des heures supplémentaires dans les usines allemandes, réduction des productions de Cortina et de Pinto pour empêcher que Ford transfère sa production britannique à l'étranger. Le 27 mars, les syndicats allemands avaient aussi offert un soutien financier.

De toutes façons, cette grève fut un signe de plus de la radicalisation de la classe ouvrière anglaise. Et il y a fort à parier que la bourgeoisie aura du mal à appliquer sa loi anti-grève : il n'est pas si facile de s'attaquer à plusieurs dizaines de milliers de travailleurs qui commencent une grève sauvage !

M. T

La révolte des p

Les dizaines de milliers de manifestants paysans à Bruxelles, les mouvements violents des viticulteurs du Midi, ont rappelé brutalement qu'il existait un problème de l'agriculture et une classe, nombreuse encore, de paysans qui refusent d'être acculés à la misère, de voir le fruit de leur travail détruit par le jeu conjugué d'un marché qu'ils ne contrôlent pas, des gros capitaux qui les écrasent et de l'Etat qui les sert.

Qui freine le progrès ?

Les paysans ne veulent pas quitter la terre. De bonnes âmes le leur reprochent : c'est du poujadisme, disent-ils, il faut bien acquitter la rançon du progrès et ces propos se trouvent jusque dans les milieux qui se réclament du socialisme, citations d'Engels à l'appui.

C'est ne rien comprendre à la situation actuelle que de croire à cette propagande anti-paysanne. Dire au jeune travailleur des campagnes, couvert de dettes parce qu'il a modernisé son exploitation, qu'il est rebelle au progrès, c'est une plaisanterie. Dire aux millions d'anciens qui peuplent les campagnes qu'ils ont à se diriger vers d'autres métiers ou à se contenter de retraites dérisoires, c'est une ignominie. Dire que l'Etat et l'industrie entretiennent la paysannerie laborieuse quand ils la pillent tous les deux, c'est se rendre complice.

Car ce ne sont pas les quelques millions de paysans travailleurs produisant l'essentiel des fruits, des produits laitiers et maraîchers et de la viande qui freinent l'évolution vers une société meilleure. A notre époque, les faux frais de fonctionnement du grand capital, le développement en grand du parasitisme prodigieux de la grande bourgeoisie pèsent sur toute la société d'un poids tellement décisif que tout le reste ne peut être que mineur.

Une classe paysanne qui n'est pas près de disparaître

Certes, des problèmes se posent dans les campagnes. De nombreux paysans manquent de terre et de moyens pour les exploiter rationnellement. L'exode rural peut apparaître comme une solution nécessaire à la restructuration des campagnes en vue d'une exploitation moins archaïque du sol. Mais la concentration capitaliste, avec la ruine et la misère à laquelle elle acculé de nombreux petits paysans, n'amène même pas à ce progrès. Dans la majorité des cas, le grand capital et son Etat préfèrent exploiter le petit paysan en tant que tel et l'exode rural ne touche finalement que les plus petits exploitants, ceux — et ils sont nombreux — dont malgré le travail acharné, le grand capital ne peut plus rien tirer. Ainsi, malgré l'exode rural accéléré, les statisticiens ne prévoient pour la fin du siècle qu'une agriculture analogue à l'actuelle, où les surfaces moyennes auront à peine augmenté (une trentaine d'hectares au lieu de 20 par propriété en moyenne en 1985), guère moins arriérées techniquement par rapport à l'évolution foudroyante des méthodes et des techniques de culture que celles d'aujourd'hui.

Cette situation convient parfaitement aux grands trusts qui exploitent le paysan travailleur indirectement autant que s'il était salarié. Les intérêts concernés sont étendus, depuis les entreprises de machinisme agricole jusqu'aux entreprises chimiques en passant par les grands trusts de la transformation ou de la distribution, chacun tire son tribut du travail de millions de petits paysans. L'Etat, représentant de la grande bourgeoisie, ajoute son poids par le jeu des taxes indirectes sur tous les produits nécessaires à la ferme alors que les impôts ne servent en aucun cas à aménager les équipements collectifs qui manquent désespérément dans les campagnes. Au contraire, les écoles ferment, les chemins de fer s'arrêtent, la campagne est délaissée.

Aussi le paysan en a-t-il assez d'être acculé à une mort lente sans qu'on lui ouvre aucune perspective. Aussi lui, le modèle du bon citoyen respectueux des lois, docile, ami de l'ordre, éclate-t-il en brusques colères contre ce monde qui le domine, achète ou refuse ses produits, contre ces calamités sociales bien pires que les calamités naturelles du passé.

Les profiteurs de la révolte

L'« agriculture est une », clament les syndicats traditionnels représentant les gros paysans. « Défendons-nous ensemble contre les villes qui nous exploitent ».

Sur la base de cette argumentation simpliste, l'agriculteur capitaliste cherche à utiliser les révoltes des paysans pour arracher les revendications qui le concer-

LA PAYSANNERIE UNE CLASSE SOCIALE EN DISPARITION ?

LA classe paysanne, en France, est-elle en train de disparaître ? Voilà en tout cas un certain temps que les paysans français, dans leurs luttes, manifestent leur angoisse devant une évolution économique qui réduit sans arrêt leur nombre, qui vide les campagnes de leurs habitants ; les jeunes, le plus souvent, n'ont d'autre ressource que de partir travailler à la ville. Quant à ceux qui restent, c'est bien souvent pour n'arriver à tenir qu'au prix d'un labeur acharné, dans des conditions peu plaisantes : il devient de plus en plus difficile, lorsqu'on est un jeune agriculteur, de trouver à se marier !

D'un protectionnisme anti-ouvrier...

Cet exode rural, en France, n'est bien sûr pas un fait nouveau. Il est aussi vieux que le capitalisme. Mais depuis 1945, il a pris un caractère bien plus ample, et s'est considérablement accéléré. C'est que, pendant toute la durée de la IIIe République, le monde paysan avait bénéficié, de la part des gouvernements, d'une relative protection. Redoutant profondément la classe ouvrière, n'oubliant pas que la Troisième République n'avait pu naître qu'en noyant dans le sang l'insurrection ouvrière de la Commune, ils voyaient dans le maintien d'une importante classe paysanne la promesse d'un soutien électoral pour tout gouvernement modéré, un tampon à opposer à une classe ouvrière encline à l'agitation sociale. Cette politique a trouvé, dans les lois protectionnistes de Jules Méline, ministre de l'Agriculture de Jules Ferry, son expression achevée. Protégeant l'agriculture derrière des barrières douanières, afin de la soustraire à la concurrence, les différents gouvernements de la Troisième République devaient ainsi contribuer à maintenir la majeure partie de la paysannerie dans des structures et des conditions de production archaïques, à l'abri de toute évolution, même capitaliste. Cela, joint plus tard à la stagnation industrielle de l'entre-deux guerres, contribua à ralentir l'exode rural.

...à l'évolution capitaliste accélérée

Tout a changé à partir de 1945. La Libération devait mettre fin à cette longue période de protectionnisme. La crise du ravitaillement, le besoin de l'industrie française de trouver, à l'intérieur du pays, de nouveaux débouchés, ont intégré de plus en plus la classe paysanne dans les mécanismes du marché. Le paysan s'est mis à produire, non plus en circuit fermé comme il le faisait depuis des siècles, mais à produire pour vendre ses produits sur le marché. En même temps, la priorité était mise sur la modernisation de l'agriculture et la fabrication de machines agricoles et de tracteurs.

A première vue, il semblerait que la classe paysanne n'ait pas à se plaindre d'être sortie d'une stagnation séculaire, de méthodes de production archaïques, et de se moderniser. En fait, son entrée dans le monde capitaliste devait signifier pour la paysannerie des difficultés accrues pour vivre de la terre et, à terme, la disparition pure et simple des paysans.

L'accélération de l'exode rural a été, depuis 1945, foudroyante. De 1862 à 1896, en 34 ans, un paysan sur quatre avait quitté la terre. La proportion est la même entre 1954 et 1962, soit en 8 ans ! En chiffres absolus, la terre a perdu en moyenne de 1862 à 1942, 42.000 travailleurs actifs masculins par an. De 1954 à 1962, la moyenne actuelle s'établit à près de 90.000. Et le mouvement ne s'est nullement ralenti.

Les fruits du progrès capitaliste : surproduction et ruine

Ainsi, la modernisation a signifié en fait, pour nombre d'agriculteurs, l'abandon de la terre pour le travail à la ville, bien souvent comme OS d'usine. Pendant ce temps, les paysans restés à la campagne se heurtaient à de nombreuses difficultés pour vivre de leur travail : dès 1953-1955, l'extension de la production agricole se heurte aux limites du marché. Le blé, le lait, le sucre, le vin, qui représentent 40 % de la valeur de la production agricole française, commencent à connaître une surproduction et une crise de débouchés chroniques. La politique de soutien des cours agricoles n'y a rien changé : si le prix du blé, de la betterave, essentiellement produits par les gros agriculteurs capitalistes du Bassin Parisien, sont maintenus à des taux rémunérateurs, il n'en est pas de même du prix du lait ou de la viande, produits en général par de petits exploitants. C'est ainsi que les prix agricoles n'ont cessé de baisser par rapport à l'ensemble des prix : en dix ans, de 1959 à 1969, ils ont augmenté de 29 %, alors que l'ensemble des prix augmentait de 45 %, soit une baisse relative. Il est vrai que les consommateurs n'ont pas profité de cette baisse puisque les circuits de distribution ont absorbé la différence !

Ainsi, en ouvrant les campagnes aux lois du marché capitaliste, en décidant la « modernisation » de l'agriculture, la bourgeoisie française, après avoir sciemment, durant des décades, « protégé » les agriculteurs de toute évolution, les a voués à des difficultés sans nombre : après avoir fourni de gros efforts pour s'équiper et se moderniser, nombre d'entre eux se sont retrouvés écrasés, sans autre choix que de mettre la clé sous la porte, ou de continuer à végéter avec peine.

Les solutions scandaleuses des technocrates de la bourgeoisie : le plan Mansholt

Cette politique de la bourgeoisie française a trouvé, à l'échelle du Marché commun, son théoricien : Sicco Mansholt, vice-président de la Commission européenne. Ce spécialiste du Marché commun agricole proposait en décembre 1968 au Conseil des Ministres des Six un mémorandum sur la réforme de l'agriculture européenne. D'une façon particulièrement cynique, le « plan Mansholt » affirmait la nécessité d'en finir avec la politique de soutien des cours agricoles, trop coûteuse pour les Etats, afin de liquider presque totalement la classe paysanne, la réduisant purement et simplement aux grandes exploitations capitalistes, les seules répondant à la « rentabilité ». Les mesures proposées étaient : réduire le nombre des agriculteurs par une retraite anticipée des plus âgés, et la reconversion professionnelle des plus jeunes, afin de permettre l'augmentation générale de la taille des exploitations, assurer un meilleur équilibre des marchés grâce à la stabilisation des prix, diminuer le nombre des vaches laitières et des surfaces cultivées.

Cette politique malthusienne a valu à M. Mansholt d'être l'homme le plus détesté des agriculteurs du Marché commun. Il est facile aux tenants du « Plan Mansholt » de parler maintenant des « agriculteurs opposés au progrès ». Mais qu'est-ce que ce « progrès » capitaliste qui se fait contre la majorité de la population qu'il prétend « aider » ? Les agriculteurs, on l'a vu, n'ont nullement refusé la modernisation de leurs exploitations. Ils se révoltent seulement lorsqu'ils voient que la politique des gouvernements réduit à néant ces efforts. Ils n'admettent pas que ce « progrès » ne profite qu'à une poignée de gros agriculteurs, tout en condamnant la majorité à survivre difficilement ou à mettre la clé sous la porte.

André FRYS

aysans en colère

nent essentiellement : hausse et soutien des prix, spécialement ceux des produits de grandes cultures céréalières et betteravières.

En fait le capitalisme agricole veut jouer le jeu du capitalisme à l'époque de sa décadence. Il n'envisage comme solution que le contrôle des marchés, le malthusianisme organisé, grâce à l'aide de l'Etat aux capitaux privés.

Mais cette aide n'apporte rien ou presque à l'immense masse des paysans. Par exemple, le système d'aide de l'Etat qui coûte, paraît-il, un million d'anciens francs par paysan est proportionnel à la quantité produite par chaque entreprise agricole. C'est-à-dire qu'il enrichit le paysan riche, maintient à flot le paysan moyen, et laisse crever le paysan pauvre.

La seule solution : l'alliance avec les travailleurs

Mais la masse des paysans a d'autres besoins. D'abord, pour ceux dont le travail est incontestablement utile et nécessaire à la société, la garantie que leur travail sera payé à son prix ; l'assurance que l'inflation, la hausse des prix industriels ne continueront pas à réduire constamment leur niveau de vie. Elle a besoin de l'échelle mobile des prix des produits agricoles et spécialement de ceux comme le lait ou la viande qui restent à la traîne parce que produits essentiellement par des petites exploitations, ils servent de salaires aux petites exploitations. Elle a besoin du contrôle du bénéfice des fournisseurs industriels des industries de transformation et des intermédiaires qui utilisent à leur profit toutes les variations du marché. Elle a besoin d'un crédit bon marché et que les subventions de l'Etat ne soient pas réservées aux riches. Que l'électricité par exemple ne soit pas payée dix fois moins cher par les industries chimiques qui produisent l'engrais que par le fermier.

Pour les autres, jeunes en général qui voudraient se reconvertir, la paysannerie travailleuse a besoin de la garantie que cette reconversion douloureuse ne signifie pas obligatoirement leur utilisation comme travailleurs les plus mal payés dans l'industrie.

L'ensemble de ces revendications, le mouvement ouvrier, dans sa lutte pour le socialisme, peut et doit les appuyer. Car au bout du compte, l'ennemi est le même et la cause des petits paysans est juste. Et seule cette lutte commune permettra, en soudant tous les opprimés du régime capitaliste pour sa destruction, de sortir la société en même temps que l'agriculture, de la crise permanente dans laquelle elle se débat.

Face aux paysans qui réclament le droit de vivre, comme face à tous les exploités de cette société, le pouvoir envoie d'abord ses flics. (Ph. A.F.P.)

Le pouvoir ouvrier et la paysannerie laborieuse

Si le monde paysan est en colère, ce n'est pas qu'il y ait un problème de l'agriculture, mais un problème des agriculteurs. C'est que sous l'aiguillon du profit capitaliste, l'agriculture s'est transformée et que, dorénavant, des milliers de petits paysans sont chaque année contraints d'abandonner leurs terres.

Mais perdre une terre sur laquelle on peine 10 ou 12 heures par jour, 365 jours sur 365, pour ne même pas en récolter de quoi faire vivre dignement sa famille, est-ce donc une si grande perte ? Certes, perdre la possession d'un misérable lopin de terre, c'est perdre un avantage des plus illusoires. Mais si le petit paysan s'y accroche avec l'énergie du désespoir, c'est parce que la société actuelle n'a rien d'autre à lui offrir. Ou plutôt parce que la seule chose qu'elle ait à lui proposer en échange, est la condition ouvrière — huit heures en usine, deux heures dans les transports et le reste dans une cage à lapin de H.L.M. Rien d'étonnant, dans cette mesure, à ce que celui qui n'a connu que la vie campagnarde n'accepte que la rage au cœur, si toutefois il accepte, le nouveau sort qui lui est réservé.

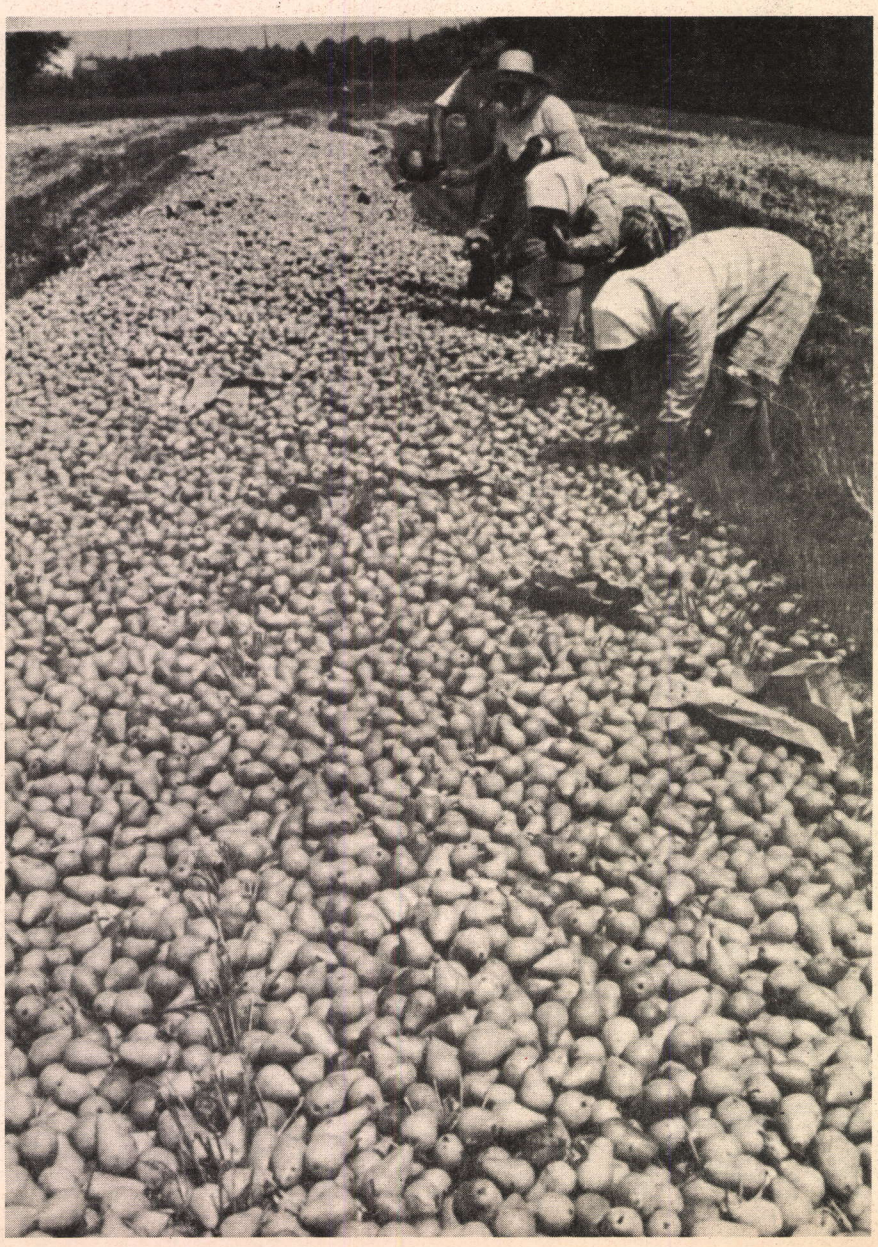
S'il y a un problème paysan, c'est-à-dire un problème des agriculteurs, c'est donc, d'une façon plus large, parce que la société dans laquelle nous vivons, n'est pas capable de garantir un sort correct à ceux qui travaillent, qu'ils soient ouvriers ou paysans. Seule une société socialiste pourra offrir aux uns et aux autres des perspectives tout autres. Et comme l'ouvrier d'usine ou l'employé de bureau, le petit paysan n'aura rien à y perdre que ses chaînes.

Bien sûr, le petit paysan est souvent un petit propriétaire. Et même s'il ne l'est pas, il rêve de l'être. En ce sens, il ne fait pas partie du monde des prolétaires, mais de la bourgeoisie. Cela dit, les socialistes ont, de tous temps, fait une différence entre le petit propriétaire qui ne vit que de son propre travail, et le gros propriétaire capitaliste, qui vit de l'exploitation du travail des autres. Et ce n'est pas la petite propriété du premier qui gêne les socialistes, mais le capital des seconds, qu'il soit investi dans l'industrie, le commerce ou la terre. Et parce que les socialistes respectent profondément le travail humain, celui du paysan propriétaire de son petit lopin de terre, comme celui de l'ouvrier, ils peuvent garantir au premier que, s'il tient à sa petite propriété, la révolution prolétarienne ne la lui enlèvera pas, ou du moins ne la lui enlèvera jamais de force.

Les socialistes peuvent assurer au petit paysan que s'il désire rester dans l'agriculture, et travailler sur ses quelques hectares, la révolution prolétarienne, contrairement au système capitaliste, le lui permettra et que même elle améliorera et garantira sa situation d'agriculteur petit propriétaire.

Le petit paysan d'aujourd'hui est loin d'avoir un revenu qui corresponde à la juste rétribution de son travail. Il est exploité non seulement par le propriétaire foncier, quand il est fermier ou métayer, mais de toutes façons par les banques et par les réseaux de distribution capitalistes, par les marchands d'engrais ou de matériel agricole qui réalisent sur son dos des super-bénéfices. Et en plus de cela, l'Etat bourgeois lui vole sous forme d'impôts une partie importante de ce qui lui reste.

Eh bien, sans changer quoi que ce soit aux formes d'exploitation agricole, la révolution socialiste pourra, de ce point de vue, modifier considérablement le sort des petits paysans.



L'Etat bourgeois est un Etat qui revient très cher à la société, et cela pour de multiples raisons. Il entretient, par exemple, une police nombreuse, et bien rémunérée. Il entretient aussi une armée de métier tout aussi coûteuse. Et de plus, il intervient constamment dans l'économie pour aider les grands trusts, soit sous forme de subventions directes, soit sous forme de commandes d'armements, c'est-à-dire de biens socialement inutiles pour ne pas dire nuisibles.

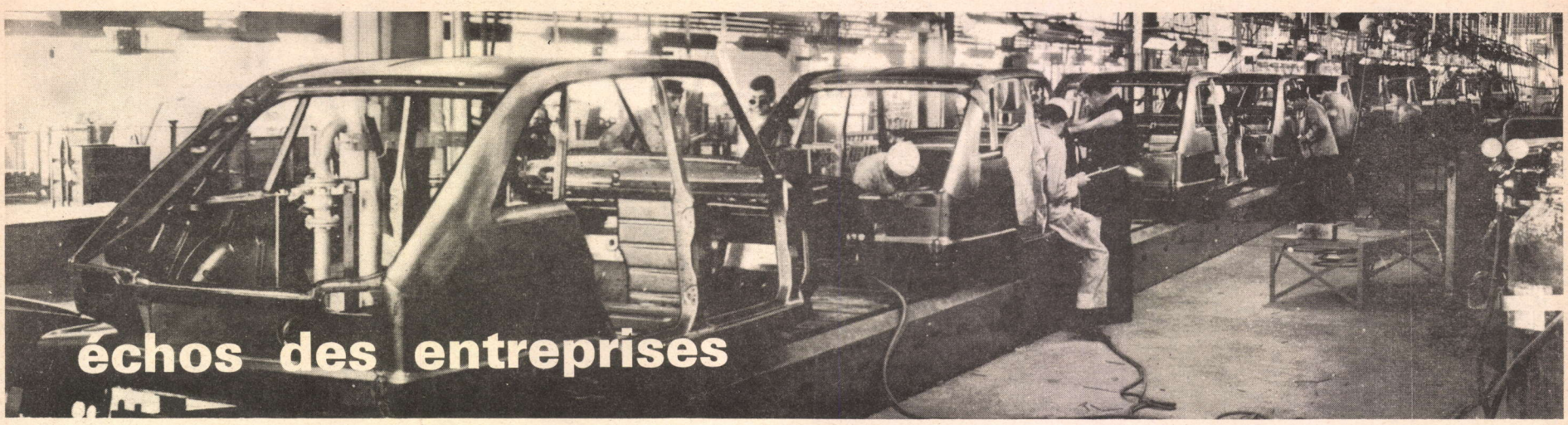
La révolution prolétarienne, cela signifiera pour toute la population, et donc pour les petits paysans, la fin d'un tel état de choses. Cela signifiera l'avènement d'un Etat à bon marché, et ce ne sera pas là un mince progrès.

Le pouvoir ouvrier pourra également intervenir pour défendre le paysan contre l'exploitation capitaliste plus ou moins directe dont il est victime, ou pour supprimer celle-ci. Il lui permettra de se procurer les engrais, le matériel dont il a besoin au meilleur compte, d'emprunter éventuellement à des taux d'intérêt minimes. Il lui permettra, en un mot, de vivre dans des conditions infiniment plus décentes qu'aujourd'hui.

Voilà quelques-unes des mesures que la révolution prolétarienne pourra adopter en faveur des petits paysans. Mais les socialistes ne peuvent pas pour autant leur promettre, sans renier leurs conceptions de socialistes, que la petite exploitation agricole ne disparaîtra pas un jour. Les socialistes sont partisans de l'exploitaion collective des terres ; ils sont même convaincus qu'un jour viendra où toutes différence finira par s'effacer entre la ville et a campagne ; que l'agriculture industrialisée devra à son tour céder la place à une véritable industrie et que ce jour-là, le paysan aura disparu en tant que tel.

Mais ce dont les socialistes sont aussi convaincus, c'est que ce n'est pas par la collectivisation et la prolétarisation forcées, que ce n'est pas par la répression et la coercition qu'ils supprimeront la petite propriété agricole. Leurs buts de socialistes c'est, au contraire de ce que fait le capitalisme, d'offrir à ceux qui aujourd'hui possèdent et travaillent un petit lopin de terre, des perspectives telles qu'ils abandonnent de leur plein gré leurs cultures. Des perspectives telles qu'ils ne considèrent plus comme le seul paradis sur terre leur carré de choux, et telles que le fait de quitter l'agriculture ne leur apparaisse plus, comme c'est le cas aujourd'hui, comme la pire des déchéances.

M. V.



échos des entreprises

DANS LA FONCTION PUBLIQUE : DÉGRADATION DES SERVICES... ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

quand les usagers souffrent de l'incurie de l'E.G.F.

● *E.G.F. - Direction Régionale de la Distribution (Paris).*

Le manque d'effectifs aux Unités de Gestion a aussi pour conséquence de pénaliser arbitrairement les clients qui règlent leurs dépenses d'électricité et de gaz par chèques.

Il arrive ainsi que des abonnés aient payé leur électricité mais que, leur chèque n'ayant pas été enregistré par l'Ordinateur, le courant leur soit tout simplement coupé. Bien entendu, ces usagers « malchanceux » doivent débourser à nouveau s'ils veulent qu'on leur remette le courant.

Aussi, à longueur de journée, les réclamations téléphoniques affluent, aidant à l'énervement général du personnel. Bien sûr, ce n'est pas la Direction qui bénéficie des « compliments » de certains usagers en colère peu sensibles quant à eux, et à juste titre, au langage administratif de circonstance. Pourtant, il ne fait aucun doute que M. Boiteux serait enchanté si nous lui passions les appels téléphoniques des abonnés mécontents qui lui diraient ce qu'ils pensent du service dit public de l'EGF dont ce cher monsieur fait tant de louanges dans ses discours-anniversaires de la maison.

qui sont les saboteurs ?

● *R.A.T.P. (Lilas).*

Qui sabote les transports en commun en diminuant le nombre des rames de métro, le nombre des bus ? Qui sabote nos conditions de travail ? Qui prévoit de supprimer 4.000 agents d'ici 1974 ? Qui met la pagaille dans les transports en commun ?

Les quelques usagers qui ne veulent pas payer des tickets hors de prix ? Les quelques jeunes qui passent en rigolant sans payer ? OU BIEN LE GOUVERNEMENT ?

Contre qui devons-nous faire grève ? Contre les usagers mécontents comme l'ont insinué les directions syndicales, ou CONTRE LE GOUVERNEMENT ?

Tout le monde sait que les usagers du métro, des trains de banlieue et des bus en ont assez d'être transportés comme des bestiaux en payant cher. Les mouvements de mauvaise humeur des usagers sont naturellement de plus en plus fréquents. Et le gouvernement qui projette depuis longtemps l'augmentation des tarifs tient à prévoir les incidents éventuels ; il n'attend qu'une occasion pour mobiliser sa police : les syndicats lui ont tendu la perche la semaine dernière. Bon boulot, messieurs les bureaucrates !

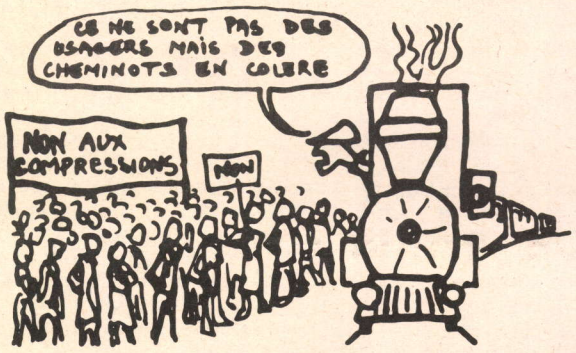
Le gouvernement aurait voulu monter l'opinion contre nous, employés de la RATP, il ne s'y serait pas pris autrement. Quelle fut la seule réaction des syndicats contre les projets gouvernementaux ? Crier comme de vieilles filles effarouchées contre des incidents mineurs qui ne datent ni d'aujourd'hui ni d'hier.

Pourtant leur devoir élémentaire était d'appeler les travailleurs de la RATP et les usagers à réagir ensemble contre la politique inqualifiable du gouvernement.

Et nous, travailleurs de la RATP, qui subissons autant que les usagers l'incurie gouvernementale, nous savons que c'est le personnel et les usagers **unis** qui pourront faire reculer le gouvernement.

la compression, c'est l'accident

● *S.N.C.F.-NORD.*



50.000 cheminots de moins. Tel est l'objectif de la SNCF pour 1973, objectif qu'elle atteindra peut-être mais à quel prix ! Car les compressions d'effectifs ne sont pas sans conséquences qui sont parfois graves, voire dramatiques.

Cette semaine, la compression du personnel chez les visiteurs s'est traduite par un accident grave. En effet, un de nos camarades du Sud-Ouest, aide-conducteur, a été blessé grièvement par une barre de fer qui dépassait du wagon d'un train croiseur. Ce camarade a dû être transporté à l'hôpital. Peut-être restera-t-il infirme, et ce à cause de quoi ? Du fait que les visites normales de matériel ne peuvent plus être faites. Cet accident, qui s'ajoute au long et dur bilan de la compression, c'est la SNCF et elle seule qui en est responsable.

C'est pourquoi nous devons protester et même refuser de travailler lorsque les mesures élémentaires de sécurité ne sont pas prises ; car notre but à nous, c'est avant tout de vivre...

BRIMADES ET MOUCHARDAGES

y'a un pandore à la pendule

● *INTERTECHNIQUE (Plaisir).*

Pour répliquer aux multiples attaques dont elle est l'objet de la part de la Direction, la CGT a décidé de porter le troisième avertissement dont est l'objet son délégué syndical devant le Conseil des Prudhommes.

A cette occasion, la Direction a fait appel à plusieurs mouchards, nommés « témoins » pour défendre sa cause.

Parmi ceux qui se font ainsi les complices de la Direction se trouve le pointeau-chef, un ancien gendarme qui doit sa promotion à la détestable réputation qu'il s'est faite à FCR.

Comme on le voit, un « témoin » impartial « sans haine et sans crainte » !

quand un patron reçoit un ministre

● *THOMSON-C.S.F. (Levallois).*

Cette semaine, la rue Greffulhs, de la Seine au 28, a connu une effervescence inhabituelle. Jeudi, si les camions de livraison avaient déserté le secteur et si le nombre de voitures en stationnement avait diminué grâce à la vigilance de nos gardiens, par contre on vit beaucoup de monde s'agiter autour de la CSF.

Une cargaison de flics fut déchargée et décorés, tels des sapins de Noël, de leurs fourragères, ils ont tenu le haut du pavé. Certains, munis d'émetteurs-récepteurs arpentaient la rue. Au 28, de charmantes hôtesses vêtues d'ensembles maxi bleu-roi, arboraient fièrement le sigle CSF. Et au milieu de tout cela, les chefs et les membres de la Direction, tels les mouches du coche, s'agitaient fébrilement.

L'atelier de Rubanox, pour la circonstance, avait subi le grand nettoyage de printemps. On y avait installé une grande exposition de photos sur le « matériel de pointe » de la Thomson-CSF, et le dernier matériel de réglage des faisceaux hertziens, et sur la passerelle on avait disposé une grande table chargée de bouteilles.

On eut l'explication de ce grand branle-bas de combat lorsqu'on vit arriver une caravane de voitures officielles : M. Galley, ministre des P. et T., venait assister à l'inauguration présidée par notre P.-D. G., M. Richard, de l'atelier de réglage de faisceaux hertziens.

La Direction n'a reculé devant rien pour soigner son image de marque et montrer au ministre l'atelier le plus riant de l'usine et les belles réalisations techniques dont elle est si fière. Mais on n'a pas fait visiter au ministre les ateliers vétustes et encombrés de matériel qui, eux, ne lui auraient pas fait bonne impression. On ne lui a pas montré non plus les panneaux syndicaux où des affiches affirmaient la solidarité des travailleurs de la CSF avec les postiers et leurs récentes grèves.

Et une fois tous les beaux messieurs partis, le travail a repris, comme d'habitude.

un maniaque du chronomètre

● *P.T.T. (Orléans).*

Il y a des maniaques dans tous les domaines, il faut bien qu'il y en ait au téléphone. C'est ainsi qu'il nous arrive parfois d'avoir au bout du fil un curieux usager : il attend que nous parlions, puis, dès qu'il a entendu le son de notre voix, il raccroche...

Encore un qui a le cerveau dérangé par la vie de fou que l'on mène dans notre société, serait-on tenté de dire... Mais pas du tout ! Ce pseudo-maniaque est en réalité le chef de centre qui, chronomètre à la main, prend le temps que nous mettons pour répondre !

Toutefois, puisque ce monsieur s'ennuie tellement qu'il fait du zèle, et qu'il a tant de temps libre devant lui, nous lui suggérons de venir prendre notre place pour un mois. Alors il mettrait souvent sa main à sa poche, non pas pour y chercher un chronomètre, mais pour en sortir un mouchoir et s'essuyer le front...

Et à notre tour de lui téléphoner de temps en temps. Ça lui remonterait sûrement le moral !

Les vieux logements

LA Commission de l'Habitat du VI[e] Plan a rendu son rapport.

Selon les experts gouvernementaux eux-mêmes, deux ménages sur trois étaient mal logés en 1968, ce qui donne à la France le « record de la vétusté, de l'étroitesse, de l'inconfort et du surpeuplement des logements ».

La situation devrait encore s'aggraver avec la venue sur le marché du logement des classes nombreuses d'après-guerre ; il faudrait compter chaque année avec 50.000 ménages supplémentaires dès 1972.

Les experts se sont fixés un programme ambitieux : ramener en 1975, les logements surpeuplés de 31,6 % à 22 %, ceux ne disposant pas de tous les éléments de confort de 55,7 % à 35,1 %. Il n'y aurait plus alors que 3,9 millions de logements surpeuplés et 6,2 millions de logements inconfortables. En somme, ce qui différencie la « nouvelle société » de l'ancienne, c'est qu'au lieu de deux ménages sur trois, un peu plus d'un ménage sur deux seulement **seront mal logés en 1975 ! Et cela d'après les statistiques gouvernementales.**

Mais on n'en est même pas là : il ne s'agit que de suggestions, d'objectifs ; le rapport serait difficile à réaliser.

Ce que voudrait le gouvernement, c'est construire plus sans débourser d'argent supplémentaire : améliorer le marché privé, répartir l'allocation-logement différemment, faire des logements pour ceux qui ont trop ou pas assez d'argent pour vivre en HLM.

Alors, de même que la fin des bidonvilles promise par Chaban-Delmas est toujours loin, les taudis eux aussi ont encore de belles années devant eux.

Louis BERTRAND

M. Chaban-Delmas s'inquiétait encore tout récemment des causes de la « morosité » des Français en l'An II de la Nouvelle Société. — C'est que, voyez-vous, les raisons n'en sont pas du tout évidentes. (Ph. L.O.)

FACULTÉ DES SCIENCES DE PARIS :

UNE GRÈVE VICTORIEUSE A LA HALLE AUX VINS

A l'occasion de la restructuration des universités de Paris 6 et Paris 7 (ancienne faculté de Paris), les techniciens furent l'objet de marchandages entre les deux universités pendant plusieurs semaines. Finalement, un certain nombre de techniciens, mais non les vacataires, purent choisir leur université. Mais comme il manquait, à l'issue du choix, un certain nombre de techniciens d'enseignement à Paris 7, le rectorat affecta d'autorité 88 techniciens de recherche (en majorité des auxiliaires) de Paris 6 à Paris 7.

Aussitôt la décision connue, « le Secours Rouge » la dénonçait sous forme d'affiches et l'intersyndicale de la Faculté, réunie le mercredi 10 mars, exigeait des présidents d'Université la liste des personnels concernés. L'intersyndicale des techniciens convoquait ces personnels à une assemblée générale pour le jeudi 11 mars. Ceux-ci votaient une grève illimitée, élisaient un Comité de grève, formaient avec les représentants de tous les syndicats le Comité de grève de la Faculté.

En effet, la CGT, le SGEN-CFDT et le SNAU (FEN) lançaient une pétition à tous les personnels de la Faculté pour une grève illimitée sur les mots d'ordre : « pas de mutations arbitraires », « créations de postes ». Cette pétition devait recueillir plus de 1.400 signatures en moins de 48 heures.

On apprenait alors qu'à l'occasion de la restructuration, un nombre de 700 vacataires de la Faculté risquaient d'être licenciés (le nombre des vacations est fonction de la surface occupée par chaque Faculté).

Le mot d'ordre « pas un seul licenciement » est ajouté aux deux premiers.

Le même jour, le Comité de grève et l'intersyndicale décidaient un meeting pour le vendredi 12 mars. Il y était décidé que la grève serait votée en assemblée générale des personnels, reconductible chaque jour. A l'issue du meeting, 1.500 personnes se rendaient en cortège au rectorat. Les réponses du recteur furent les suivantes : pas de créations de postes, les mutations étaient provisoires, d'autres personnes pouvant en définitive être mutées après les élections des Conseils d'Université. Ces réponses devaient en fait relancer l'action.

Lundi 15 mars. Meeting réunissant près de 2.000 personnes et conférence de presse. Une manifestation est prévue pour le lendemain au Ministère de l'Education Nationale (on apprend que 150 professeurs ont voté une grève de 24 heures).

Mardi 16 mars. La manifestation au Ministère réunit plus de 3.000 personnes, aux mots d'ordre initiaux certains ajoutent : « Non à la répression-participation ». Le Ministère posant des conditions à la réception de la délégation, celle-ci les refuse, position approuvée par les manifestants qui retournent en cortège à la Halle aux Vins.

Mercredi 17 mars. Devant la perspective d'une grève longue et devant l'ampleur du mouvement, le Comité de grève initial est élargi à des représentants du personnel et des étudiants élus en assemblée générale des personnels par grande discipline, malgré l'opposition de plusieurs syndicats.

Jeudi 18 mars. Un tract d'appel de soutien de la grève de la Halle aux Vins est distribué dans les Centres de recherche et les Universités de la Région parisienne. Un appel est fait au soutien des bureaux nationaux des différents syndicats (il semble que le SNCS-FEN où milite une importante tendance révolutionnaire soit le seul qui organisa la diffusion de l'information dans ses sections.

Vendredi 19 mars. On apprend que le recteur Mallet est prêt à rencontrer le Comité de grève. Les solutions essentielles suivantes sont proposées par le recteur : annulation des mutations arbitraires, création de vingt postes de technicien et utilisation de trente-trois postes vacants pour recaser les vacataires. Consultation de tous les techniciens sur l'université de leur choix. Ces points sont notifiés par écrit. De plus les présidents des Universités s'engageaient à s'opposer à tout licenciement et à consulter à l'avenir les organisations syndicales.

Lundi 22 mars. La reprise du travail est votée à la quasi-unanimité ; les grévistes avaient obtenu satisfaction.

LE LAUREAT

IL y a quinze jours, dans le numéro 135 *de* « L.O. », *nous relations comment Lang avait organisé une tombola pour le personnel de son imprimerie à Noyon, le gros lot étant un week-end à New-York.*

Eh bien il y a du nouveau depuis : on connaît maintenant l'heureux gagnant du premier tirage.

En effet, il s'agit du directeur-adjoint de Noyon en personne.

Et, comme le hasard avait ainsi fait les choses, il fut décidé que le séjour serait transformé en voyage d'études et par conséquent prolongé d'une semaine.

Mais, ce n'est pas là le fin mot de l'histoire.

On apprenait par la même occasion que ce séjour n'était pas payé par la Direction comme on pouvait le supposer, mais financé par... le C.E.

Comme on voit, c'est là une manière d'utiliser cette « conquête ouvrière » à laquelle on n'avait pas pensé jusqu'ici.

(Correspondant L.O.)

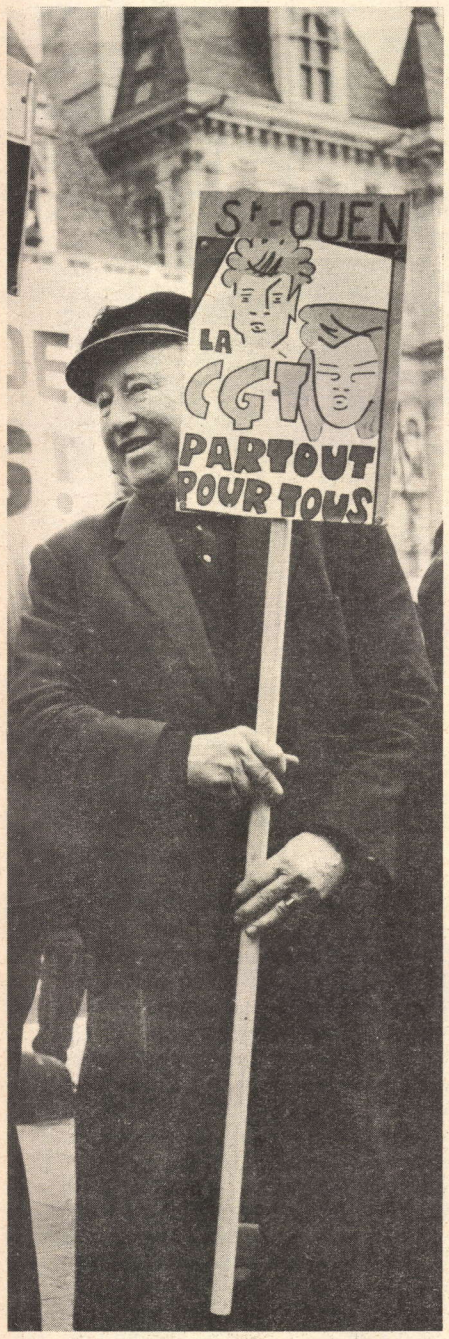
LES STATUTS DE LA FONCTION PUBLIQUE

LA manifestation du 30 mars des fonctionnaires a remis à l'ordre du jour les problèmes des agents de l'Etat. L'Etat patron n'est pas l'Etat social qu'il prétend être. Et les agents de l'Etat ne sont plus, loin de là, — s'ils l'ont jamais été — les privilégiés du monde du travail.

L'Etat emploie des fonctionnaires, des auxiliaires et des contractuels. Il n'y a aucune filière commune entre ces différentes catégories et si certains d'entre eux bénéficient de « privilèges » qui, en fait, devraient être ceux de tous les travailleurs, tous, exceptés les hauts fonctionnaires, sont sous-payés par rapport au privé.

Pour être fonctionnaire proprement dit, il faut passer et réussir les concours de l'Etat. Il faut aussi qu'il y ait pour la qualification demandée des postes à pourvoir. Ainsi, une employée des Chèques Postaux entrée sans concours dans l'Administration sera auxiliaire, licenciable du jour au lendemain, sans justification aucune. Elle peut réussir un concours aux Chèques et attendre deux ans, dans cette situation incertaine, qu'un poste soit à pourvoir. Ses premières années de titularisation, elle les passera d'abord à Paris ou dans des régions qui manquent de personnel, même si son mari travaille à Avignon. Tous ceux qui sont titulaires doivent en passer par là, dans l'espoir qu'un jour leur demande de mutation, dûment motivée, sera acceptée.

Une fois titularisés, évidemment, ils bénéficient de la garantie de l'emploi, mais cette garantie ils la paient, en contrepartie, d'un salaire insuffisant.



Employé municipal lors de la manifestation récente des fonctionnaires. (Ph. L.O.)

Les salaires

Un article du Monde **rappelait dernièrement le montant des salaires en vigueur au 31 décembre 1970 dans la Région parisienne : le préposé postier, douanier ou cantonnier, gagne 910 F en début de carrière et 1.245 F en fin de carrière après 28 années de travail ; la dactylo, 987 F et 1.340 F ; la sténodactylo, 1.034 F et 1.481 francs ; l'instituteur, le secrétaire administratif, le rédacteur, 1.187 F et 2.312 F, etc. (l'instituteur atteint ce chiffre au bout de 24 ans de travail).**

Et contrairement à l'avis généralement répandu, en échange de ces bas salaires, les fonctionnaires ne connaissent pas un doux « farniente ». S'il est vrai que dans certains ministères chacun peut encore travailler à son rythme — ce qui devrait être le cas de tous les travailleurs —, cela devient de plus en plus l'exception. Et c'est parmi les fonctionnaires standardistes ou instituteurs qu'on trouve actuellement le plus de maladies nerveuses.

Les auxiliaires, eux, ne sont pas tous non plus logés à la même enseigne. S'ils ne risquent pas d'être déportés d'un coin du territoire à l'autre, ils sont embauchés sur place, en fonction des nécessités des services ; si certains — en particulier dans les ministères — sont pratiquement aussi protégés que les fonctionnaires — et tout aussi peu payés — la plupart sont à la merci de l'humeur d'un supérieur. C'est le cas aux P.T.T., aux Chèques Postaux, dans les hôpitaux ou dans l'enseignement. Les auxiliaires peuvent être licenciés du jour au lendemain sans autre forme de procès.

Quant aux contractuels, comme leur nom l'indique, ils passent un contrat limité dans le temps avec l'Etat. Ils peuvent être embauchés pour une durée d'un an, renouvelable — cas des chargés de travaux pratiques dans l'enseignement supérieur — de quelques mois, ou même réembauchés au jour le jour comme le sont certains ouvriers des Travaux publics. Beaucoup réclament un statut définissant leur fonction, leur salaire, et leur garantissant une certaine stabilité de l'emploi.

Fonctionnaires, auxiliaires, contractuels, ont des problèmes différents à résoudre en ce qui concerne la garantie de l'emploi. Ces disparités perturbent beaucoup les syndicats qui reprochent souvent aux auxiliaires et aux contractuels de menacer le statut privilégié des premiers, plutôt que de réclamer pour tous des avantages équivalents.

D'ailleurs, malgré les différences de régime entre les uns et les autres, ils ont su se retrouver tous ensemble dans la rue le 30 mai pour réclamer des augmentations de salaire pour tous.

(Ph. L.O.)

MANIFESTATION DES PROFESSEURS DE C.E.T.

D'APRES les discours des responsables syndicaux C.G.T. et C.F.D.T., la manifestation du lundi 29 mars était le point culminant de la semaine d'action des professeurs des Collèges d'Enseignement Technique.

Entre 500 et 1.000 professeurs des C.E.T. participaient à cette manifestation. Le défilé n'avait pas grandes chances de se faire remarquer : du siège du syndicat au ministère de l'Education Nationale, il y a 200 mètres que le cortège, peu animé, parcourut, encadré par la police.

A 50 mètres du ministère, barrage. Les organisateurs, se pliant à la volonté du service d'ordre formé d'une trentaine de gardiens de la paix en pélerine, forment une délégation composée de professeurs pêchés au hasard et de pontes syndicaux. Cette délégation, personne au ministère ne daigne la recevoir, ni le secrétaire d'Etat à l'Enseignement Technique, ni bien sûr le ministre.

Tout ce que retirent de cette gifle les dirigeants syndicaux, c'est que s'il y a du désordre dans les C.E.T., c'est la faute du ministre. Que faudra-t-il faire pour imposer les revendications, comment continuer l'action, personne ne le dit, bien que le ministère ait clairement montré, en refusant de recevoir la délégation, que de tels mouvements ne lui faisaient aucun effet.

Il n'y aura pas plus de consignes, de propositions pour continuer l'action lorsque le cortège se dispersera, après avoir bouclé le tour du pâté de maisons. Et Ravaux, secrétaire national du S.N.E.T.P.-C.G.T., se gardera bien de répondre à ceux qui lui demandent ce qu'il propose pour faire plier Guichard.

Les manifestants sont repartis comme ils étaient venus, sans enthousiasme sans illusions sur leur efficacité, conscients d'avoir été promenés pour rien

BESANÇON :

Grève au C.E.T. Sarrail

AU CET Sarrail, les conditions de travail sont dignes du siècle dernier, tout comme les bâtiments. On est censé y apprendre à manier des outils ; mais ceux-ci sont chose rare. Quant à la sécurité, n'en parlons pas : on entrepose des bidons d'essence à côté d'une chaudière ; ailleurs, il faut passer par une échelle pour atteindre l'atelier.

Rien d'étonnant au mouvement de grève qui se déclenchait le 17 mars. L'Administration, suivant les ordres de Guichard, lock-outait les élèves qui devaient se réinscrire individuellement en promettant de respecter le règlement intérieur et d'assister à tous les cours. Ceci échelonné sur trois jours pour tenter de mieux diviser les élèves.

Le lundi 22, les Première Année rentraient. Le mardi, la plupart des Deuxième Année, sous la pression directe de l'Administration, finissaient par rentrer. Cependant, une dizaine d'entre eux, aidés par les gauchistes, passèrent leur journée à faire un tract, à le diffuser dans les autres lycées pour demander leur soutien, et à taper une lettre destinée à expliquer la grève aux parents.

Mercredi, les grévistes parvenaient à rallier les Troisième Année au mouvement : au moins 80 élèves en tout refusaient de rentrer, puis une bonne partie se réunissait avec des gauchistes dans une salle prêtée par la mairie.

D'autres allèrent demander au capitaine des pompiers de venir constater au CET les risques d'incendie. Mais le directeur du CET refusa cette visite, par contre il se dépêcha d'acheter deux extincteurs. Pendant ce temps, à la réunion, on décidait d'appeler tous les lycéens de Besançon à une manifestation de soutien pour jeudi à 14 heures. Les grévistes décidèrent de rentrer pour tenter d'étendre la grève jeudi matin aux 300 élèves qui étaient déjà rentrés. Cette tentative échoua, car la reprise en main du CET par l'Administration était déjà en cours : le surveillant général tout en promettant un crédit de 11 millions menaçait les élèves d'exclusion, après avoir envoyé à leurs parents des télégrammes pour les effrayer.

Aussi la manifestation de jeudi ne réunit guère que des lycéens des autres établissements et les militants révolutionnaires. A part ce soutien tardif, les élèves de Sarrail se sont battus seuls contre un ennemi plus expérimenté et mieux organisé qu'eux. Seule victoire : deux extincteurs ; par contre, les portes continuent toujours à s'ouvrir à l'intérieur comme à Saint-Laurent-du-Pont.

Seulement, les lycéens qui ont fait grève parce qu'ils ne voulaient pas « vivre comme des chiens » risquent de ne plus accepter aussi docilement qu'on leur apprenne leur condition de futurs exploités.

dans les hôpitaux

COMMENT ON SOIGNE DANS LES HOPITAUX PARISIENS

L'HOPITAL Vaugirard, à Paris, dans le 15e arrondissement, est un des plus petits hôpitaux de Paris, environ 250 lits. Il y a deux services et les bâtiments sont relativement neufs. Mais là comme ailleurs, les malades sont soignés dans la mesure du possible, c'est-à-dire plus ou moins mal, par manque de personnel, manque de qualification, manque de place, manque de matériel, etc.

A propos du manque de place et de matériel, il n'est pas rare de trouver des malades passant toute une nuit sur une chaise, aucun lit n'étant libre au moment de leur admission. Si le malade a la chance de trouver une place, ce sera bien souvent sur un brancard, c'est-à-dire un lit installé dans un couloir, en plein courant d'air, exposé aux allées et venues, aux bruits divers, à la lumière dans les yeux toute la nuit. Un simple paravent l'isole des visites ; la feuille de température est collée au mur, faute de pancarte ; les vêtements entassés sur une chaise, faute de vestiaire. Et, pour lutter contre l'insomnie, le malade a toujours la ressource de chasser les cafards, les insecticides, inefficaces et nauséabonds, n'étant passés que tous les mois en période faste, tous les deux mois le plus souvent. Quant au ménage, il est fait à toute vitesse, par un personnel insuffisant et surmené.

Manque de personnel

Le personnel manque, c'est presque une banalité de le dire, mais il y a pire : il est utilisé en dehors de ses possibilités et de ses compétences, faisant courir des risques graves aux malades.

Ainsi on a vu récemment une agent, embauchée depuis trois mois, affectée, de garde, comme soignante responsable d'une salle, et qui était convaincue que tous les médicaments dont la terminaison est « x », sont des somnifères...

Il y a plus grave : un jeune d'une vingtaine d'années est admis, il a l'air plus ou moins clochard, il est sale, on décide de lui donner un bain avec de la potasse ; l'agent qui en est chargé ignore les doses, elle le fait, le jeune homme meurt de ses brûlures quelques jours plus tard, sa peau étant restée collée aux draps à la suite de ce bain. Ceci est resté secret, bien sûr, la cause de la mort n'ayant pas été inscrite par le médecin.

Une nuit, un agent hospitalier est seul dans une salle ; il doit surveiller un malade sous contrôle d'un appareil pour troubles cardiaques ; il ignore tout, non seulement de l'appareil, mais des troubles normaux ou anormaux ; les choses lui semblant aller mal, il veut appeler l'interne ; il est seul, il ne le peut donc pas, le malade meurt.

Une autre nuit, un agent est seul pour trente-huit malades ; un malade tombe de son lit, on le retrouvera mort quelques heures plus tard.

On pourrait probablement multiplier ces exemples à l'infini ; la plupart du temps ils demeurent inconnus, l'Administration étouffant la chose, bien entendu, et peu de familles ayant la possibilité de porter plainte, d'autant plus que les médecins eux aussi ferment les yeux.

Et manque de matériel

Quant au matériel, il est pratiquement inexistant : par exemple, on donne pour une semaine, 10 litres d'alcool pour 120 malades environ alors qu'il en faudrait au minimum trois fois plus ; quand il n'y en a plus : on désinfecte avec de l'alcool camphré ou avec des dilutions incroyables ; il y a 10 thermomètres pour 38 malades ; on court après les potences à perfusion ; il y a une seringue pour les lavages de vessie pour trois salles et il faut attendre qu'elle soit de nouveau stérilisée pour la réutiliser ; il y a des matelas alternating (pour lutter contre les escarres des immobilisés), mais les moteurs, envoyés en réparation, reviennent quand ils le peuvent, c'est-à-dire qu'on laisse la plupart du temps les malades sans ce matelas.

Quant au linge utilisé, il vaut peut-être mieux n'en pas parler : les draps sont sales, déchirés, insuffisants ; on ne met pas (car cela fait défaut) d'enveloppe plastique aux oreillers de ceux qui bavent ; les oreillers sont donc souillés, tachés et... réutilisés ; les torchons faisant défaut, ce sont des taies d'oreiller que l'on met sur les plateaux à pansements et quand les taies font défaut ? On s'en passe, on les laisse au delà de toute limite de saleté.

On pourrait peut-être croire qu'un tel tableau des conditions de soin dans les hôpitaux est exagéré. Malheureusement non. Et pourtant Vaugirard est neuf et propre par rapport à St-Louis par exemple, et Paris est très bien nanti par rapport à la province. Alors on imagine aisément comment des scandales tel que celui qui a éclaté à Clermont-Ferrand peuvent se produire.

Correspondant L.O.

A NECKER :

DES BATIMENTS NEUFS MAIS PAS CONÇUS POUR SOIGNER

L'ASSISTANCE Publique a pu obtenir des crédits importants pour la clinique de néphrologie et d'urologie de l'hôpital Necker.

Dans ces bâtiments flambant neuf où on pourrait croire que tout marche à merveille, on ne s'est nullement préoccupé du bien-être des malades et du personnel. Par exemple, les malades ont des insomnies dues au chauffage par le sol, déshydratant et excessif.

D'autre part, le personnel est toujours à la recherche du matériel, dispersé à tous les azimuths, tout au long d'interminables couloirs !

Les infirmières sont aussi à la recherche de leurs malades qui sont bien dissimulés dans ces chambres conçues pour le « tape à l'œil » et non pour une surveillance efficace. Depuis quand se rend-on compte de l'état d'un opéré dont on ne peut apercevoir par la porte que les orteils ?

Et, véritable entorse à l'hygiène la plus élémentaire, les plafonds sont ornés de moulures peut-être d'un très bel effet mais qui sont de véritables nids à microbes.

Un bâtiment neuf et « moderne », mais qui n'apporte pas pour autant de meilleures conditions de travail au personnel, ni de meilleurs soins aux malades. Et ceci dans le service du professeur Hamburger, qui se veut le modèle des services de néphrologie de France.

Que doivent être les autres !

(Correspondant L.O.)

BELFORT :

LES ESCLAVAGISTES MODERNES

Dans le territoire de Belfort-Montbéliard, comme partout en France, fleurissent les entreprises intérimaires. A Belfort, l'une d'elles, la NOTA, s'est récemment distinguée en licenciant massivement des travailleurs de Peugeot. En effet, le 19 mars, 43 travailleurs en majorité d'origine étrangère, loués par NOTA à Peugeot-Sochaux, étaient licenciés sans préavis et jetés à la rue. Le jeudi 19 mars ces travailleurs trouvent leur chambre (Hôtel - Peugeot - Alsthom d'Offemont) vidée, les matelas dehors, plus de draps, plus de couvertures, mais par contre y trouvent les flics qui les font déguerpir.

Le patron de NOTA vient de « liquider » suivant son propre mot à nouveau 9 autres travailleurs 2 jours après. Il prévoit d'en licencier 10 le 2 avril puis le « reste » le 10 avril. En tout une soixantaine d'ouvriers.

En toute impunité donc, ce marchand d'hommes se joue des droits les plus élémentaires des travailleurs, de leur logement, de leur emploi. Et malgré une promesse de l'Inspecteur du Travail d'attaquer le patron de NOTA et d'empêcher « les autres travailleurs de signer chez NOTA », la liste des travailleurs jetés à la rue ne sera certainement pas close (bien que l'Alsthom promette d'embaucher certains des licenciés).

Des entreprises comme NOTA ont pignon sur rue dans notre région et bénéficient des appuis de Peugeot et Alsthom pour qui elles travaillent directement. Peugeot, dévoreur de main-d'œuvre a besoin de bras et n'hésite pas à se fournir chez des négriers notoires.

Toutefois, une campagne d'information a été organisée. Un tract intitulé « les nouveaux esclavagistes » a été diffusé largement à la population ; ce tract signé par la CFDT, le SGEN, l'AFCAAFI, Lutte Ouvrière, le PSU, le Secours Rouge, le CAL n'a d'ailleurs pas reçu le soutien de l'U.D. CGT ; les bureaucrates en l'occurrence ont montré une fois de plus qu'ils se souciaient avant tout de combattre les gauchistes plutôt que de défendre les travailleurs (« ils veulent tout casser à la NOTA » dixit le responsable CGT).

Toujours est-il que la campagne d'information qui débute a eu le mérite de dénoncer un scandale. Elle a permis aux travailleurs immigrés, nombreux dans la région, de se serrer les coudes face aux menées anti-ouvrières de NOTA, Peugeot, et Cie

Correspondant L.O.

DIJON :

NOUVEAU DEBRAYAGE A LA BOURGOGNE-ELECTRONIQUE

Après un débrayage mercredi 17 mars suivi par 200 à 300 travailleurs et travailleuses (sur les 2.000 que compte l'usine), il avait été décidé d'envoyer une délégation massive à Paris (Voir L.O. n° 134).

En fait, rien ne fut obtenu ; le seul point positif fut l'accueil que reçurent les travailleuses de la B.E. par leurs camarades de Montreuil qui, à leur arrivée, avaient débrayé unanimement.

Comme prévu, le lundi suivant, à 7 h 30, après la réunion d'information de l'équipe du matin, la grève fut décidée par une centaine de travailleurs et travailleuses.

Les grévistes passèrent dans les ateliers le matin et l'après-midi pour faire débrayer tout le personnel. Dans la majorité des ateliers, ils furent très peu suivis.

Pourtant les grévistes étaient décidées à tout entreprendre pour que leurs camarades (les non-chômeurs en majorité) les rejoignent dans la lutte. Aux changements d'équipes, les grévistes avaient distribué un tract rappelant à celles qui ont du travail en ce moment que les grévistes ne pouvaient gagner seules, que le chômage partiel les menaçait de la même façon, qu'une lutte d'ensemble des travailleurs était nécessaire pour vaincre.

Malgré leur dynamisme et leur combativité, les ouvrières en grève n'entraînèrent que peu de monde derrière elles. Le mardi matin, loin d'avoir perdu le moral, elles continuèrent à passer dans les ateliers, mais toujours sans beaucoup de succès.

Le mardi après-midi, tout le monde se rendant compte que cette grève minoritaire, isolée, ne pouvait faire reculer le patron, on décida la reprise du travail pour le lendemain et un meeting intersyndical pour la sécurité de l'emploi le jeudi soir à 18 heures.

Ce meeting fut peu suivi, seul le noyau des grévistes les plus combatifs y assista. De plus, organisé par les directions syndicales sur le thème du chômage dans la région dijonnaise, il fut terne et n'ouvrit aucune perspective.

Ce mouvement de grève à la B.E. est donc un échec, car rien n'a été obtenu sur les revendications exigées (plus de chômage partiel, paiement intégral des jours chômés, informations précises sur le sort de l'usine...). D'autre part, la minorité (en général des ouvrières en chômage partiel) qui a fait grève, s'est trouvée isolée, et aucune action n'a été envisagée pour l'avenir.

La direction de la CGT porte une part de responsabilité dans le peu de succès de la grève. Ainsi, le lundi matin, un tract du PCF fut diffusé à l'entrée de l'usine, disant qu'il ne fallait pas de mouvement d'ensemble, que cela « coûtait cher », mais qu'il fallait des petits débrayages, des pétitions, des délégations... pour faire aboutir les revendications !

(Ph. L.O.)

Le ton était donné : la plupart des responsables CGT de l'usine furent inexistants ou presque dans cette grève. N'en a-t-on pas vu même continuer à travailler !

Malgré cet échec, les travailleurs de la B.E. ne peuvent en rester là. Devant le chômage qui s'accroit sur toute la région dijonnaise, devant la détérioration de la situation à Bourgogne-Electronique, il faut continuer la lutte, préparer un mouvement des travailleurs, chômeurs ou non-chômeurs, pour arracher au patronat des garanties de salaires, de reclassement et une réelle sécurité de l'emploi.

Correspondant L.O.

UNELEC (Vierzon) :

UN SUCCÈS... QUI AURAIT PU ÊTRE PLUS IMPORTANT

(Ph. L.O.)

LES travailleurs de l'UNELEC (Vierzon) ont repris le travail le 24 mars après 15 jours de grève. Beaucoup sont rentrés avec l'impression d'une victoire ; mais de nombreux jeunes et les plus combatifs sentirent tout au long de l'action qu'il était possible de faire mieux. Sans parler de la manière dont s'est effectuée la reprise qui a profondément heurté l'ensemble du personnel.

Si au début de la grève certains militants du PCF parlaient d'attendre après la période électorale, il fut clair, devant la combativité des ouvriers, qu'il fallait adopter une autre tactique. Alors on parla de la « non politisation », ce qui permit entre autres, de s'opposer à la création d'un comité de grève et de se refuser à étendre le mouvement aux autres entreprises. Pour accréditer cette thèse de la « non politisation », des militants du PCF allèrent jusqu'à déchirer leurs propres affiches (et celles de L.O., bien sûr) devant le piquet de grève.

Mais malgré le frein mis sur les initiatives des plus combatifs, le climat restait à la fermeté. C'est ce que prouva l'assemblée du personnel du lundi 22 mars puisque devant la Direction, la majorité de l'entreprise se regroupa aux côtés des grévistes, signifiant par là qu'elle entendait poursuivre l'action. Le patron venait pourtant de lâcher une grille de salaire qui remontait de 20 % certains bas salaires et qui représentait une augmentation notable pour une bonne partie du personnel.

Or deux jours plus tard, dans la soirée, c'était le coup de théâtre. Des camarades qui venaient prendre leur tour de piquet pour la nuit lurent sur les portes de l'entreprise que la grève était terminée et qu'un accord était signé.

Que s'était-il passé ? Eh bien les responsables syndicaux avaient obtenu un échelon supplémentaire (2 % environ) pour 120 ouvriers qui n'étaient pas touchés par la grille et avaient décidé que le personnel ne pouvait qu'être content de cet accord. Donc, pas d'assemblée du personnel, pas d'information. Il a fallu deux jours pour que l'ensemble du personnel rentre dans l'usine. A la Bourse du Travail où les responsables CGT ont accueilli avec froideur pendant toute la grève les ouvriers de l'UNELEC, on respirait !

C'est la première fois qu'à l'UNELEC le patron est contraint de céder lors d'une grève (mis à part mai 68), aussi tous ressentent l'impression d'un succès, et c'en est un. Mais la manière dont s'est terminée la grève, la manière dont elle a été menée, lui donne un goût amer pour de nombreux ouvriers qui ont été sans cesse à la pointe du mouvement.

Correspondant L.O.

EN HAUTE-LOIRE :

Après six semaines de grève au groupe Servanton

A la suite de la grève de 42 jours aux usines Teyssier (voir « L.O. » numéro 134 « En Haute-Loire les piques bœufs se révoltent ») une réunion de la commission paritaire a eu lieu le 17 mars pour discuter des revendications des ouvriers. Quels en sont les résultats ?

Tout d'abord, les salaires seront augmentés de 7 % de janvier à avril. Les 22 ouvriers licenciés seront réintégrés dans le cadre de la rentrée échelonnée. Celle-ci, initialement prévue sur 3 mois, ne durerait que quelques semaines. De plus, ne seront mutés à Saint-Etienne que les ouvriers qui le désireront.

Pour le reste, Servanton n'a fait que des promesses. Ainsi le retour aux horaires précédents se ferait progressivement d'ici la fin de l'année. En attendant une dotation exceptionnelle (dont le montant n'est pas encore connu) serait versée au C.E. pour qu'il la redistribue afin de compenser à 100 % les heures chômées. De plus, le C.E. recevra un budget alors qu'il n'en avait pas jusqu'à présent.

Le travail a repris, mais ce n'est pas la tête basse, et la combativité à l'usine de Ste-Sigolène n'a pas diminué. Dernièrement, le patron ayant oublié de venir discuter un soir à 18 heures, les ouvriers ont immédiatement arrêté les machines et le lendemain matin la réunion avait lieu. A Ste-Sigolène on est prêt à reprendre la lutte si Servanton tentait de ne pas tenir ses promesses.

FEUILLETON

La paix

de

Ernst GLAESER

(Editions Rieder — Presses Universitaires de France)

29

RESUME

L'action se déroule à l'automne 1918 dans une Allemagne qui sort vaincue de la première guerre impérialiste.

Le héros et narrateur, un jeune lycéen issu d'un milieu bourgeois, se lie d'amitié avec son précepteur Aldeberg König, dirigeant spartakiste local et fervent propagateur des idées socialistes.

Pendant ce temps, tout à leur joie de voir la boucherie finie, les soldats rentrent au pays et se constituent en Conseils comme les ouvriers de l'arrière. Toutefois si l'Empereur a été chassé, la jeune République allemande des ouvriers, des soldats, des paysans n'en est pas moins aussi celle des bourgeois. Le patronat qui a été ébranlé reprend confiance.

Dans l'ombre, la bourgeoisie qui, après avoir été pour la guerre, vient de se découvrir pour la paix, prépare une rentrée politique dont le prolétariat doit faire les frais. Pour elle le mot d'ordre est la paix et les affaires, la paix pour reprendre et développer les affaires, et donc l'écrasement des ouvriers révolutionnaires.

Ceux-ci sont isolés dans la masse des ouvriers et soldats qui lâchent la proie pour l'ombre, le socialisme pour la paix. Le moment de l'affrontement entre la bourgeoisie et les révolutionnaires est arrivé.

Le père du narrateur, officier du front, vient de rentrer dans ses foyers. D'autres officiers et lui s'apprêtent à « faire leur devoir ». La chasse sanglante aux ouvriers révolutionnaires va pouvoir commencer.

Dans la ville de D..., les troupes contre-révolutionnaires ont commencé l'assaut contre les Spartakistes. Adalbert Konig est arrêté.

Le Freiherr était demeuré seul et sans surveillance, devant la table. Il portait son ancien uniforme et son monocle. Deux officiers s'approchèrent de lui, portèrent la main au képi avec un léger mouvement de tête auquel le Freiherr répondit de la même manière ; puis les officiers le prièrent de les suivre.

Ils l'escortèrent fort courtoisement à travers la salle d'attente vers une chambre contiguë à l'ancien salon du prince.

Lorsque le Freiherr se fut assis, ils posèrent, sans mot dire, un browning sur la table et le quittèrent sans le regarder.

Je m'étais assis à la table de mon père ; les plaisanteries de Hasselhorst l'avaient tiré de son assoupissement. Il était légèrement gris et s'enquérait continuellement de l'heure du prochain train.

— On ne part pas, fit Hasselhorst d'un ton de commandement ; on va maintenant arroser la victoire.

Et ils entamèrent une nouvelle bouteille. Une demi-heure plus tard, notre table était occupée par de jeunes officiers. Ils buvaient du schnaps et de la bière et s'esclaffaient aux récits de guerre d'Hasselhorst. Bientôt on n'entendit plus que des obscénités. C'est ainsi que j'appris quelles orgies on avait faites avec les Juives de Wilna. Ensuite la conversation roula sur la Révolution et sur Bader.

— On dit qu'ils ont été effrayés de leur propre audace, dit Hasselhorst, moi, je trouve que ces salauds de spartakistes agissent avec bien plus de logique.

Un lieutenant d'état-major fit remarquer que Bader avait pris contre les spartakistes des mesures autrement plus sévères que celle des gens d'Adalbert König.

Un autre lieutenant ajouta :

— Je serais curieux de savoir comment ces gaillards-là vont nous remercier de les avoir tirés du pétrin. Sans nous, toute cette canaille était f... et les spartakistes gagnaient la partie.

— Comment ils vont nous remercier ? dit Hasselhorst en riant. Ils vont nous garder. Aujourd'hui même je me suis entendu avec Bader pour la formation d'une troupe permanente en vue des prochaines élections. Nous resterons donc ensemble, messieurs, et nous ne quitterons pas nos fusils. C'est entendu ?

Alors un jeune lieutenant leva son verre et s'écria :

— Vive la République.

Tout autour de la table les éclats de rire fusèrent à la faire trembler.

A cet instant, l'adjudant qui avait emmené Adalbert König à la caserne des uhlans, s'approcha de la table en délire, fit le salut et se mit au garde-à-vous.

— Eh bien, Strecker, que se passe-t-il ? demanda Hasselhorst.

— Mon commandant, le transport n'a pu être effectué.

Le sous-officier eut une grimace. Ses gencives rouges tranchaient horriblement sur le gris de son uniforme et de son casque d'acier.

— Faites votre rapport, dit un officier.

— Nous avions parcouru à peu près cinq cents mètres et nous nous trouvions à mi-hauteur de la place d'armes, quand un groupe de gardes nationaux composé en grande partie de chasseurs, força notre voiture à stopper. Je criai : « Au large ! » Mais les gardes répondirent : « Qu'est-ce que vous transportez là, camarades ? ». Ils pensaient que c'était du schnaps ; ils avaient tous, du reste, une assez forte cuite. « Ce n'est pas du schnaps, leur dis-je pour les dégriser, c'est un spartakiste ». Alors ce furent des hurlements de joie, des ioulements frénétiques comme si on leur avait distribué la meilleure des eaux-de-vie : « Quel spartakiste ?» criaient-ils en se pressant autour de l'auto. Je dis le nom du prisonnier. Alors ils se mirent à hurler comme des sauvages : « Donne-le ! » et essayèrent aussitôt d'escalader l'auto pour s'emparer du prisonnier. Tout le reste s'est déroulé en un rien de temps. Dès que le prisonnier comprit que les chasseurs voulaient le saisir et qu'ils essayaient de monter dans l'auto en criant : « A mort ! », d'un bond, il sauta par dessus la paroi de gauche. « Halte ! halte ! », criai-je, « halte », exactement comme il est dit dans les règlements. Quand il fut arrivé sous un bec de gaz et qu'il allait atteindre la Place d'armes plongée dans l'obscurité où il aurait facilement disparu, j'ai tiré. Il est tombé.

L'adjudant se tut et reprit la position du garde-à-vous.

— Qu'avez-vous fait du cadavre ? demanda un officier.

— Le cadavre ?... l'adjudant fit une grimace. Est-ce qu'on peut encore appeler ça un cadavre ? Quand il est tombé, les chasseurs se sont jetés sur lui. Ce qui restait du prisonnier, je l'ai fait mettre dans le hall aux marchandises.

— Bien ! dit un officier, demain vous ferez votre rapport par écrit !

— Oui, mon commandant dit l'adjudant et il s'éloigna.

Les officiers gardèrent le silence, les yeux fixés sur leurs verres.

— Imbécile de Jésus-Christ, va ! dit Hasselhorst. Si seulement il était tombé en de bonnes mains ! Du point de vue militaire, sa défense a été admirable.

Les officiers approuvèrent de la tête et burent à la santé de Hasselhorst.

Puis ils se mirent à raconter leurs souvenirs de guerre.

Quelques minutes après, un soldat s'approcha de la table et tendit un billet à un lieutenant. Ayant parcouru le papier, le lieutenant rougit et cria :

— Où avez-vous trouvé ça ?

— Le rittmeister me l'a donné pour que je le remette à Messieurs les officiers. Il m'a dit comme ça, qu'il ne pouvait malheureusement pas prendre part au festin, qu'il lui fallait absolument partir pour Berlin, qu'il envoyait ses salutations à messieurs les officiers et leur adressait en même temps ses remerciements pour...

— Va-t'en au diable !... s'écria le lieutenant et le soldat ne se le fit pas répéter.

Le lieutenant tendit le billet à Hasselhorst.

Celui-ci écarquilla les yeux et les veines de son front se gonflèrent. Tout à coup un rire fou s'échappa de son crâne cramoisi. Il se leva d'un bond :

— Mes enfants, cria-t-il, voilà bien la pire insolence qu'il m'ait été donné de lire depuis que je suis au monde.

Il tint le billet devant lui et lut :

« Très honorés camarades, de l'autre bord !

« Je croyais à la Révolution allemande. Elle a fait faillite, trahie par un homme sans foi ni loi et d'esprit borné : M. Bader. Par votre bravoure éprouvée et votre habile stratégie vous avez assuré le salut de la bourgeoisie allemande pour une génération tout au moins, et conservé la nation au capitalisme et au mercantilisme. Victimes de vos préjugés de caste, vous avez jugé bon de remettre mon sort entre mes propres mains.

Vous verrez par ce billet que je n'ai pas voulu employer votre méthode de quitter ce monde. Elle ne diffère du reste de la méthode ordinaire que par l'attitude que vous vous donnez. J'ai préféré conserver la vie. Vous avez magnifiquement étranglé la Révolution. L'Etat des bourgeois et des marchands vous payera ce service, mais le peuple allemand, ce peuple merveilleux et balourd, conservera dans ses récits, non la mémoire de vos noms, mais celle de vos actes ; il vous associera dans son esprit, vous, mes camarades du front, aux marchands et aux mercantis qui depuis des siècles empoisonnent le pays. Vous auriez dû, comme moi, vous rallier à la Révolution. Vous vous fussiez ainsi épargné la mesquinerie de votre existence à venir, la dégradation des vertus viriles telle que vous la prépare cette dictature d'une démocratie de marchands. Et pourtant, je vous remercie de m'avoir permis de sauver ma peau. D'ici quelques heures j'aurai quitté l'Allemagne. Vous, vous resterez dans ce pays, où je ne vous envie pas de devoir vivre dorénavant.

Je vous salue,

Freiherr v. B.

P. S. — Je me permets d'emporter le browning. Les chemins sont peu sûrs. Ce serait vraiment un manque de goût impardonnable que de laisser ma peau à un coin de rue et de rendre l'âme au milieu d'un troupeau de petits-bourgeois pris d'un accès de rage ».

— Nom de nom de D... ! hurla Hasselhorst. Puis il s'assit et but.

—Tonnerre de tonnerre ! cria-t-il encore après un court silence en reprenant son verre.

Les officiers se taisaient.

Hasselhorst se leva. Sa figure était congestionnée, cramoisie.

— Camarades, cria-t-il, je n'ai de ma vie ouï pareille énormité. Cette canaille utilise pour déserter lâchement le moyen que nous lui avions donné de mourir le plus honorable pour ses opinions ! Quand un homme, dans un moment de démence se fait spartakiste et parle comme s'il était Jésus-Christ, eh bien, on le tue, parce que c'est une folie que de vouloir penser comme Jésus-Christ, une sublime folie ; mais quand un monsieur comme celui-là prend la fuite, je lui crache au visage, je lui crache trois fois au visage, messieurs !

Et Hasselhorst cracha trois fois par terre.

— C'est ça la noblesse allemande, hurla-t-il, pourquoi donc n'a-t-il pas crevé en défendant ses idées, quand ses idées ont fait faillite ? C'eût été plus propre. Allez !

Hasselhorst s'assit. Les officiers, sans articuler une parole, se passèrent le billet.

Tout à coup un jeune lieutenant éleva la voix et dit doucement avec une parfaite simplicité :

— Je trouve que le Freiherr n'a pas tort...

— Quoi ? Hasselhorst bondit, les yeux hors des orbites.

— Voyez-vous mon commandant, dit l'officier en enlevant son casque, je me demande souvent pourquoi nous combattons. Les spartakistes prétendent qu'il est de leur devoir de supprimer la société capitaliste. Y a-t-il un de nos camarades ici présent qui soit satisfait du régime capitaliste ? Or, nous aidons ce régime à entrer dans une phase nouvelle, celle de la démocratie. Pourquoi ? Parce que nous aimons ce régime ? Non, mon commandant, mais parce que nous avons pris l'habitude de combattre. Nous combattons, mais nous ignorons ce que veulent les spartakistes. Nous combattons parce qu'il nous faut un ennemi à combattre et, comme dans cette Allemagne d'après-guerre, les spartakistes se sont trouvés les seuls à avoir de l'énergie, alors que tout le reste n'était qu'une pâte informe, nous sommes partis

en guerre contre les spartakistes, c'est-à-dire contre les seuls qui valussent encore la peine d'être combattus. Eux, du moins, offraient une résistance. Mais maintenant que cette affaire est liquidée, je me demande pour quelle cause nous avons combattu. Pour l'Etat ? Pour la liberté ? Pour quoi donc ?

— Pour l'ordre ! hurla Hasselhorst qui bondit et frappa du poing sur la table. Pour l'ordre ! oui. Vous entendez ! pour l'ordre ! ! !

Le lieutenant voulut se lever, mais ses camarades le retinrent. Il éclata de rire :

—Le Freiherr a raison, s'écria-t-il, nous combattons pour l'ordre dont les marchands ont besoin pour mener à bien leurs petites affaires, mon commandant.

— Vous êtes ivre ! dit Hasselhorst en se rasseyant.

Les jeunes officiers essayèrent de calmer le lieutenant, qui partit d'un éclat de rire en disant :

— Croyez-moi, camarades, quand on réfléchit, on voit les choses d'un tout autre œil.

Les camarades l'incitèrent à boire et y réussirent. Ils burent à sa santé. L'un d'eux mit en cachette du schnaps dans sa bière et bientôt le jeune officier se mit à bredouiller, puis il chanta et s'endormit.

Hasselhorst engagea une partie de dés avec les autres officiers. Il était ivre et criait :

— Et dût même le ciel crouler, une chose est certaine : faut de l'ordre !

Vers six heures du matin, mon père, qui avait dormi tout le temps, réussit à quitter la table. Nous passâmes encore une heure à grelotter sur le quai avant d'avoir un train qui nous reconduisit chez nous.

XVI

Max Frey avait été arrêté peu après la reddition du Marstall. Les troupes l'avaient transporté avec d'autres prisonniers à la caserne des uhlans. De là, il avait été jeté en prison cellulaire à B... Trois mois après son procès s'ouvrait.

J'en suivis les péripéties dans les journaux qui firent beaucoup de bruit autour de l'affaire Max Frey.

Un fils de bonne famille, lycéen, et, au témoignage de ses maîtres, doué d'une belle intelligence et d'une grande indépendance d'esprit, sur qui on fondait les plus nobles espérances, s'était affilié aux spartakistes et avait pris une part active à leur putsch. Des titres en manchette signalaient ce cas inouï sur lequel on ne cessait d'épiloguer : « Jeunesse de guerre ». — « Un désaxé ». — « Un romantique dévoyé ». — « Excitation de mineur ». — « Un lycéen à la solde de Moscou ». — « Criminel par conviction ». — « Un communiste de bonne race ». Et dans les feuilles bourgeoises, qui peu à peu s'étaient ressaisies, on étudiait ce cas comme un phénomène psychologique sensationnel. Un pédagogue, connu pour ses idées libérales, plaida dans un article l'acquittement de Max Frey. Il prétendait que, malgré d'incontestables erreurs, ce jeune homme avait montré par ses actes un grand courage personnel, de même qu'une foi inébranlable en un idéal, chose si rare en cette époque troublée — idéal faux et certes condamnable — aussi, arguait-il de ce fait : l'Etat ne saurait avoir un intérêt quelconque à condamner à mort ce jeune homme ; au contraire, il avait le devoir de secourir ce brave garçon dans ses luttes de conscience, en lui épargnant l'infamie de la prison et en le confiant à un pédagogue expérimenté, qui certainement ferait bientôt de Max Frey un membre fort utilisable de la société bourgeoise.

Un pasteur répondit avec violence dans un des journaux de droite, qui peu à peu commençaient à hausser le ton. Il exigeait un châtiment exemplaire, non pas la prison, mais pour le moins la maison de correction. Le gouvernement Bader, renforcé et consolidé après les élections, par quelques bourgeois de gauche, s'intéressa même au cas. Il délégua au procès un observateur : le chef du personnel au ministère des Cultes.

Dans les familles, on faisait des paris sur le sort de Max Frey. Presque toutes les femmes demandaient sa condamnation, tandis que les hommes, surtout ceux qui étaient revenus du front, lui étaient favorables.

Les débats commencèrent. Au banc des accusés : dix-huit ouvriers, douze matelots et Max. Le procès dura dix jours. Max ne cessa plus d'occuper l'opinion publique et d'être un objet de discussions pour les bourgeois. Les ouvriers n'intéressaient presque personne. On savait à peine leurs noms et les journaux, dans les comptes-rendus du procès, ne donnaient que leurs initiales. Max Frey avait pour défenseur le plus célèbre avocat de la ville, qui s'était chargé bénévolement de la défense et qui, dans l'intérêt de son client, accordait d'interminables interviews qui remplissaient les journaux et rappelaient les romans d'aventure sentimentaux.

Tous les journaux publièrent le plaidoyer de cet avocat. Il parlait de la détresse d'une jeunesse dont la guerre avait troublé les idées générales, de l'état d'abandon dans lequel cette jeunesse avait grandi et des troubles psychiques qu'entraîne l'âge de la puberté.

« Quels n'ont pas dû être ces troubles chez un jeune homme livré à lui-même, sans un ami qui lui tînt lieu de père, à une époque où les regards de l'enfant ne voyaient qu'un monde dévasté par le fer et le feu... ?

« Et qui de nous, concitoyens, femmes et hommes, parents et éducateurs..., cria-t-il en étendant le bras dans la direction de l'auditoire, n'a pas connu de tentations pendant cette période critique de transformation physique, pendant ces troubles de la puberté ? Qui de nous a pu les écarter sans un très grand effort de volonté et sans l'aide de conseillers vigilants et d'amis expérimentés ? Alors, pourquoi jeter la pierre à un jeune homme auquel ses maîtres accordent tant de dons, qui fut longtemps livré à ses propres doutes, mais que seuls les terribles événements de l'époque ont fait dévier de la bonne voie et mis en conflit avec la loi ? Je le répète : qui donc aurait le courage de lui jeter la pierre ? »

« Silence impressionnant », notait l'auteur du compte rendu, après les paroles du grand avocat.

Puis il ajouta en appuyant sur chaque parole :

« Le procès qui se juge ici, ce n'est pas à ce pauvre garçon abandonné à lui-même et dont la vie est en jeu, que nous le faisons, ce n'est pas lui qui devrait comparaître devant la justice et être condamné, messieurs les jurés, concitoyens et concitoyennes, le vrai coupable, l'ennemi de toute civilisation et de toute moralité humaine, celui qui a détruit cette jeune vie... c'est le monstre hideux qui a nom : la « guerre ».

Ce plaidoyer du célèbre défenseur fut accueilli par un tonnerre d'applaudissements et (toujours d'après le compte rendu) le président dut menacer de faire évacuer la salle. Des dames de la bonne société offrirent des fleurs à l'avocat, son portrait figura dans tous les journaux, le directeur du ministère des Cultes lui tendit la main.

Après la brève réplique du procureur, le président donna la parole à Max Frey. Mais celui-ci refusa de parler, car, disait le compte rendu, il était très fatigué et malade.

Comme les ouvriers et les matelots avaient été jugés au cours de précédents débats, les jurés purent se retirer aussitôt pour délibérer.

Pendant une heure, dans les couloirs, l'avocat fut entouré par une foule enthousiaste.

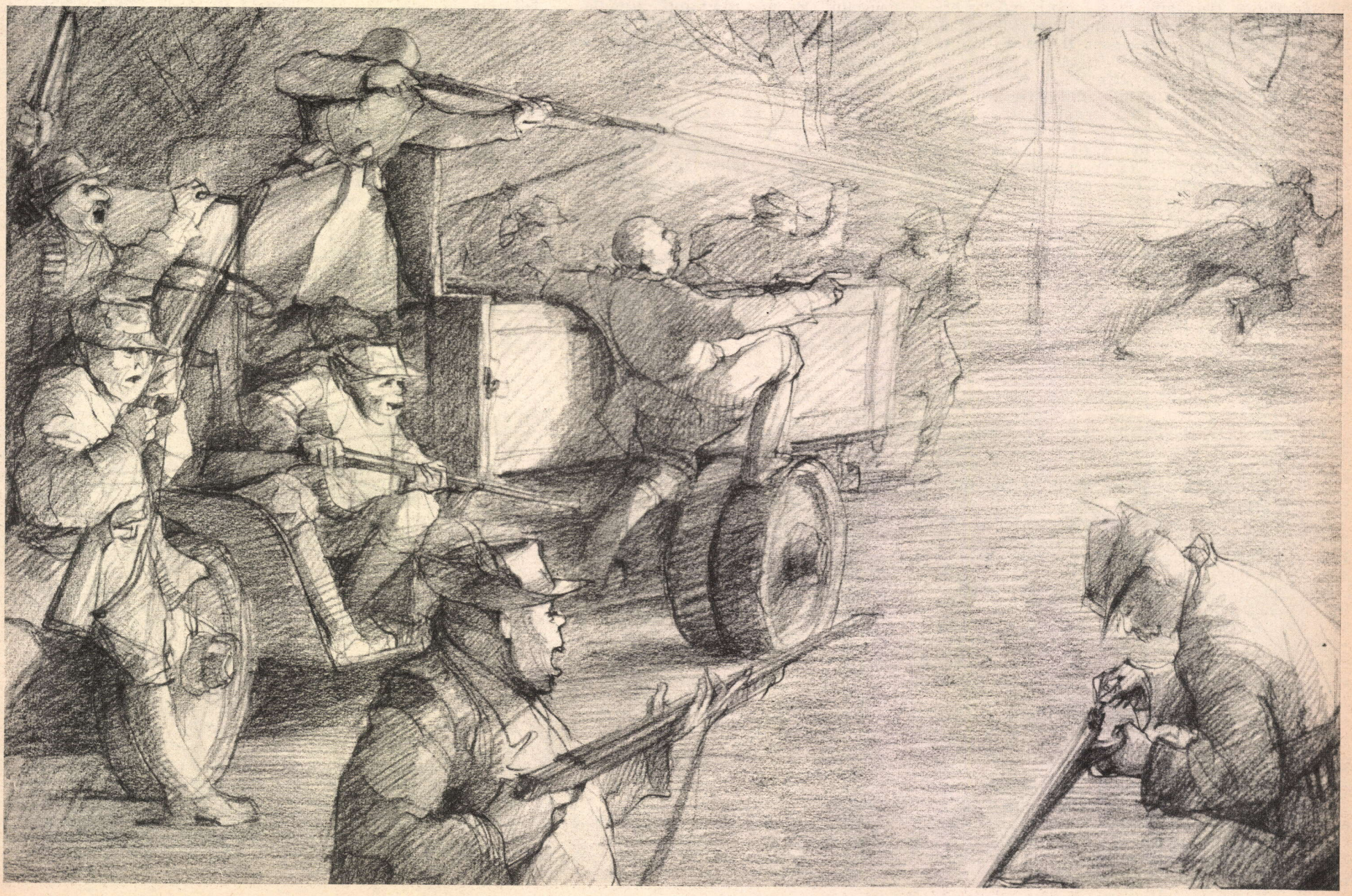
Enfin le tribunal rendit le verdict suivant. « L'élève Max Frey est reconnu innocent des crimes de haute trahison, de perturbation de l'ordre public et de vol. Il est condamné à cinq mois de prison pour résistance aux autorités et port d'armes prohibées. Considérant la jeunesse de l'accusé, sa bonne réputation et l'état de choses instauré par la Révolution qui foula aux pieds toute autorité légale, le tribunal a commué cette peine en une amende de six cents marks, d'une part et d'autre part à cinquante marks d'amende pour port d'armes prohibées. L'accusé sera immédiatement remis en liberté. »

Le compte rendu ajoutait que l'auditoire avait éclaté en applaudissements tels que le président avait été obligé de faire évacuer la salle et de conduire l'accusé sous escorte jusqu'au poste de police. Une heure plus tard, il était mis en liberté.

Dans les rues, de vives acclamations saluèrent le défenseur ; elles se prolongèrent longtemps encore.

A partir de cette phrase, le compte rendu du procès était imprimé en caractères ordinaires. On y lisait que dix ouvriers avaient été frappés d'une condamnation globale de trente-sept années de prison et que pour les huit autres ouvriers et les douze matelots, le total de la peine s'élevait à quarante-cinq années de prison.

(à suivre)



PENTECOTE 71

“ Ce sera votre fête ”

D'ORES et déjà, la fête que Lutte Ouvrière organise pour le week-end de la Pentecôte s'annonce sous les meilleurs auspices. Mme Soleil a prédit un temps magnifique et, forts de ce pronostic confirmé par Albert Simon, nous nous sommes attelés à l'organisation d'un rassemblement qui va réunir des milliers de lecteurs de notre journal, leurs familles, leurs amis.

Pour mener à bien une telle entreprise, nous ne pouvons compter que sur le dévouement de nos camarades, l'initiative de tous les sympathisants de Lutte Ouvrière et de tous ceux qui, d'une manière plus générale, se sentent proches du combat que mènent les révolutionnaires socialistes dans ce pays. A cet égard, l'appel que nous avions lancé il y a quelques semaines dans les colonnes de ce journal n'est pas resté sans échos. De grandes vedettes ont promis leur participation, ainsi que des troupes de théâtre, des guitaristes, des artistes de toutes spécialités. Il y aura aussi des orchestres à la fête de Lutte Ouvrière : les jeunes auront de la musique pop et de la danse, les moins jeunes trouveront une musique plus adaptée à leurs goûts, et les tout jeunes pourront s'amuser dans une aire de jeu spécialement aménagée pour eux. De 7 à 77 ans, tous seront donc assurés de passer un excellent week-end à la fête de Lutte Ouvrière.

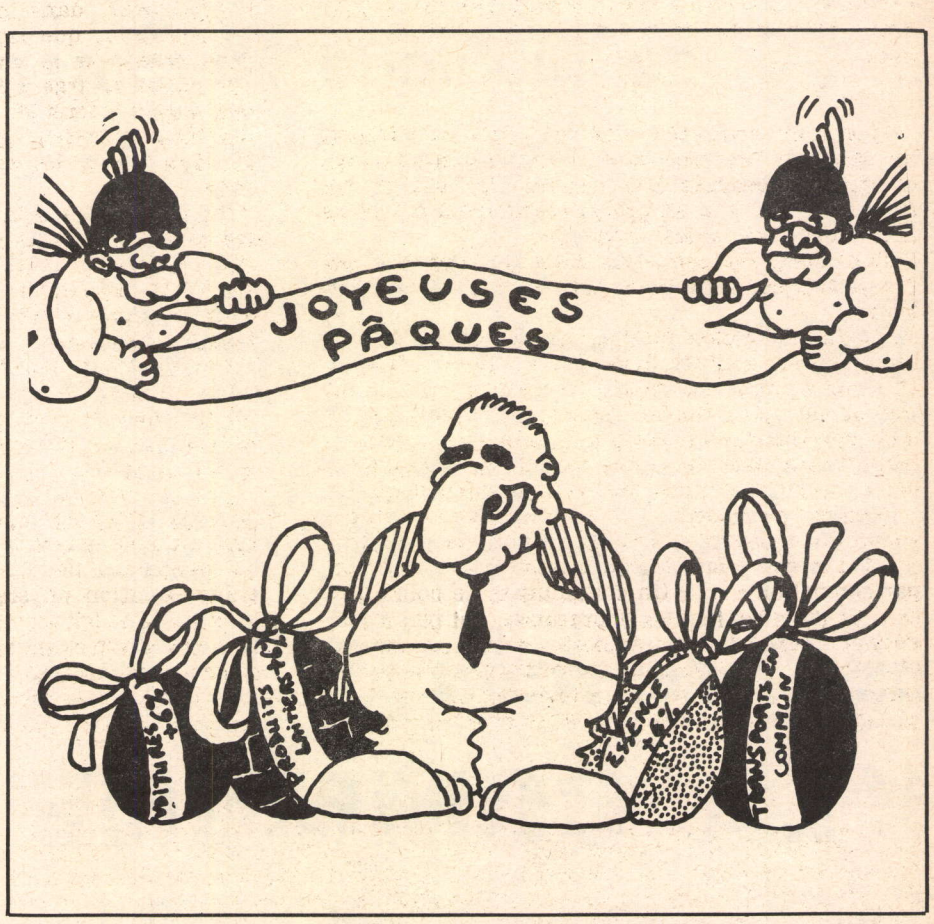
Le lecteur, même celui qui est habituellement inattentif, aura remarqué une énorme lacune dans l'énumération des distractions de la fête : les nourritures terrestres. Rassurons-le ! En bons matérialistes, cette partie de la fête a été l'objet de tous nos soins. Certes, il ne faudra pas s'attendre à découvrir des recettes qui auraient fait la joie de Curnonski, et M. La Reynière trouverait certainement quelque chose à redire sur la qualité du service. Cela dit, nous sommes convaincus que tous nos amis se satisferont des poulets, beefsteacks, brochettes, sardines grillées, frites, pâtisseries, fruits, glaces et boissons qui leur seront proposés.

Enfin, est-il besoin de le souligner, la fête organisée par Lutte Ouvrière n'aura aucun rapport avec ces kermesses commerciales dont le seul but est de soutirer le maximum d'argent à ceux qui viennent s'y délasser un peu. Le cinéma, les pistes de danse, le théâtre, les spectacles de variétés, l'accès à la majorité des stands seront compris dans le prix d'entrée à la fête. La nourriture sera vendue très bon marché : 2 francs pour un steack, 2 francs 50 pour un quart de poulet, 1 franc pour les glaces, boissons et pâtisseries.

Tout a donc été prévu pour qu'il soit possible de passer une excellente journée à la fête de Lutte Ouvrière avec un budget de 30 francs qui permettra de couvrir les frais du transport, le prix d'entrée à la fête et la nourriture. Bien entendu, ceux que la nature a doté d'un appétit particulièrement solide, ceux qui voudront acheter des livres, brochures, posters ou autres objets qui seront mis en vente, ceux qui viendront, comme nous l'espérons, pendant les trois jours que durera la fête, devront compter avec un budget plus élevé. Tous pourront cependant bénéficier d'une réduction de 20 % s'ils achètent les vignettes que nous mettons en vente jusqu'au 15 mai. Un carnet de vignettes, rappelons-le, est vendu 4 francs et sa valeur nominale, donc son pouvoir d'achat, est de cinq francs. Dépêchez-vous d'en acheter pour vous, et d'en vendre à tous ceux que vous allez amener à notre fête !

Disons pour terminer à tous ceux qui viendront en famille que l'entrée de la fête et le transport en car de Paris à la fête seront gratuits pour les enfants.

Lutte Ouvrière.



LE DOIGT SUR LA GAZETTE...

Madame Soleil a trouvé un compagnon

Mme Soleil a trouvé un compagnon, en tout bien tout honneur bien sûr, puisque leur rencontre se situe dans les pages de France-Dimanche. Union féconde s'il en est, car à eux deux, ils ne « remplissent » pas moins de trois pages de l'illustre hebdomadaire.

Ils ont chacun leur spécialité : Mme Soleil, pour le cœur, M. Chance, pour le tiercé.

Enfin, pour les inquiets, les ceusses qui touchent du bois, croisent les doigts devant un chat noir ou se font renverser par les voitures plutôt que de passer sous une échelle, il y a la grille porte-bonheur, elle aussi fait gagner au tiercé. Si avec tout çà vous n'êtes pas vernis, c'est que vous êtes sceptique, gauchiste associal.

Page QUATORZE — N° 1282 - FRANCE DIMANCHE

VOS PROBLÈMES DE CŒUR par Mme SOLEIL

Les consultations de Mme SOLEIL

Comme si elle vous recevait chez elle

M. CHANCE vous aide à...

CAPRICORNE

BALANCE

VERSEAU

" L'Opium et le Bâton "

de Mouloud Mammeri

(collection " Presse-Pocket ")

Quand l'impérialisme français avait son Vietnam. (Ph. A.F.P.)

LA guerre d'Algérie ? « Connais pas ! » *répondront certainement aujourd'hui les jeunes de vingt ans. La guerre d'Algérie, en effet, c'est du passé. Maintenant, il y a le Vietnam, le Cambodge, le Laos... Et l'impérialisme français, malgré les efforts qu'il déploie au Tchad, n'est plus en mesure aujourd'hui de rivaliser avec l'impérialisme U.S.*

Mais il y a seulement une dizaine d'années, la France dite « démocratique » et « républicaine » avait son Vietnam : l'Algérie. Un vrai Vietnam que nous remet en mémoire « L'opium et le bâton », le roman de Mouloud Mammeri, édité récemment dans la collection « Presses-Pocket ».

Certes, le roman de Mammeri n'est pas un roman « politique ». Du moins dans la mesure où il n'est nullement question dans ses pages des buts et perspectives des combattants du F.L.N. A vrai dire, l'auteur, qui réagit avant tout sentimentalement, est très en deçà de toute compréhension politique. De même d'ailleurs que son héros, le docteur Bachir Lazrak, emporté par la force des choses à choisir le camp du F.L.N., et qui, dans les rares moments où il tente de réfléchir, sombre dans la philosophicaillerie pompeuse et snobinarde de n'importe quel intellectuel de gauche bien de chez nous. (A ce propos, un conseil au lecteur : ne vous laissez surtout pas décourager par les premières pages du roman : ce sont de très loin les plus indigestes, et elles en donnent une bien piètre image.)

Malgré ces quelques réserves, « L'opium et le bâton » *vaut vraiment la peine d'être lu. Car ce qui sauve l'auteur et son livre, c'est que justement il ne cherche pas à faire de politique — au sens étroit du terme —, mais qu'il s'attache à nous faire revivre la guerre d'Algérie de l'intérieur, telle que l'ont vécue les habitants d'un petit hameau de Kabylie, Tala, livrés à la bêtise, la hargne et la sauvagerie des militaires français.*

Tala, c'est un des nombreux et obscurs « Song-My » algériens. Terreur, ratissages, interrogatoires et tortures... Dans de telles conditions, rien d'étonnant à ce qu'il n'y ait plus de population dite « civile », et que tous les villageois deviennent combattants de l'un ou l'autre camp — en fait du camp F.L.N., mise à part la poignée de lâches qui « ont vendu leur âme aux chrétiens ».

La guerre d'Algérie fut vraiment une guerre contre tout un peuple. Guerre acharnée et barbare qui s'achève à Tala par la destruction de tout le village.

Actuellement, les chiens de garde de l'impérialisme français que sont les Pompidou et consorts n'hésitent pas, à l'occasion, à réprouver timidement, au nom de la morale, les crimes de l'impérialisme U.S. au Vietnam. Le livre de Mouloud Mammeri a le grand mérite de nous rappeler tout ce que ces belles phrases dissimulent d'hypocrisie. Elles dissimulent tout simplement le fait qu'il n'est plus le temps où l'Armée française pouvait encore se payer le luxe de « casser du Viet » ou de « casser du fellouze » !

Michelle **VERDIER.**

UNE REEDITION

" LA COMMUNE DE 1871 "

de Charles Talès

(éditions Spartacus)

Des Communards survivants venus à Moscou en 1921 pour le cinquantième anniversaire de la Commune. (Ph. Viollet.)

LES éditions « Spartacus » viennent de rééditer cet ouvrage, publié pour la première fois en 1921, par la « Librairie du Travail ». On ne peut que s'en féliciter. Tous ceux qui veulent, en cette année du centenaire de la Commune, connaître mieux ce grand mouvement de la classe ouvrière parisienne, liront avec profit cette histoire de la Commune que Talès nous conte avec passion, et — ce qui ne gâte rien — avec concision.

Cet ouvrage est l'œuvre d'un révolutionnaire. C'est pourquoi Talès ne pêche nullement par complaisance, ne cherche nullement à embellir les faits. Il s'étend longuement sur les incohérences, les hésitations, la confusion et — il faut bien prononcer le mot — sur l'incapacité des dirigeants de la Commune, placés presque par hasard à la tête de ce que tout le monde — sauf la plupart d'entre eux — considérait comme une Révolution sociale et que les Versaillais de Thiers n'eurent de cesse de noyer dans le sang.

La classe ouvrière doit apprendre de ses défaites. De ce point de vue, l'ouvrage de Talès est précieux pour tous ceux qui s'intéressent à la Commune, non en historiens érudits, mais en militants, cherchant dans le passé du mouvement ouvrier des leçons pour leur action d'aujourd'hui.

Car, cent ans après, les leçons de la Commune, celles que Talès nous aide à tirer, sont plus actuelles que jamais : les pires ennemis de la classe ouvrière sont l'indécision, les hésitations dans ses propres rangs, l'absence d'une conscience claire de ses buts, les phraseurs et les réformistes qui prononcent d'un ton « révolutionnaire » des proclamations creuses qui remplacent l'action. En face, la bourgeoisie est armée, consciente de son but : écraser la classe ouvrière sous la mitraille, pour obtenir, quoi qu'il en coûte, la « paix sociale ». Si le prolétariat hésite, s'il n'est pas le premier à frapper, vite et fort, il est perdu.

Telle est la leçon que dégage Talès. En ne négligeant pas de décrire leurs fautes, il saisit la seule manière de nous faire comprendre et aimer ces combattants du printemps 1871, dont l'héroïsme suppléa autant qu'il était possible, la carence de leurs chefs.

La préface de Léon Trotsky, rédigée également en 1921 et connue sous le titre **« Les leçons de la Commune »**, garde toute son actualité : « il faut au prolétariat, dit Trotsky, un Parti Révolutionnaire, capable de mener jusqu'au bout l'offensive ouvrière, avec autant de décision que la bourgeoisie en met à défendre ses privilèges. Hors de cela, point de salut. »

On regrettera seulement que cette préface ait été reléguée à la fin du livre, remplacée au début par une nouvelle préface de Pierre Guillaume, dans laquelle celui-ci nous informe qu'il ne publie la préface de Trotsky **« que dans un intérêt documentaire »**, car il estime que ses conclusions **« ne sont plus d'actualité »**. En effet, selon Pierre Guillaume, l'échec de la Commune s'explique avant tout **« par les conditions de l'époque »**, et plutôt que de parler de construire un parti révolutionnaire, mieux vaut attendre que le prolétariat mûrisse spontanément : la révolution ainsi viendra d'elle-même !

Il est vrai que Pierre Guillaume n'est pas le premier à donner ce genre d'« explication ». Il rejoint ainsi tous ceux qui ont expliqué doctement, dans le passé, que **« les Communards ne devaient pas prendre les armes »** car **« les conditions objectives ne permettaient pas leur victoire »**. Mais il est triste de retrouver, cent ans après, de telles affirmations.

André FRYS

Cinéma

De Ken Russel

la symphonie PATHETIQUE

THE MUSIC LOVERS

SI vous n'aimez pas la musique de Tchaïkovsky, et si vous n'êtes pas sensible au romantisme, n'allez pas voir ce film, vous seriez déçu.

Il s'agit en effet de la biographie, largement romancée d'ailleurs, du célèbre compositeur russe. Les amateurs apprécieront quelques-uns des plus fameux morceaux du musicien et en particulier de larges extraits du Concerto pour piano.

Mais Music Lover **est avant tout une étude sur la psychologie et le comportement trouble et complexe, réel ou supposé de Tchaïkovsky. Ce dernier, issu de la bonne société russe du milieu du 19e siècle, est traumatisé alors qu'il est tout jeune par la mort horrible de sa mère atteinte par le choléra et que les médecins de l'époque croient guérir en la plongeant dans un bain d'eau bouillante.**

C'est en quelque sorte la « clé » du film. Notre héros ne se remettra jamais de cet événement et son hypersensibilité est par instant à la limite de la démence. Sa vie privée est une suite d'anomalies et d'échecs. Devenu homosexuel, il tente de se marier avec une prostituée dont il ignore le passé et qui est elle-même à moitié folle. Leur vie devient un tel enfer que le compositeur tente d'étrangler son épouse. Ils doivent se séparer. Tchaïkovsky surmonte cette crise en entamant une liaison platonique avec une de ses admiratrices tandis que sa femme finit dans un asile de fous !

Pour finir, Tchaïkovsky se suicide en buvant un verre d'eau qu'il sait polluée par le choléra, et il mourra dans les mêmes circonstances atroces que sa mère.

Voilà l'histoire peu banale, parsemée de scènes de violences qui sont parfois difficilement soutenables, que nous conte Music Lover.

La vie dérisoire et pathétique de Tchaïkovsky agacera vraisemblablement nombre de spectateurs. Malgré tout le rythme du film et la qualité des images sont incontestables. Pour ceux qui possèdent la fibre romantique, Music Lover **ne manquera certainement pas de charme.**

André VICTOR

Bof... de Claude Faraldo

L'USINE, cela n'est pas le palais des mille et une nuits, et lorsqu'on pointe quatre fois par jour, cinq jours par semaine et quarante-huit semaines par an, et qu'on considère que cela risque de durer jusqu'à 65 ans, il y a de quoi prendre conscience de la vie de dingues que cette société nous contraint de mener.

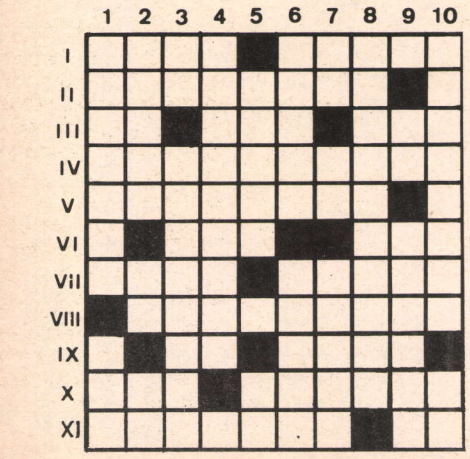
L'un des personnages, après avoir décidé qu'à 55 ans il avait assez travaillé, va chez son fils partager la maison et la femme de celui-ci. Comme trois cela ne fait pas un compte rond, une charmante inconnue, rencontrée par hasard, viendra les rejoindre. La tribu, complétée par un balayeur d'origine africaine, décidera un beau matin de partir vers le Sud.

Et la dernière scène nous les montre, marchant le long des bords verdoyants d'une rivière, tandis qu'à l'arrière-plan, la grande ville, avec ses taudis, ses H.L.M. et ses usines, barre l'horizon, toute grise de dépit d'avoir laissé quelques victimes échapper à ses griffes.

La moralité est constamment transgressée dans ce petit groupe un peu hippie, qui préfère ne pas s'abrutir au travail, et pense avoir trouvé ainsi le remède à la société dans laquelle nous vivons.

Ce vieux rêve anarchiste de liberté, de retour à la nature a des côtés sympathiques mais un peu puérils. Il appartient en tout cas au royaume de l'utopie. L'auteur semble penser le contraire. Fort heureusement, il ne se prend pas au sérieux, et malgré ces aspects quelque peu irritants, le film est finalement agréable à regarder. L'atmosphère bon-enfant qu'il a su lui donner, les nombreuses scènes d'humour et en particulier les savoureux dialogues entre le père et le fils, font oublier les quelques longueurs qui auraient bien mérité quelques coups de ciseaux.

Yves BAULANDE.



HORIZONTALEMENT. — I. Prend l'ascenseur - Né. — II. Cercueil sous-marin. — III. Dans la tasse - Un pieu auquel on s'attache volontiers - Sous la croûte. — IV. Pas importante au palais. — V. Pour épouvantail. — VI. Prit le maquis - Métal mélangé. — VII. Potin - Frapper anciennement. — VIII. Son unité reste un souhait. — IX. Pronom - On le savoure quand il est petit. — X. Est content - Cause du peuple. — XI. Erigeait - Conjonction.

VERTICALEMENT. — 1. Coule de puits - Epoque. — 2. Tromper - Symbole chimique - Pronom. — 3. Fin d'infinitif - Drôle de curiste. — 4. Instrument de musique. — 5. Notable dans le désordre - Possessif. — 6. Plaça - Suivis - 7. Oui du Midi - Pronom - Faux pas. — 8. Remélangerait. — 9. Très vieille génisse - Surveille l'entrée. — 10. Non raconté - Conjonction.

SOLUTION DU NUMERO PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	E	V	O	L	U	T	I	O	N
II	E	M	E	U	■	B	I	N	E	E
III	A	B	A	S	O	U	R	D	I	E
IV	R	A	■	T	B	■	E	U	L	■
V	M	R	P	■	S	O	U	■	L	A
VI	E	Q	U	A	T	O	R	I	A	L
VII	M	U	R	I	R	■	S	A	D	E
VIII	E	E	S	■	U	E	■	M	E	S
IX	N	E	■	T	E	R	E	B	■	E
X	T	S	A	R	S	■	T	E	L	S

MOYEN-ORIENT :

APRES AVOIR CRUCIFIÉ LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE, HUSSEIN ENVISAGE DE SE SERVIR DE SON CADAVRE

Les soldats du sanglant Hussein viennent de découvrir une femme palestinienne et son enfant, et les obligent à sortir de leur abri. (Ph. U.P.I.)

PENDANT que les fedayin quittent Amman avec armes et bagages, une nouvelle conférence des principaux Etats arabes tente au Caire de consolider un nouvel accord entre les commandos palestiniens et le régime du roi Hussein.

Une telle réunion fait partie du scénario qui, depuis la guerre de septembre, entre les Palestiniens et les troupes du roi Hussein, s'est répété régulièrement et toujours de semblable façon. Les troupes de Hussein attaquent les fedayin, tuent et massacrent le plus possible de Palestiniens civils comme militaires. Cependant, comme les commandos palestiniens résistent courageusement, que l'armée de Hussein malgré ses succès ne parvient pas à liquider totalement la résistance, de jour en jour, sinon d'heure en heure, la conscience des masses arabes dans tout le Moyen-Orient se révolte et s'exaspère au su des tueries des bédouins d'Hussein. Alors tous les gouvernements arabes de la région qui se gardent bien de faire quoi que ce soit pour prévenir l'offensive des troupes royales, pourtant bien prévisible, et encore moins de voler au secours de la résistance palestinienne, font mine de s'émouvoir, multiplient les missions de conciliation et les conférences. A défaut d'armes ou de soldats pour prêter main-forte aux fedayin ou protéger les camps de réfugiés bombardés par les troupes bédouines, on envoie à Amman les chefs d'états-majors ou les diplomates discuter avec Hussein. Un accord est passé entre les organisations de résistance et le gouvernement jordanien à chaque fois un peu plus défavorable pour les premiers puisque, à chaque fois, le rapport des forces évolue en leur défaveur. Jusqu'à la prochaine attaque de l'armée d'Hussein, et tout recommence.

Le but des dirigeants jordaniens est évident, liquider complètement la résistance palestinienne. Leur méthode aussi : puisqu'il est difficile de le faire d'un seul coup, tant à cause de la sympathie dont jouissent les fedayin dans le monde arabe qu'à cause de la résistance qu'ils opposent aux troupes d'Hussein, celui-ci doit procéder coup par coup, chaque assaut devant être aussi bref, mais aussi violent et meurtrier que possible. L'agitation diplomatique et les déclarations d'intention conciliatrices et pacifistes de tous les gouvernements arabes ne servent qu'à masquer le massacre systématique qui se poursuit en Jordanie. Tous sont évidemment complices de Hussein. Tous, comme lui, veulent voir les fedayin à genoux.

On chuchote pourtant, dans les milieux diplomatiques ou journalistiques bien informés que cette fois l'accord passé entre Palestiniens et Hussein serait plus solide. S'il en est ainsi c'est sans doute que la résistance palestinienne doit être réduite à merci ou peu s'en faut, le bandit Hussein étant homme à respecter les seuls accords qu'il a dictés et passés avec ceux à qui il a mis le couteau sous la gorge.

Pourtant s'y ajoute aussi une autre raison. S'il ne veut à aucun prix une organisation indépendante et forte des Palestiniens, Hussein, comme d'ailleurs les autres gouvernements arabes de la région, a besoin qu'elle existe pour continuer le jeu politique complexe et subtil qu'il joue dans cette poudrière qu'est le Moyen-Orient.

Il en a besoin vis-à-vis de l'impérialisme U.S. qui lui fournit armes et dollars parce qu'il voit en lui un rempart contre les menaces nationalistes dans cette partie du monde. Encore faut-il que ces menaces aient une apparence de réalités, donc que des hommes les incarnent... ou passent pour tels. D'autant plus que si les Américains et leurs alliés israéliens faisaient mine de mettre sur pied l'Etat palestinien croupion que certains exigent, Hussein a besoin d'avoir dans sa manche des représentants palestiniens qui refusent cette solution... et préservent les droits du souverain hachemite sur la rive droite du Jourdain.

Il en a besoin vis-à-vis de ses voisins arabes qui ont eux-mêmes besoin d'agiter le problème palestinien pour étouffer les questions et les revendications de leurs propres peuples. En contrôlant une résistance palestinienne qui se trouve sur son territoire, son rôle est essentiel dans les alliances et le jeu des Etats arabes.

Il en a besoin enfin vis-à-vis de son propre peuple. Comme les gouvernements égyptien, libyen, syrien, etc. Depuis vingt ans, Israël leur sert à tous d'alibi pour expliquer leur impuissance à résoudre quelque problème que ce soit, de bouc émissaire pour détourner la colère des masses ouvrières et paysannes misérables et affamées, de leur-re pour les aveugler par le chauvinisme et de moyen pour empoisonner leur conscience par le poison raciste et anti-juif (exactement comme de l'autre côté des frontières la peur des arabes sert à emploisonner la conscience des juifs). Une résistance palestinienne impuissante, muselée et aux ordres est exactement ce qu'il leur faut pour relancer quand ils voudront la propagande anti-israélienne sans aucun danger de la voir remettre en quoi que ce soit le statu-quo en question, ni en Israël... ni dans les Etats arabes. C'est dans cet état qu'elle se trouvait et c'est a cela qu'elle servait entre 1948 et 1967. La guerre des six jours avait changé sa nature en provoquant un sursaut parmi le peuple palestinien. Les Etats arabes la remettent maintenant à la place qui leur convient.

Nous verrons peut-être demain Hussein, Saadate et consort se servir cyniquement pour les besoins de leur politique, du peuple palestinien agonisant, qu'ils ont eux-mêmes supplicié, s'en prétendre les défenseurs et les gardiens, parler avec des trémolos dans la voix de l'état affreux où l'a réduit la conquête juive. Mais cela abusera-il encore longtemps les masses arabes ?

Jacques MORAND.

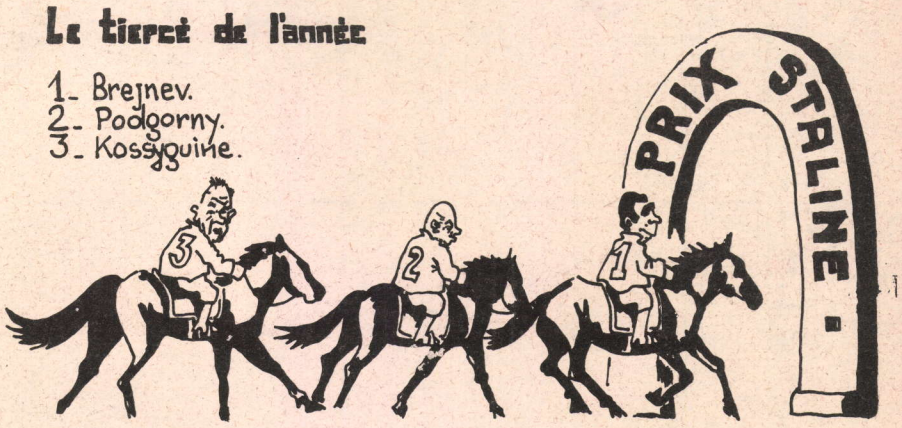
Le 24e Congrès du P.C.U.S.

UNE CEREMONIE BIEN REGLEE

LE vingt-quatrième congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique vient de clore ses travaux, et les spécialistes en « kremlinologie » en sont toujours à rechercher désespérément l'indice qui leur fournirait le prétexte à une interprétation originale ou à un titre à sensation. Vains efforts car rien n'est venu troubler le rassurant ronronnement de ce concile bien réglé. On a beau fouiner pour trouver, dans un recoin de discours, une quelconque « petite phrase » : c'est le vide. On essaye alors de se rabattre sur l'ordre dans lequel on cite les dirigeants, après leur réélection, dans l'espoir d'y découvrir quelques signes. Peine perdue, le « hit-parade » de Moscou ne fournit guère d'indications. Certes, Podgorny vient de chiper la deuxième place à Kossyguine qui rétrograde à la troisième place. Mais que peut-on en conclure ? Et de nouveau on suppute.

Mais est-il vraiment nécessaire de rechercher dans les éternuements de Brejnev, les silences de Kossyguine ou les sourires d'un Podgorny la clef des mystères politiques du Kremlin ? Personne n'ose admettre que si l'on ne trouve rien à se mettre sous la dent, c'est parce que, en fin de compte, il ne s'est rien passé la semaine dernière à Moscou. Explication qui paraîtra sans doute trop banale à certains, et pourtant c'est la seule valable. A-t-on déjà vu, dans un congrès tenu par les bureaucrates soviétiques, les problèmes s'y discuter et s'y régler ? Croire que cela serait possible reviendrait à penser que la bureaucratie soviétique règle les problèmes qui existent en son sein, sinon démocratiquement, du moins au grand jour, sous les projecteurs de l'actualité. Or, par sa nature et par sa situation, elle ne peut offrir en spectacle ses entredéchirements, même sous une forme très voilée. C'est un luxe qui lui est hors de portée.

D'ailleurs, à chaque fois qu'un conflit s'est fait jour au sein de la direction soviétique, ce fut hors des périodes de congrès, sans qu'aucun indice ne le laisse prévoir. Lorsque le 15 octobre 1965 Brejnev et Kossyguine renversèrent — le mot n'est pas trop fort — leur prédécesseur



Khroutchev, ils se gardèrent bien de convoquer un congrès. Ils ne convoquèrent pas non plus les « kremlinologues » au festin, et n'avertirent même pas la direction des « partis frères » qui en restèrent bouche bée de surprise, pas longtemps il est vrai, car eux sont mieux informés que quiconque des mécanismes qui règlent la vie politique soviétique. Et l'exemple du vingtième congrès, qui vit Khroutchev lancer la bombe de la déstalinisation ne vient pas infirmer cette tradition. Il ne le fit qu'une fois le problème réglé au sein de l'appareil, après avoir éliminé quelques rivaux qui le génaient, devant un congrès à sa botte qui ne fit qu'avaliser la décision.

Cette fois encore la cérémonie n'a pas failli à la tradition. Mais il ne fallait pas être grand clerc pour dire qu'il ne pouvait pas en être autrement.

J.P. VALI.